

37/85

J. D. Vandemessch

Tome 2

# **BUTARE, LA PRÉFECTURE REBELLE**

**Éléments d'analyse de l'agenda de Pauline NYIRAMASUHUKO  
(1<sup>er</sup> janvier - 31 décembre 1994)**

**Tome 2**

**RAPPORT D'EXPERTISE**

**RÉDIGÉ À LA DEMANDE DU TRIBUNAL PÉNAL INTERNATIONAL**

**DES NATIONS UNIES SUR LE RWANDA**

André Guichaoua  
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne  
(France)

Arusha (Tanzanie)  
Mars 2004

# **BUTARE, LA PRÉFECTURE REBELLE**

**Éléments d'analyse de l'agenda de Pauline NYIRAMASUHUKO  
(1<sup>er</sup> janvier - 31 décembre 1994)**

**Tome 2**

**RAPPORT D'EXPERTISE**

**RÉDIGÉ À LA DEMANDE DU TRIBUNAL PÉNAL INTERNATIONAL**

**DES NATIONS UNIES SUR LE RWANDA**

André Guichaoua  
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne  
(France)

Arusha (Tanzanie)  
Mars 2004

## Sommaire`

Tome 2 : Éléments d'analyse de l'agenda de la ministre Pauline NYIRAMASUHUKO  
du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1994

	Pages
<b>1. Présentation d'ensemble de l'agenda.....</b>	<b>3</b>
1.1. Principes de transcription .....	3
1.2. Le carnet de relations de Pauline NYIRAMASUHUKO.....	4
1.3. Signification et portée de l'agenda.....	5
<b>2. Les activités relatées par Pauline NYIRAMASUHUKO dans son agenda au cours de la période du 1<sup>er</sup> janvier au 6 avril 1994.....</b>	
2.1. La dimension nationale de son activité politique .....	7
2.2. L'engagement politique régional de la ministre NYIRAMASUHUKO.....	123
<b>3. Les activités de la ministre NYIRAMASUHUKO au-delà du 6 avril 1994 et jusqu'au départ au Zaïre.....</b>	<b>23</b>
<b>4. La poursuite de la guerre au Kivu : encadrement de la population et restructuration des instances dirigeantes du gouvernement en exil .....</b>	<b>67</b>
<b>5. Synthèse des fonctions de la ministre Pauline NYIRAMASUHUKO.....</b>	<b>82</b>
5.1. La propagande.....	82
5.2. La guerre : des devises et des armes.....	83
5.3. La guerre : des officiers <i>ibyitsso</i> .....	83
5.4. Identifier, dénoncer et éliminer l'ennemi intérieur.....	84
<b>6. Au-delà de la défaite.....</b>	<b>86</b>
<b>7. Conclusion.....</b>	<b>87</b>

### Liste des tableaux

<b>Tableau n° 1 :</b> Réunions des instances nationales du MRND (bureau politique et réunion des ministres MRND) auxquelles Pauline NYIRAMASUHUKO participa entre le 1 <sup>er</sup> janvier et le 6 avril 1994.....	7
<b>Tableau n° 2 :</b> Liste non exhaustive des réunions de mobilisation politique des Butaréens auxquelles Pauline NYIRAMASUHUKO participa dans la préfecture de Butare ou à Kigali entre le 1 <sup>er</sup> janvier et le 6 avril 1994.....	13
<b>Tableau n° 3 :</b> Liste non exhaustive des réunions et activités politiques à caractère national auxquelles Pauline NYIRAMASUHUKO participa entre le 6 avril et le 17 juillet 1994.....	23
<b>Tableau n° 4 :</b> Liste non exhaustive des réunions et interventions de mobilisation politique auxquelles Pauline NYIRAMASUHUKO participa dans la préfecture de Butare entre le 6 avril 1994 et le 18 juillet 1994.....	24
<b>Tableau n° 5 :</b> Rôle dans le suivi politique et militaire des préfectures autres que Butare au nom du Gouvernement intérimaire au-delà du 6 avril 1994.....	25
<b>Tableau n° 6 :</b> La poursuite de l'activité politique en exil au Sud-Kivu et Nord-Kivu (18 juillet-5 novembre 1994).....	67

## ÉLÉMENTS D'ANALYSE DE L'AGENDA DE PAULINE NYIRAMASUHUKO (1<sup>er</sup> janvier - 31 décembre 1994)

### I. Présentation d'ensemble de l'agenda

#### 1.1. Principes de transcription

Nous ne reprenons pas ici de manière exhaustive l'ensemble des apports livrés par cet agenda assez régulièrement tenu à jour par Pauline NYIRAMASUHUKO, ministre de la Famille et de la Condition féminine. Pour l'essentiel cependant, tous les éléments permettant de suivre et de comprendre l'activité et les analyses de la ministre ont été repris et traduits.

Les passages transcrits sont rapportés comme tels, y compris lorsque des mots ou corps de phrase sont alternativement rédigés en français ou en kinyarwanda. Par principe, nous avons reporté les passages en kinyarwanda afin que le lecteur puisse disposer du texte original. La traduction en français que nous avons proposée est toujours la plus proche possible d'une transcription littérale. Notamment lorsqu'il s'agit du kinyarwanda, toute traduction repose sur des choix d'interprétation. Choix étroitement déterminés par le contexte dans lequel les expressions trouvent leur place.

Les traductions en français sont indiquées entre parenthèses immédiatement après le terme ou le passage ou dans un paragraphe séparés selon la longueur de la traduction à opérer.

Par ailleurs, et pratiquement à chaque page, il nous a fallu recomposer la suite cohérente des paragraphes successifs. En effet, lors de sa prise de notes, Pauline NYIRAMASUHUKO utilise chaque espace disponible, quelle que soit la date de la page, pour y rapporter les événements ou faire ses commentaires. Lors de ce travail de reconstruction, en cas d'incertitude avérée sur la place exacte où devrait se trouver tel ou tel paragraphe ou phrase, nous avons explicitement mentionné le choix que nous avons retenu. Mais, malgré le soin apporté à ce travail fastidieux, il se peut que, des erreurs aient été commises.

En outre, chaque fois que nécessaire lorsque les passages étaient transcrits de manière brève ou elliptique, nous avons introduit en complément les informations indispensables à la compréhension du texte et des annotations (identité des personnes, date, lieu, etc.). Ces notes et commentaires, dont nous portons l'entière responsabilité, sont toujours dissociés explicitement du texte original de l'agenda.

Enfin, pour faciliter la lecture, nous avons souvent supprimé les abréviations utilisées par l'auteur en mentionnant le mot dans son intégralité. Pour celles que nous avons fréquemment maintenues, les plus courantes sont :

Adjt = adjudant  
Bg = bourgmestre  
CI = communauté internationale  
Cpl = caporal  
Dde = demande  
Dircab = directeur de cabinet  
Em = Emmanuel  
Gdm = gendarmerie  
Gvt = gouvernement  
Rda = Rwanda  
S/p = sous-préfet

Nous avons presque toujours écrit en entier les noms des communes, sous-préfectures et préfectures mentionnés. À l'inverse, et compte tenu du nombre de mentions et de l'usage général de ces appellations, nous avons maintenu les dénominations utilisées par l'auteur relatives aux ministères,

les mêmes termes peuvent aussi être utilisés pour qualifier le titulaire du ministère. Nous les reprenons ci-dessous (dans l'ordre protocolaire) :

- Présirép : présidence de la République ou président de la République (Dr Théodore SINDIKUBWABO, MRND, Butare)
- Primature = premier ministère ou premier ministre (Jean KAMBANDA, MDR, Butare)
- Minaffet = ministère ou ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération (Jérôme BICAMUMPAKA, MDR, Ruhengeri)
- Mininter = ministère ou ministre de l'Intérieur et du Développement Communal (Édouard KAREMERA, MRND, Kibuye)
- Minijust = ministère ou ministre de la Justice (Agnès NTAMABYALIRO, PL, Kibuye)
- Minadef = ministère ou ministre de la Défense (Augustin BIZIMANA, MRND, Byumba)
- Minagri = ministère ou ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et des Forêts (Dr Straton NSABUMUKUNZI, PSD, Butare)
- Miniprisec = ministère ou ministre de l'Enseignement Primaire et Secondaire (Dr André RWAMAKUBA, MDR, Kigali)
- Minisupres = ministère ou ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de la Culture (Dr Daniel MBANGURA, MRND, Gikongoro, nommé chef de cabinet du Président, remplacé le 26 mai par Jean de Dieu KAMUHANDA, MRND, Kigali)
- Minifin = ministère ou ministre des Finances (Emmanuel NDINDABAHIZI, PSD, Kibuye)
- Minifop = ministère ou ministre de la Fonction Publique (Prosper MUGIRANEZA, MRND, Kibungo)
- Mininfor = ministère ou ministre de l'Information (Éliézer NIYITEGEKA, MDR, Kibuye)
- Minicomart = ministère ou ministre du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat (Justin MUGENZI, PL, Kibungo)
- Miniplan = ministère ou ministre du Plan (Augustin NGIRABATWARE, MRND, Gisenyi)
- Minisanté = ministère ou ministre de la Santé (Dr Casimir BIZIMUNGU, MRND, Ruhengeri)
- Minitracom = ministère ou ministre des Transports et des Communications (André NTAGERURA, MRND, Cyangugu)
- Minitraso = ministère ou ministre du Travail et des Affaires Sociales (Jean de Dieu HABINEZA, PL, Gisenyi)
- Minitrape = ministère ou ministre des Travaux Publics et de l'Énergie (Hyacinthe NSENGIYUMVA RAFIKI, PSD, Gisenyi)
- Mineto = ministère ou ministre du Tourisme et de l'Environnement (Gaspard RUHUMULIZA, PDC, Gitarama)
- Minifaprote = ministère ou ministre de la Famille et de la Condition Féminine (Pauline NYIRAMASUHUKO, MRND, Butare)
- Minijeuma = ministère ou ministre de la Jeunesse et du Mouvement Associatif (Callixte NZABONIMANA, MRND, Gitarama)

## 1.2. Le carnet de relations de Pauline NYIRAMASUHUKO

L'agenda commence par une série d'adresses. La première page, au début de l'agenda, est consacrée à des numéros de téléphone de la préfecture de Butare. Sont regroupés là en premier lieu des numéros utiles (médecin, banque, UNR Butare et Ruhengeri – établissements que dirigeait son époux), tous les autres numéros correspondent à des relations professionnelles très ciblées :

- Des personnels politiques locaux (Théodore SINDIKUBWABO, Joseph KANYABASHI, RUNYINYA BARABWIRIZA, Straton NSABUMUKUNZI, Jean-Baptiste SEBALINDA, Eugène RWAMUCYO) et des interlocuteurs utiles en matière de sécurité (les sous-préfets Gaëtan KAYITANA, en fonction à Nyabisindu, et Assiel SIMBALIKURE en charge de la sous-préfecture de Busoro, le commandant Pascal BARAHIRA, commandant de la Gendarmerie de Nyanza, le 1<sup>er</sup> substitut du bureau du procureur Jean-Baptiste MATABARO. Hormis ce dernier, il est possible de constater que si tous ne sont pas (ou plus membres du MRND), ils soutiennent les tendances *Power*

des partis : NSABUMUKUNZI, PSD ; SEBALINDA, MDR ; RWAMUCYO, extrémiste « indépendant » ; sans oublier les deux sous-préfets du MRND « dur » ;

- Viennent ensuite deux beaux-frères de Pauline NYIRAMASUHUKO (Anastase MUNYANDEKWE, président du MDR Gikongoro, et Thaddée KWITONDA, originaire de Ruhengeri, dirigeant de la CDR à Kigali) et les principales dirigeantes du « mouvement des femmes » du MRND auxquelles s'ajoute Agnès NTAMABYALIRO, ministre de la Justice. Le reste de la page recense des personnalités politiques majeures (Justin MUGENZI, Casimir BIZIMUNGU, Matthieu NGIRUMPATSE, Joseph NZIRORERA, Prosper MUGIRANEZA, l'épouse d'Augustin NGIRABATWARE, une fille de Félicien KABUGA) et des financiers (directeurs de banques et du PNAS). Signalons le numéro de téléphone de la ligne personnelle du Président HABYARIMANA à sa résidence de Kanombe. Les pages suivantes recensent de nombreux numéros de la Primature, des ministères, des projets. Notons les coordonnées du chef d'État-Major, Déogratias NSABIMANA, de la religieuse Sœur Téléphore, sœur de Juvénal HABYARIMANA qui travaillait au ministère de la Jeunesse, etc.

### 1.3. Signification et portée de l'agenda

Par définition un agenda sert à consigner les dates, rendez-vous et tâches que son propriétaire souhaite mémoriser ou auquel il accorde de l'importance. Il s'agit donc toujours d'une sélection de faits qui, selon les individus et la rigueur avec laquelle il tienne à jour ce document, laisse inévitablement des tranches horaires ou journalières plus ou moins importantes non documentées.

Dans le cas de Pauline NYIRAMASUHUKO, la tenue irrégulière laisse échapper de très nombreux éléments, notamment de la *sphère privée* qui ne sont pratiquement jamais rapportés. Par contre, son activité publique, débordante, est largement consignée. Certes, elle ne mentionne que les faits ou réunions marquantes de son agenda quotidien, mais l'intérêt principal de ce document réside dans le fait qu'il sert parallèlement de *cahier de notes*. Pauline NYIRAMASUHUKO y retranscrit presque systématiquement les compte-rendus des réunions, et y apporte de nombreux commentaires et toutes sortes de remarques personnelles sur l'actualité. Compte tenu de l'importance et de la multiplicité de ses fonctions officielles et de ses « missions » officieuses, ces notes lui sont indispensables. C'est ainsi que tous les domaines de l'activité politique à caractère national d'une ministre (conseils des ministres), d'une militante éminente du MRND, le parti présidentiel (réunion des ministres du MRND, membre « permanent » du bureau politique national) sont couverts ou font l'objet de commentaires généralement détaillés. Il en va de même pour les préoccupations de la représentante et dirigeante politique de la préfecture de Butare : réunions des congrès communaux et préfectoraux du MRND, réunion informelle des ressortissants de Butare résidant à Kigali.

À bien des égards, cette prise de note abondante et directe peut apparaître surprenante et ne correspond pas aux comportements habituels des personnalités politiques rwandaises, dans l'ensemble peu soucieuses de consigner par écrit leurs activités et réflexions. Sans expérience de ses nouvelles fonctions, la prise de notes abondantes supplée donc certainement la « mémoire orale » privilégiée par ses collègues. On peut cependant d'emblée introduire une autre explication, complémentaire de la première. Cette prise de note assidue lors de la plupart des réunions politiques importantes avait, selon de nombreuses informations que nous avons recueillies, le don d'énerver au plus haut point les autres participants qui d'une manière générale s'abstinrent d'aborder autant que possible certains sujets en présence de Pauline NYIRAMASUHUKO. Le franc parler de cette ministre atypique et peu discrète était craint, d'autant plus qu'elle déclencha fréquemment des conflits interpersonnels du fait des propos intempestifs qu'elle rapportait. En outre, les liens directs que Pauline NYIRAMASUHUKO entretenaient avec le Président HABYARIMANA et son épouse ainsi qu'avec les autres membres du cercle présidentiel faisaient qu'elle était considérée comme « en mission » pour leur compte et chargée d'informer le plus fidèlement possible les hauts dignitaires de ses divers contacts et appréciations. À maintes reprises, les ministres eurent la preuve de cette étroite concertation, par exemple lorsque des propos inattendus et hors sujet par rapport à l'ordre du jour prévu du conseil de gouvernement étaient

avancés par la ministre pour être aussitôt approuvés et repris par le Président qui en profitait alors pour formuler telle recommandation ou faire prendre telle décision.

Pour autant, il importe d'indiquer que la plupart des faits et analyses relatées dans cet agenda sont *rapportés* par la ministre qui assistait à telle ou telle assemblée ou qui participait comme d'autres acteurs aux événements décrits. C'est pourquoi, au-delà de la simple présence, qui peut être considérée souvent comme déjà hautement significative, il est très important de préciser en plus à quel titre et à quelle fin elle intervient dans l'activité de ces groupes ou structures. Par ailleurs, il importe d'aller au-delà des propos ou remarques de la scribe pour apprécier dans quelle mesure elle les sélectionne, les (re-)formule et surtout dégager l'adéquation entre ces propos et des actes.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, nous voudrions encore ajouter un commentaire d'ensemble qui s'est imposé à nous « spontanément » avant toute analyse fine.

De prime abord, deux remarques immédiates peuvent être dégagées après une première lecture de l'agenda. La principale tient au fait que l'agenda ne mentionne pratiquement aucune activité liée à ses fonctions de ministre en charge du ministère « technique » de la Famille et de la Condition féminine, hormis la clôture le 12 mars 1994 de la Semaine de la femme. On peut penser que la mention, le 8 février, d'une réunion reportée du « cabinet » relève de cette attribution, imaginer aussi que son statut de femme ministre lui valut de participer à l'accueil de la ministre française Lucette MICHAUD-CHEVRY le 27 janvier, et justifierait peut être aussi la mention d'une conférence de presse à l'hôtel Méridien de Kigali le 10 février (dont il n'est pas indiqué si c'est elle qui l'a tenue ou si elle n'a fait qu'y assister), pour autant le bilan de son investissement strictement professionnel demeure des plus ténus. Ce n'est que lorsqu'elle se retrouva en exil à Goma que sa fonction « sociale » réapparaît de manière explicite avec les visites des camps de réfugiés, mais là encore il n'est pas établi au vu des notes prises que la finalité de cet investissement corresponde bien aux fonctions de ce ministère : concrètement, il s'agit de recenser et d'encadrer les populations, de rétablir les éléments d'une administration par le gouvernement vaincu et, parmi ses priorités, de prendre en charge les familles des militaires des ex-FAR.

La seconde est l'importance des chiffres et décomptes reportés tout au long de l'année dans son agenda. L'agenda sert en quelque sorte aussi de livre de comptes comme en tenait les ménagères soucieuses d'une gestion serrée de leur budget familial. En fait, dans le cas présent, les montants et quantités achetées (essentiellement de la nourriture) sont toujours impressionnants. Pauline NYIRAMASUHUKO faisait donc des « affaires » qui pouvaient concerner l'approvisionnement du restaurant familial de Butare (achats assurés à partir de Kigali), un éventuel restaurant mentionné (le 17 janvier) avec des apports de Charlotte NYIRANSENGIMANA (femme d'affaires installée à Kigali<sup>1</sup>), de Mme MUKEKA (grand commerçant de Kigali importateur) et de Jeanne HABYARIMANA, la fille aînée du Président HABYARIMANA, ou encore les associations pour lesquelles elle collecte des fonds y compris parmi les membres du conseil des ministres. Plus tard, au-delà du 6 avril, ses dépenses et transactions, alors bien plus importantes et diversifiées, servirent manifestement d'autres finalités plus politiques (cf. par exemple agenda en date du 18/06 ou CM du 10 juin, etc.).

Reprenons maintenant la présentation des éléments de cet agenda de manière méthodique.

---

<sup>1</sup> Elle possédait notamment un atelier de couture qui assurait notamment la fabrication des uniformes des *Interahamwe* dont le tissu lui était fourni par l'homme d'affaires Félicien KABUGA. Parallèlement, elle entretenait le fameux groupe *Interahamwe* de Remera dénommé *Inyange* et dirigé par Aloys NGIRABATWARE (*hutu, Gisenyi*).



## 2. Les activités relatées par Pauline NYIRAMASUHUKO dans son agenda au cours de la période du 1<sup>er</sup> janvier au 6 avril 1994

### 2.1. La dimension nationale de son activité politique

Dans le tableau ci-dessous, nous avons établi pour faciliter la lecture et la compréhension du texte suivant une synthèse des activités à caractère politique qu'elle mentionne dans son agenda.

**Tableau n° 1 : Réunions des instances nationales du MRND (bureau politique et réunion des ministres MRND) auxquelles Pauline NYIRAMASUHUKO participa entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 6 avril 1994**

- Samedi 1<sup>er</sup> janvier : réunion du bureau politique élargie aux ministres et députés issus du MRND : ordre du jour : GTBE (agenda PN, 01/01)
- Dimanche 2 janvier : (date incertaine) réunion (des responsables du MRND ?) avec le président de la République (agenda PN, 02/01)
- Mardi 4 janvier : entrevue Pauline NYIRAMASUHUKO et Joseph NZIRORERA, secrétaire général du MRND : débat sur la composition partisane du GTBE et de l'ANT (agenda PN, 4/01)
- Lundi 10 janvier : bureau politique du MRND : fermeté politique, réaction des partis associés, soutien à RTLM (agenda PN, 10/01)
- Vendredi 14 janvier: réunion des ministres MRND (agenda PN, 14/01)
- Mercredi 19 janvier: réunion du bureau politique + des ministres du MRND + directeurs de cabinet (agenda PN, 19/01)
- Vendredi 4 février : réunion des ministres MRND + directeurs de cabinet (agenda PN, 4/02)
- Mercredi 9 février : réunion du bureau politique du MRND (agenda PN, 9/02)
- Lundi 21 février : réunion bureau politique du MRND (agenda PN, 21/02)
- Mardi 1<sup>er</sup> mars : réunion bureau politique du MRND (agenda PN, 1<sup>er</sup>/03)
- Vendredi 11 mars : réunion des ministres MRND (agenda PN, 11/03)
- Mercredi 16 mars: réunion bureau politique du MRND + ministres (agenda PN, 16/03)
- Mardi 22 mars : réunion du bureau politique du MRND (agenda PN, 22/03)
- Samedi 2 avril : réunion des ministres du MRND pour la mise en place du GTBE (agenda PN, 2/04)

Si l'on aborde les questions de politique nationale relatées de manière privilégiée dans l'agenda, deux points reviennent sans cesse : le premier concerne la mise en place des institutions de transition et la répartition des postes et des responsabilités, et le second les rapports avec la « communauté internationale » et les ambassades étrangères en relation avec ce premier point.

La place prépondérante occupée par la question de la mise en place des institutions de transition (GTBE et ANT) ne surprend guère puisqu'elle faisait l'objet des affrontements les plus vifs entre les différents blocs en compétition pour le contrôle du pouvoir. Dans l'optique de la mouvance présidentielle et du MRND, l'objectif central était de différer ou de bloquer leur mise en place jusqu'à l'obtention d'un nombre suffisant d'alliés ou de soutiens parmi les représentants des partis de l'opposition au sein du gouvernement ou de l'assemblée. Représentants qui pourraient priver le FPR et les Forces démocratiques du changement (MDR, PSD, PL, PDC, PSR) de la majorité des deux-tiers qui leur accordait des pouvoirs déterminants dans le fonctionnement des institutions et la conduite des affaires politiques jusqu'à la fin de la période de transition.

Les 4 et 5 janvier, deux pages de l'agenda sont consacrés aux décomptes des ralliés potentiels après l'entrevue que Pauline NYIRAMASUHUKO a avec Joseph NZIRORERA, secrétaire national du MRND, le 4 janvier. Le lendemain, le 5 janvier, était la date fixée pour l'installation officielle des organes de transition avec la prestation de serment du président de la république et l'installation de l'assemblée (70 membres) et du gouvernement (composé d'un premier ministre et de 20 ministres).

L'équation gouvernementale décrite par Pauline NYIRAMASUHUKO bloque cependant sur l'évidence politique : « 21 divisé par 3 égale 7 » et il n'existe à cette date qu'un ministre PL (Justin MUGENZI) sur lequel le MRND peut compter. Pour l'Assemblée nationale (**agenda PN, 5/01**), les calculs sont à la fois plus simples et plus complexes. Le MRND dispose de 11 députés nommés et du soutien des membres des petits partis croupions dont il a suscité la création (5). Il lui est donc vital de débaucher des députés issus des partis de l'opposition ou d'imposer la nomination de députés appartenant aux tendances *Power* de ces partis. La liste transmise ce même jour à la première ministre par le président de la Cour constitutionnelle avait tranché le désaccord en faveur de l'opposition en refusant d'intégrer les députés *Power* présentés par des instances du PL et du MDR. Pour autant, dans ses calculs, Pauline NYIRAMASUHUKO ajoute aux 11 députés désignés par le MRND, 5 MDR, 2 PDC, 5 « autres » et 5 PL. Sur cette base, un total de 28 députés favorables à l'Alliance pour le renforcement de la démocratie (ARD) serait atteint soit 4 de plus que la minorité de blocage (fixée à 24 :  $70/3 = 23,3$ ). Prudemment, Pauline NYIRAMASUHUKO déduit néanmoins en deuxième hypothèse les 5 PL non acquis, ce qui faisait repasser le nombre des députés favorables à la mouvance présidentielle à 23, c'est-à-dire juste en dessous du seuil stratégique recherché !

Le commentaire suivant accompagne les décomptes de la ministre (**agenda PN, 5/01**) :

« Prestation de serment Présirép.

Le sentiment constant du PL est *Power*.

Manifestation de soutien au Présirép et pour montrer notre indignation pour ce qui vient de se passer.

- Compromis à privilégier
- Éthique politique CDR et PD<sup>2</sup> → Minaffet
- Courtiser *les petits partis politiques*
- Conférence de presse de 15 partis
- Diplomatie »

Le 5 janvier, après la prestation de serment du président, lors de la cérémonie officielle d'installation du GTBE et de l'ANT qui se tenait l'après-midi, seuls les représentants de la mouvance MRND étaient présents. La mise en place des institutions fut reportée *sine die*.

Le 14 janvier, le débat entre les ministres du MRND reprend autour de la question du blocage politique comme l'indique l'ordre du jour mentionné dans l'agenda (**agenda PN, 14/01**) :

« Réunion des ministres issus du MRND

Informations : blocage

- occupation du Mutara
- dissolution de l'armée dite déséquilibrée (+ nord)
- déposition du Présirép
- contact les ambassades
- situation au Burundi

I Nonce apostolique

II Belgique

III Tanzanie

IV Égypte

- Présirép risque d'être un bouc émissaire
- Déclaration à la nation ? pas tout de suite
- Répondre au 1<sup>er</sup> ministre = *meeting* 16/1
- Canaux parallèles d'info

<sup>2</sup> Pour accroître le nombre de ses alliés, le MRND avait exigé que la CDR et le parti démocrate aient eux aussi des représentants au sein de l'ANT. La CDR ayant jusqu'à cette date refusé toute participation, cette revendication étaient apparue comme une manœuvre dilatoire visant à bloquer la mise en place des institutions.

- 1 Minafett bis : poste à créer  
à éviter
- Manifestation monstre »

Cet extrait illustre les thématiques obsessionnelles de l'époque au sein du MRND. L'éventualité que le FPR et les partis d'opposition disposent des deux-tiers des voix à l'ANT déclenchait une peur panique à la présidence. Juvénal HABYARIMANA craignait de faire l'objet d'un « coup d'État constitutionnel » suscité par les oppositions coalisées sous un prétexte quelconque.<sup>3</sup> La peur d'une mise en accusation suivie d'une demande de déposition apparaît comme une angoisse irraisonnée nourrie notamment par le retour d'Alexis KANYARENGWE, son rival de toujours évincé en 1981. Le blocage de la mise en place des institutions, comme on le verra ci-après, reposait bien évidemment sur la volonté présidentielle d'attendre les effets de l'éclatement des partis de l'opposition intérieure en tendance pro-FPR et Hutu *Power* pour conforter l'assise réduite à la portion congrue de la mouvance présidentielle du fait des accords d'Arusha. Mais une seconde lecture s'impose qui concerne le personnage central de l'État, le président HABYARIMANA. Ce dernier voulait absolument sécuriser sa fonction et sauvegarder la plénitude de ses marges de manœuvre tout au long de la période de transition. Il lui fallait pour cela contrôler au minimum un des trois pouvoirs clés :

- le poste de président de la Cour constitutionnelle détenu par Joseph KAVARUGANDA, un de ses plus fidèles soutiens depuis le coup d'État de 1973 mais qui, ne s'estimant pas récompensé de ses loyaux services, venait de rejoindre les rangs du MDR devenant ainsi un des adversaires les plus redoutés et haïs par le Président ;
- le second était le poste de ministre de la Justice considéré comme stratégique car son titulaire maîtrisait les poursuites liées à une éventuelle mise en accusation du président. Or ce poste revenait à Aloys NIYOYITA, Tutsi, membre du PL tendance NDASINGWA ;
- le troisième tenait à la majorité qualifiée des deux-tiers à l'ANT.

L'enjeu central de cette période d'attente tournait donc autour de l'attitude du président de la Cour Constitutionnelle qui à plusieurs reprises donna raison à l'opposition dans les négociations sur la validation des candidats députés. Tout laisse penser que si Juvénal HABYARIMANA avait été sûr de ce poste, les institutions auraient pu être installées dans les délais au début 1994. Mais la mise en insécurité personnelle du président faisait justement partie de la stratégie de l'opposition. Tout comme la menace d'une vengeance d'Alexis KANYARENGWE, les rumeurs entretenues sur l'éventualité d'une procédure de déposition suite à une mise en cause pour l'assassinat des personnalités de la première république (dont le premier président de la république Grégoire KAYIBANDA), assassinats qu'il ordonna personnellement quelque temps après le succès de son coup d'État en 1973, rappelaient avec insistance les dossiers des nombreuses victimes qui accompagnèrent l'accession à un pouvoir sans partage de Juvénal HABYARIMANA. De même, les deux-tiers des voix étaient nécessaires pour toute révocation ou nomination des hauts responsables de l'État.

Par ailleurs, au moins les trois premiers pays cités dans l'agenda faisaient partie des ambassades étrangères considérées comme « hostiles » au MRND.

De même, la dénonciation des titulaires des ministères de l'Information et des Affaires étrangères faisait partie des slogans récurrents du MRND : Faustin RUCOGOZA du MDR était sans cesse vilipendé pour son parti pris supposé et fut assassiné dès le 7 avril par la Garde présidentielle. Le poste des Affaires étrangères relevait aussi du MDR. La tentative de mettre en place un « Minafett bis » pouvait permettre d'améliorer la communication avec l'extérieur, mais ce problème était en fait

---

<sup>3</sup> Cf. article 11 du *Protocole d'accord entre le gouvernement de la République rwandaise et le Front patriotique rwandais portant sur les questions diverses et les dispositions finales* : « En cas de violation de la Loi fondamentale par le Président de la République, la mise en accusation est décidée par l'Assemblée nationale de transition statuant à la majorité des deux-tiers des membres présents et au scrutin secret. Cependant, avant de procéder au vote sur cette mise en accusation, l'Assemblée nationale de transition doit requérir l'avis de la Commission politico-militaire dont question à l'article IV de l'accord de N'Sele tel qu'amendé à Gbadolite le 16 septembre 1991 et à Arusha le 12 juillet 1992. Elle peut requérir également l'avis du Facilitateur. En cas de confirmation de la pertinence de la mise en accusation, le Président de la République est justiciable de la Cour constitutionnelle, qui est seule compétente pour prononcer la démission d'office. »

déjà réglé depuis plusieurs mois par le biais d'Augustin NGIRABATWARE, ministre du Plan, que le Président utilisait comme son porte-parole à l'étranger. C'est lui qui accompagnait le président dans ses déplacements officiels en lieu et place du titulaire du poste des Affaires étrangères, Boniface NGULINZIRA, du MDR, en charge des négociations d'Arusha.

Enfin, à la date du 14 janvier, le MRND préparait effectivement sa grande manifestation du 16 janvier au stade de Nyamirambo à Kigali. Cette manifestation devait sceller l'alliance du MRND avec les éléments *Power* du PL (MUGENZI) et du MDR (MUREGO et KARAMIRA).

Le 17 janvier, au lendemain de cette « manifestation monstre », Pauline NYIRAMASUHUKO mentionne cette remarque :

*Démocratie : Inyenzi ou Inkotanyi zayigiye he ?  
Ko baturuka mu bihugu bidukikije bitayiturusha !  
Uganda, Burundi, Zaïre, Tanzanie.  
Féodalité.*

(« La démocratie : où les *Inyenzi/Inkotanyi* l'ont-ils apprise alors qu'ils viennent des pays voisins qui n'ont pas de leçon à nous donner en la matière ? Féodalité ») (agenda PN, 17/01).

Le 19 janvier, le compte-rendu établi par Pauline NYIRAMASUHUKO de la réunion du Bureau politique et des ministres du MRND traduit un net durcissement :

- « EU inquiet sur les cas d'insécurité paraît-il causés par *Interahamwe*
- Tanzanie Amba Tambwe
- Swinen Belgique
- 750 000 \$ par jour pour entretenir la Minuar
- Nonce apostolique = contre *Rukokoma*<sup>4</sup> et MRND
- Secteur Kagugu Kigali - tranchée fusilier
- Identifier les vrais *Interahamwe* car *ngo barya amafanga ya opposition bakagambana* (« ils prennent l'argent de l'opposition et deviennent des traîtres »), soupçons à éviter, 33 secteurs pour *Interahamwe* alors que 19 administratifs
- Comment travaille la MINUAR ? pas de transparence ?
- Discussion des intellectuels juristes sur message du Présirép à la radio. » (agenda PN, 19/01).

La mise en cause des ambassades étrangères devient plus ferme. Le Nonce apostolique, fréquemment victime de menaces d'intimidation à l'époque, est accusé d'être hostile au MRND. Les milieux extrémistes proches de l'*akazu* le haïssaient ouvertement et le traitaient d'*Inkotanyi*. La « conférence souveraine » avait été proposée par l'opposition lors de l'instauration officielle du multipartisme afin de partager le pouvoir en attendant l'organisation d'élections pluripartites et elle avait fait alors l'objet d'un refus formel du pouvoir. Au début de l'année 1994, après la réussite de sa manifestation populaire contre l'installation d'une assemblée contrôlée par des membres désignés par des partis majoritairement issus de l'opposition intérieure et extérieure, le MRND demeurait plus que jamais fidèle à son slogan « *turashaka amatora* » (« nous voulons les élections ») même si les circonstances ne s'y prêtaient guère.

Notons enfin, les deux points consacrés au mouvement de jeunesse du MRND, les *Interahamwe*. Pauline NYIRAMASUHUKO relève tout d'abord, de manière dubitative, leur mise en cause par l'ambassade des États-Unis comme facteur d'insécurité. La seconde remarque est beaucoup plus intéressante car elle situe clairement la concurrence que se livraient les partis pour s'attacher des hommes de main et l'ambivalence de leur engagement. On se reportera sur ce point aux éléments d'analyse développés dans le tome 1, § 5.2. au sujet de la SORWAL qui fut la principale entreprise étatique contrôlée par le MRND et dont la vocation fut de financer le débauchage des militants de

<sup>4</sup> Conférence nationale souveraine.

l'opposition au profit des jeunes *Interahamwe*. Cet extrait prouve explicitement que les jeunes *Interahamwe* étaient bien sous la responsabilité du bureau politique du MRND et de son état-major puisqu'il s'agit ici d'ajuster l'organisation interne de la milice en 33 secteurs<sup>5</sup> avec les 19 secteurs administratifs de la préfecture de Kigali Ville.

La même tonalité va perdurer lors de la réunion des ministres du **21 janvier** :

« Réunion Ministres du MRND + cabinet  
Mesures de sécurité + moyens  
Coordination informelle / le premier ministre, qui l'a empêché de formaliser ?  
Nous décidons de répondre à ses calomnies / lettres (MRND, PL, PDC) »

C'est à cette époque qu'en l'absence du nouveau cadre institutionnel prévu par les accords d'Arusha, la mouvance présidentielle commença à considérer le gouvernement d'Agathe UWILINGIYIMANA comme démissionnaire *de facto* et que se consolidèrent des lieux de pouvoir informels. À compter du 5 janvier, Agathe UWILINGIYIMANA se refusait à organiser des conseils de ministres qui auraient été présidés par le Président HABYARIMANA. Il est vrai que ce dernier, après sa propre installation, ne semblait pas très pressé de voir mis en place le gouvernement de transition.

Le **18 février**, Pauline NYIRAMASUHUKO note :

« Annonce de la mise sur pied des institutions de transition le mardi 22/2/94 ».

Mais le **21 février** l'analyse change :

« Réunion Bureau politique MRND  
Situation au PL  
Lando campe sur ses positions  
MDR - Butare<sup>6</sup> - Gitarama - Byumba  
La liste des personnes devant participer à la transition n'est pas publiée. Que faisons-nous ? avec qui ? »

Figure ensuite sur la même page la note suivante :

« Mort de GATABAZI à 22 heures du soir en revenant d'une réunion convoquée à une [heure] très avancée 21 heures du soir par l'opposition au Méridien »

Le **11 mars** se tient une nouvelle réunion des ministres du MRND toujours consacrée au même thème du refus de l'opposition d'accepter que la liste PL MUGENZI (hutu) se substitue à celle du PL NDASINGWA (tutsi).

« Problèmes des institutions  
La communauté internationale rentre dans la logique du FPR d'exclure le PL si la liste Lando [NDASINGWA] n'est pas acceptée dans son entièreté. (...) »

Le **16 mars** se déroule une autre réunion du bureau politique + ministres du MRND. La tension s'accroît et il est désormais ouvertement question de manœuvres du MRND visant à faire « constater l'inapplicabilité de l'accord d'Arusha » par tous les partis :

<sup>5</sup> Parmi les secteurs spécifiques à l'organisation des *Interahamwe* figuraient les secteurs administratifs situés à la périphérie des trois communes PVK, dont Kanombe (notamment les quartiers où résidait le Président), Butamwa et Shyorongi.

<sup>6</sup> À cette date, Agathe UWILINGIYIMANA n'est plus que la présidente formelle du MDR Butare qui est passé sous la tutelle de Jean KAMBANDA et des militants *Power*.

- Réunion FPR + Partis + Églises pour le rassurer que la réunion avec le Présirép le 27 février 1994 était dirigée sans contrainte

À ne pas faire car :

- Problèmes de souveraineté

- Subterfuge pour retourner en arrière - voir les réunions 1<sup>er</sup> ministre de Bobo<sup>7</sup> et du Présirép

- Tuerie de Kirambo

- Ingérence aux affaires intérieures du FPR

À accepter si pour constater l'inapplicabilité de l'accord d'Arusha donc y inviter tous les partis.

(*fund raising*) politique de représailles »

La réunion du Bureau politique du MRND du **22 mars 1994** apparaît comme cruciale. Sous la pression des ambassades, la date du 25 mars avait été retenue pour l'installation définitive des institutions.

---

« Problème des institutions

PL → Minijust

MDR *Power* hiérarchisation des objectifs des *Power*

1. Détrôner le Président + les nordistes

2. Destituer *Rukokoma* + Agathe

3. Lutter contre les *Inyenzi* (FPR)

Comment continuer le combat après les institutions »

La question centrale consiste désormais à s'interroger sur le contenu de l'alliance entre le MRND et les tendances *Power* des partis d'opposition. La hiérarchisation des objectifs du MDR *Power* proposée par Pauline NYIRAMASUHUKO peut être contestée dans la mesure où l'alliance avec la mouvance présidentielle apparaît alors prioritaire, mais il est clair qu'au-delà de la ligne ethniste pro-hutu qui soude le bloc en voie de consolidation, des divergences fondamentales subsistent.

Pourtant, à cette date, le MRND peut considérer que sa stratégie de fédération des tendances *Power* est un succès. En effet, comme l'indique Pauline NYIRAMASUHUKO à la fin de son compte-rendu du comité préfectoral de Butare du 26 mars (note finale de la page de son **agenda datée du 20 mars**, cf. *infra* § 3, p. 19), sur la base des estimations effectuées à la veille de l'installation de l'ANT, le potentiel des voix assurées à l'ANT au terme d'ultimes et dures tractations lui confère une majorité relative. Outre les 11 voix du MRND, le PSD serait censé fournir l'appoint de 6 membres, le MDR, 5, le PL, 5, les petits partis, 7<sup>8</sup> et le PDC 2, soit un total estimé de 36 voix. Le débat sur la minorité de blocage serait donc dépassé et la « mouvance » aurait atteint, voire même irait au-delà de la majorité absolue. Cet élément est capital dans la compréhension des événements ultérieurs.

En effet, le **25 mars**, l'installation du GTBE et de l'ANT fut encore reportée, mais cette fois du fait d'un prétexte invoqué par le FPR (participation de la CDR à l'ANT). Les ambassades et les représentants des Nations unies siégèrent alors immédiatement et agitèrent la menace d'un arrêt immédiat de l'aide économique. Les différentes parties se soumirent le soir même à cet ultimatum et fixèrent au 8 avril la date définitive de l'installation des nouvelles institutions.<sup>9</sup>

« Réunion des ministres du MRND du 2 avril

---

<sup>7</sup> Roger BOOH-BOOH, représentant spécial du secrétaire général des Nations unies au Rwanda.

<sup>8</sup> Sont décomptés les 5 membres des petits partis signataires de l'accord, plus les deux députés de la CDR et du PD dont les responsables des partis, réunis le 4 avril 1994, jugeaient l'admission envisageable après l'installation de l'ANT.

<sup>9</sup> À cette date, le FPR avait déjà organisé la logistique de l'attentat contre le président HABYARIMANA et n'attendait que l'occasion la plus propice pour parachever sa stratégie de prise de pouvoir. Pour lui, le 8 avril devenait alors une date butoir.

aussi à la réunion et représente avec Pauline NYIRAMASUHUKO la direction préfectorale et nationale du parti. Le ton de la réunion est polémique, ouvertement partisan. Gishamvu est passée sous administration PSD et la lutte pour le contrôle politique des communes est vive dans la sous-préfecture de Busoro.

### Extraits agenda PN, 18 janvier

« *Inzibacyuho ntijyaho kubera PL/MDR*

*Démocratie ni iki ?*

*Gushyira hamwe uduke dufite*

(« Les institutions de transition ne se mettent pas en place à cause du PL/MDR

Qu'est ce que c'est la démocratie ?

Mettre en commun le peu dont nous disposons »)

SINDIKUBWABO :

« *Bameze inda n'umudomo*

- *Intsinzi ni itora. Banze amatara*

*Nayo arabanga*

*Ibyo isali yasumbye iseseme*

*Umugabo asubira kucyo yanze. Banze révolution none baragarutse isuka n'agatebo, ikiboko. Hari abasore bakoraga siporo yo gukubita.*

*Inama nkuru y'inyanza muri 1958 yashatse gukuraho amoko kugirango ihishe ibibazo byaliho »*

(...)

[« Leur cupidité dépasse les limites de l'entendement

La victoire appartient aux urnes. Ils ont dit non aux élections et ont été battus.<sup>11</sup>

À propos du sujet : « quand la cupidité prend le pas sur la déontologie »

Un homme revient-il sur ce qu'il avait dédaigné !!

Ils ont dit non à la révolution et maintenant ils<sup>12</sup> reviennent. Prenez garde ! Leur corvée et leur fouet reviennent (la houe, le panier, le fouet).<sup>13</sup> Il y avait des jeunes qui faisaient de l'administration du fouet aux gens leur sport !

En 1958, à Nyanza, le Conseil supérieur du pays a voulu nier l'existence du problème ethnique pour dissimuler les vrais problèmes de l'époque. »] [fin p. 18/01]

(Suite agenda, p. 19/01, bas de page)

*Serwakira yadutwaye utworoshye (kubuhoya) atumukanye PSD, PL, MDR, abafite ireme bagumye muri MRND. Garuka ntiwaciwe n'uko bashatse guhana inda ya bu kuru*

*Tutéliaire inyanya*

(« Un ouragan a emporté les choses de moindre importance (*Kubuhoya*), comme le PSD, le PL et le MDR. Ceux qui ont le tempérament solide sont restés au MRND.

Reviens, tu n'as pas été banni, car il fallait céder les postes volontairement. »)

Après divers échanges sur la situation communale (20/01), le renouvellement des instances du parti est organisé pour chaque secteur (1 nom) et cellule (3 noms) [21 (2<sup>ème</sup> moitié), 22 et 23 janvier]. Trois secteurs sont dotés d'un responsable *Interahamwe*. À nouveau, la preuve est donc apportée que les jeunes *Interahamwe* sont bien organisées et leurs responsables nommés par les instances du parti MRND, représentées ici, lors d'un congrès communal par le président du CND et un ministre.

Vient ensuite le compte rendu du congrès préfectoral du MRND Butare qui s'est tenu le 28 janvier 1994 (agenda PN, 6/01). Le président en titre du comité préfectoral n'est même pas mentionné (RUNYINYA BARABWIRIZA) et tout laisse penser que Pauline NYIRAMASUHUKO

<sup>11</sup> Allusion aux premières élections de l'indépendance où l'UNAR refusait les élections, y participa néanmoins et fut battue.

<sup>12</sup> Les Tutsi.

<sup>13</sup> Allusion aux travaux forcés du temps de la monarchie coloniale.

préside la réunion *de facto*. Ce congrès revêt une certaine importance compte tenu de la présence de Théodore SINDIKUBWABO, président du CND, et du président du parti, Matthieu NGIRUMPATSE.

Les trois points à l'ordre du jour sont :

1. *Kureba ibyakozwe depuis le dernier congrès*

2. *Démocratie Amateka*

3. *Ingamba mu rwego rwa prefecture.*

(« Évaluation des activités depuis le dernier congrès ;  
Démocratie, histoire ;  
Stratégie au niveau préfectoral »)

Ruhashya, Kigembe, Huye, Nyabisindu. On n'y a pas fait de congrès

*Kwihatira gushaka abarwanashyaka mu bakozi n'abacuruzi*

(« S'efforcer de recruter des adhérents parmi les fonctionnaires et les commerçants ») (fin p. 6/01)

(Suite agenda, p. 7/01, 2<sup>ème</sup> §)

Le groupe de réflexion est restauré

*Umusanzu w'abarwanashyaka kuko ishyaka litungwa na ba nyiralyo*

(« Cotisation par les adhérents car le parti vit de ses membres »)

*Ishimuve ry'abaselire*

(« La prime des responsables des comités de cellule »)

Les constats effectués lors du point n° 1 abordé consistent tout d'abord à recenser les communes qui, à cette date, n'avaient pas encore organisé leur congrès communal ; le second concerne le recrutement « d'adhérents parmi les fonctionnaires et les commerçants ». La préoccupation est prosaïque car le parti vit de ses membres, notamment des cotisations. Ce sujet faisait de manière récurrente l'objet de débats complexes depuis la fin du monopartisme. Notamment, la question des primes des membres des comités de cellules n'avait pas été réglée de façon satisfaisante. En fait, après l'amendement, à la fin 1991, de la loi portant organisation territoriale, la cellule qui était jusque là l'un des organes communaux du parti unique MRND était devenue l'échelon de base de l'administration territoriale. Par voie de conséquence, le gouvernement décida que l'État devait aussi prendre en charge les membres des comités de cellule et transféra automatiquement la charge financière à l'État à travers l'administration communale. Cette décision, prise avant l'arrivée sur la scène politique de l'opposition, fit l'objet de vives contestations. Si l'opposition soutenait la réforme érigeant la cellule comme organe de base de l'administration territoriale, elle n'acceptait pas le versement des primes aux membres des comités de cellules alors en fonction. Élus dans le cadre du MRND, ces membres demeuraient aux yeux des partis de l'opposition des militants de ce parti, Seuls les futurs membres des comités de cellule élus dans le cadre du multipartisme devaient alors être pris en charge par l'État (cf. aussi *infra* Conseil des ministres du 10 juin).

Théodore SINDIKUBWABO et Matthieu NGIRUMPATSE tiennent ensuite des propos généraux de circonstance :

Dr SINDIKUBWABO

*Kureba – kunva – gukora –*

*Ntibavuze ngo haguruka mpicare-Gukuraho akarengane-bamwe mu ngabo bararengana-ese abantu bajanywe mu mashyaka n'iki ?*

*Kurwana ishyaka : gukora ikintu cy'ingirakamaro kivunanye kandi...*

*"ijwi lya rubanda rugufi"*

*Umulyango utazimuye urazima ndetse ukazimira*

(« - Regarder (observer) - écouter - travailler - réfléchir.

- Ils ne disent pas "ôte-toi pour que je m'y mette"

- Supprimer l'injustice

- Certains membres des forces armées sont frappés d'injustice



- Pourquoi les gens ont-ils adhéré aux partis
- Militer pour le parti : faire quelque chose de très important, difficile et ...
- La voix du petit peuple
- Une famille qui ne communique pas s'éteint ») (fin p. 7/10)

(Suite agenda, p. 8/01)

« Président NGIRUMPATSE :

« - *Ikigereranyo cy'iki gihe no muli 1960*

*Tutsi homeland Ubupfura si isura ahubwo ni ubwenge*

*MRND niyo ifite umurage nyakuri*

- *ubwenge ni amayeri.*

- *FPR irashaka guhindura byinshi ikurikije ingoma ya cyami*

*Kurwanya ubutegetsu FPR kubunaniza*

*Ishyamba ni nk'agahugu gato, ligomba kugira ba maneko*

*Problème Ntyazo-Karama est de gusurwa - amakuru »)*

(« - Comparaison de cette période avec les années 1960

- Tutsi homeland. La noblesse ne se juge pas sur le faciès mais sur un comportement moral digne.

C'est le MRND qui détient le vrai héritage<sup>14</sup>

- L'intelligence consiste à savoir orienter la réaction de l'autre (à être malin)

- Le FPR veut changer beaucoup de choses dans le sens de la monarchie.

- Le FPR s'oppose au pouvoir, le paralyse

- Le parti est comme un petit pays, il doit avoir des agents de renseignement

- Le problème Ntyazo<sup>15</sup>-Karama est celui d'être visité, information »)

Enfin, un professeur de l'UNR, Théophile RUSINGIZANDEKWE, déclare que :

« *Politique izirana n'ibintu 3*

1) *Ubusambo*

2) *Umujinya*

3) *Ubwoba* »

[« La politique n'aime pas 3 choses :

1) La corruption

2) La colère

3) La peur ]

À la différence du rapport du précédent congrès communal, les propos sont policés, peu polémiques.

Le 30 janvier se tient un nouveau congrès communal du MRND à Muyaga, mais Pauline NYIRAMASUHUKO n'en fournit pas de compte rendu. Elle ne s'y est peut être pas rendue.

En date du 2 mars, Pauline NYIRAMASUHUKO relate la réunion avec le MRND ville de Butare. Dans ce compte rendu se structure un argumentaire que nous verrons ensuite repris dans de très nombreux rapports. Il s'agit de l'identification des « mauvais » et de commentaires divers et généralement très tranchés sur les individus (agenda PN, 2/03).

« PSD organisateur des troubles :

- Bashimiki

- Gatorano entrepreneur

- Bihira

- Mulindahabi Charles

- Prof. Mbonigaba Charles du Groupe Scolaire

<sup>14</sup> Celui de la révolution de 1959.

<sup>15</sup> Commune Ntyazo.

- Pasteur Gasana
- Ngendahayo
- Kurawige Straton
- Muzima : petit frère Minagri<sup>16</sup>
- Égide → Station BP Gérant
- Kabayiza (Prof. Groupe Scolaire)
- Ex-Bourgmestre Côme<sup>17</sup>
- Femme Jeanne Groupe Scolaire
- Power Ildephonse<sup>18</sup>
- Sorwal : Cyiza
- Pajero kaki distribué les grenades
- Préfet : *ngo cya Higaniro cyahunze*<sup>19</sup>
- Déo Kayitakire
- Kayitani Gaëtan UNR »

Cette réunion se tient après les durs affrontements qui suivirent l'assassinat le 21 février de Félicien GATABAZI, chef incontesté du PSD, puis celui de Martin BUCYANA, président de la CDR lors de sa traversée de Butare le surlendemain. Les « organisateurs des troubles » furent les responsables locaux du PSD qui menèrent l'attaque contre M. BUCYANA et entretenirent l'agitation jusqu'à ce que les membres du PSD emprisonnés soient libérés. La plupart furent tués dès le début de la guerre en avril 1994.

Les noms et faits relatés en fin de texte sont très importants et illustrent certaines activités militantes du MRND Butare au sein de la SORWAL, principale entreprise industrielle de la préfecture. Jean-Léonard CYIZA, employé de la SORWAL (secteur Rango, MRND/CDR) faisait partie des recrutements récents de militants nordistes (Ruhengeri) effectués par Alphonse HIGANIRO, le directeur, lui-même originaire de Gisenyi. Comme homme de confiance de la direction, CYIZA gérait l'utilisation du parc des véhicules de la SORWAL lors de l'organisation des meetings du MRND dans la préfecture de Butare. Ici, il est décrit comme étant en charge de la distribution de grenades. Cet épisode est d'autant plus remarquable qu'à la même époque l'épouse d'HIGANIRO, Alphonsine MUKAKAMANZI, femme éminente de Butare et activiste de la CDR, fut mise en cause par le parquet de Kigali après la découverte inopinée d'un chargement de kalachnikovs, de munitions et de grenades dans un véhicule 4 x 4 de la SORWAL accidenté à Kigali. Ces armes destinées, semble-t-il, au Burundi furent saisies par le colonel MARIEN de la MINUAR (déposition de François-Xavier NSANZUWERA, ancien procureur de la République de Kigali à l'époque des faits, devant la Cour d'assises de Bruxelles le 18 mai 2001). Manifestement, ces grenades bénéficiaient aussi à des utilisateurs locaux grâce au MRND. Au cours de la guerre, Jean-Léonard CYIZA devint un des responsables les plus actifs de la défense civile.

Le 15 mars, la réunion des membres butaréens du MRND résidant à Kigali souligne les priorités du moment (**agenda PN, 10/01**) :

- Insister sur la cohabitation des partis
- *Kwishisha abahandi cg (cyangwa) abo mudasangiye ubuhoko*  
(« Ne pas faire confiance dans les autres et se méfier des gens avec lesquels vous ne partagez pas l'ethnie »)

<sup>16</sup> Il s'agit du plus jeune frère du ministre Frédéric NZAMURAMBAHO.

<sup>17</sup> Il s'agit de Côme HABINEZA, ex-bourgmestre MRND de Shyamba (1990-93), responsable de l'UO Gakoni, devenu un militant actif du PSD.

<sup>18</sup> Il s'agit vraisemblablement du lieutenant Ildephonse HATEGEKIMANA, alors commandant *a.i.* du camp Ngoma qui joua un rôle décisif et discret dans la mise en place des jeunesses *Interahamwe* à Butare, voire dans l'organisation de ces trafics et distribution d'armes.

<sup>19</sup> En français : « Le préfet : le 'gros' HIGANIRO s'est enfui » (on dit que le préfet - Jean-Baptiste HABYALIMANA, Tutsi membre du PL - a déclaré ... Ce propos désobligeant viserait le directeur de la SORWAL, un personnage puissant de la préfecture, considéré comme le « secrétaire exécutif » du représentant local de l'*akazu*, Séraphin BARARENGANA, frère du président HABYARIMANA et professeur à l'UNR (cf. tome 1, § 4.3.).

- Ngo (« on dit que ») le fils Bucyana a dû fuir car l'on voulait le prendre en otage pour empêcher la justice de travailler et de prendre les PSD. »

La cohabitation des partis est la priorité absolue face au FPR, malgré les handicap régionaux et ethniques. Elle relève à nouveau les dégats majeurs causés par l'assassinat à Butare de Martin BUCYANA, président de la CDR, ainsi que les difficultés que rencontre la justice pour gérer ce dossier alors même que les auteurs sont dans ses mains.

Mais la réunion la plus intéressante de l'agenda au cours de la période antérieure à la reprise de la guerre est celle du comité préfectoral du MRND du 26 mars 1994 (pages du 24/03 au 25/03 puis 17/03 au 20/03).

« Huye

*Habuze abajya kwigaragambya abaturage barebana neza kuko amashyaka hafi yose yemeye ko Gatabazi ari intwali yatabarutse*

(« Il n'y a pas eu de manifestants

Bonne cohabitation de la population parce que tous les partis ont reconnu que Gatabazi était un héros »)

Nyaruhengeri

*Bamanuye ibendera rya MRND bagenda barikurunga ku mapine y'imodoka Toyota verte du Minitrapé. Rucyahana niwe wateje invururu*

*Mpayimana : Nyabarongo yavuye muri FPR ngo niwe usigaye akora recrutement*

(« Ils ont enlevé le drapeau du MRND qu'ils ont traîné et sali avec les pneus du véhicule Toyota vert du Minitrape. C'est RUCYAHANA qui a provoqué les troubles.

Mpayimana → NYABARONGO n'est plus dans la ligne du FPR. C'est lui qui fait actuellement le recrutement »)

Maraba prezida Antoni (Président Antoni)

*Yari yagiye i Shyanda bamwaka moto ye ajya guhamba nyina wa Léonard de Mbazi ex prezida MRND Batwaye imodoka ya Bg. Mugusa bambara...*

(« Maraba : le président Antoine

Il était allé, en moto, à Shyanda participer à l'enterrement de la mère de Léonard, ex-président du MRND Mbazi. Ils lui ont pris sa moto

On s'est emparé du véhicule du bourgmestre de Mugusa et on l'a obligé de payer... ») (fin p. 24/03)

(Suite agenda, p. 25/03)

2 caisses de primus

*Bg wa Maraba nawe yagize ingorane n'abaturage abasoresha*

(« 2 caisses de Primus.

Le bourgmestre de Maraba a eu aussi des problèmes avec la population lors de la collecte des impôts »)

Prezida MRND Shyanda bashatse kumwica

*Le garçon Rutayisire CUSP de Kigembe utuye mu i Rango nawe yagize ingorane -yali kuli liste y'abagomba kwicwa ngo ni interahamwe. Byakozwe na Dr. Straton*

*Nzarubara Deo commerçant frère de Nsonere + Padiri w'i Higiro + ababyeyi bohereje abana mu nkotanyi 70 personnes 13 bataragaruka*

(« Tentative d'assassinat du Président du MRND Shyanda

Le garçon RUTAYISIRE CUSP originaire de Kigembe, résidant à Rango, a eu aussi des problèmes. Il figurait sur la liste de ceux qui devaient être assassinés sous prétexte que c'est un *Interahamwe*

Ce fut orchestré par le docteur Straton<sup>20</sup>

<sup>20</sup> NSABUMUKUNZI, futur ministre de l'Agriculture du gouvernement intérimaire.

NZARUBARA Déo, commerçant et frère de NSONERA + le prêtre de HIGIRO + les parents, ont envoyé des enfants dans les rangs du FPR 70 personnes dont 13 non encore de retour »)

Ndora

*Imodoka ya Kanyabashi - Daihatsu niyo yatwaye ibendera ryacu irikurunga hasi*  
(« C'est le véhicule Daihatsu de KANYABASHI qui a traîné notre drapeau à même le sol »)

Karama

*Batwitse ibendera ku muturage warizamuraga*  
(« On a brûlé le drapeau chez un paysan qui le hissait régulièrement chez lui ») (fin p. 25/03)

(Suite agenda p. 17/03)

Nyaruhengeri (suite) Oscar Président

*Abateje invururu harimi abakarasi bo mu mugu - uretse ibendera ryacu ryabaga kwa Kavamahanga ndetse banamusenye inzu (amadilishya)*

*Abaturage barashaka gouvernement. Chez Kantano bafashe 2 jerrycons d'essence kuli PRB barayobye noneho bajya kwiba muli centre de négoce ibintu byinshi Bakubise mubyara we bamuvuna akaboko banashaka interahamwe ngo ikize Konseye Mbogo abaturage baramuhisha. Nyakizu Nta PSD igaragara ihali*

(« Parmi ceux qui ont provoqué les troubles figurent les délinquants de la ville  
À part notre drapeau qui était gardé chez KAVAMAHANGA, ils ont détruit sa maison (les fenêtres). La population veut le gouvernement.<sup>21</sup>

Chez KANTANO, ils ont pris 2 jerrycons d'essence au PRB (projet rizicole de Butare), ils se sont trompés de chemin et sont allés au centre de négoce où ils ont volé beaucoup de biens. Ils ont tabassé son cousin et brisé son bras. Ils ont cherché un *Interahamwe* pour voler au secours du conseiller de Mbogo mais la population l'a caché.

Nyakizu

Il n'y a pas de PSD en situation de force »)

Gishamvu

*Nta nvururu ziturutse ku rupfu rwa Gatabazi zabaye kuko MRND yavuze ko azize ko yashakaga kwigarukira muli mouvance républicaine*

(« Il n'y a pas eu de bagarres après la mort de GATABAZI grâce au MRND qui a déclaré qu'il est mort parce qu'il voulait revenir dans la mouvance républicaine ») (fin p. 17/03)

(Suite agenda, p. 18/03, 2<sup>ème</sup> §)

Dr. Gasana Anastase, ex-Minaffet,

*Stratège du MDR y'amajyojyi Rukokoma :*

- 1<sup>er</sup> ngo Exploiter l'antagonisme Nord-Sud, Hutu-Tutsi au sein du MRND

(« Dr. Gasana Anastase, ex-Minaffet, stratège du MDR y'amajyojyi<sup>22</sup> Rukokoma.

1. Il a dit : Exploiter l'antagonisme Nord-Sud, Hutu-Tutsi au sein du MRND »)

*Stratégie :*

1. *Gushima inama y'unutekano*

2. *Contact avec amashyaka surtout ce qui met en doute inyenzi*

3. *Cimenter Nord-Sud*

4. *Kugira ubulyo bwo kwirwanaho, maîtriser ibirara* (fin p. 18/03)

(Suite agenda, p. 19/03)

5. *Gutanga liste y'abagiye gukora imyitozo muli FPR Utiliser les Mass média*

6. *Gukora itangazo mubyerekeye gusebanya muli Butare. Umutekano-ikibazo cy'inzara*

<sup>21</sup> Le GTBE.

<sup>22</sup> *Amajyojyi* : qualificatif appliqué au MDR-TWAGIRAMUNGU (pro-FPR). *Amajyojyi* signifie « graines de haschisch », ce parti est ainsi assimilé à une drogue.

[« Stratégie (du MRND dans la préfecture de Butare)

1. Remercier le conseil de sécurité
  2. Contact avec les partis surtout ceux qui mettent en doute les *Inyenzi*.
  3. Cimentier NORD-SUD
  4. Avoir le moyen de se défendre. Maîtriser les délinquants
  5. Publier la liste de ceux qui ont rejoint le FPR pour s'entraîner. Utiliser les média.
  6. Faire un communiqué à propos de la diffamation dans Butare.
- La sécurité, le problème de la faim. »]

- *L'engagement des jeunes muli FPR b'i Butare Tugomba natwe kugira urubyiruko rwacu kugirango ruhangane n'urwabo*

*Guhuza urubyiruko, la formation, kubaha iki ?*

*Cherchons les moyens financiers*

*PSTP HIMO indice de pauvreté ilimo amakomini yiganjemo l'opposition noneho bagakoresha les jeunes babo*

*faire un devis kubikenewe donc relever interahamwe très urgent.*

*Avoir au moins 50 jeunes par commune*

(« L'engagement des jeunes de Butare au FPR. Nous devons nous aussi avoir une aile de la jeunesse afin qu'elle puisse s'opposer à la leur.

Réunir la jeunesse, la formation, que faut-il lui donner ? Cherchons les moyens financiers.

PSTP HIMO → indice de pauvreté : il couvre les communes qui sont majoritairement dans l'opposition et il emploie les jeunes ressortissants de ces communes.

Faire un devis des besoins. Relever *Interahamwe* très urgent

Avoir au moins 50 jeunes par commune. (fin p. 19/03)

(Suite agenda, p. 20/03)

- *Kutagira aho tubalizwa (permanence)*
- *On n'a pas de services à rendre à ces jeunes*
- *PNAS il reste 10 % dushobora gusabira amakomini yacu*
- *RTLTM = amakuru y'I Butare ntagerayo*

*GTBE*

*Le 5/1/1994 Prezida yararahiye après midi l'opposition irabura*

*- Ibyabuliyemo le 8/1/1994*

*- Mitingi ya MRND à Nyamirambo*

*Le 25/3/94 FPR yarabuze irwanya CDR.*

(«

Permanence

- Absence de la permanence du parti
- on a pas de service à rendre à ces jeunes
- PNAS il reste 10% que nous pouvons demander pour nos communes
- RTLTM = Les informations concernant Butare n'arrivent pas à la RTLTM (pour y être diffusé)

GTBE

- Le Président a prêté serment le 5/1/1994 au courant de l'après-midi et l'opposition a manqué à l'appel
  - Le rendez-vous manqué du 8/1/1994
  - Le meeting du MRND à Nyamirambo
- Le 25/3/1994 le FPR manque au rendez-vous pour protester contre la CDR

PSD	6
MRND	11
MDR	5
Petits partis	7
PL	5
PDC	2
	<hr/>
	36

Nyaruhengeri  
Huye - Mbazi  
Gishamvu  
Maraba  
Ndora  
Ngoma  
Kigembe  
Muyaga  
Muganza  
Nyakizu  
Nyabisindu

Ce compte rendu exprime très explicitement la dégradation nette du climat politique dans la préfecture suite à l'assassinat de Félicien GATABAZI (cf. Rapport, tome 1, encadré n° 4). Plusieurs points s'en dégagent. Dans de nombreuses communes, la liste des communes citées au cours des débats regroupe essentiellement les communes MRND de la préfecture, les militants ou responsables du MRND ont eu à subir la vindicte des partisans du PSD suite à l'assassinat de leur leader. Trois communes y ont échappé : celle de Huye puisque tous, même les partisans du MRND reconnaissent que « GATABAZI était un héros ». À Nyakizu, le PSD est trop faible pour manifester. À Gishamvu, commune PSD, l'argumentaire du MRND renvoyant la responsabilité de l'assassinat au FPR a dissuadé des militants qui manifestement ne souhaitaient pas en découdre.

Quelques mises en cause nominales méritent ensuite d'être soulignées : à Nyaruhengeri, le FPR est dénoncé pour la relance présumée de ses recrutements ; à Ndora, Joseph KANYABASHI (PSD) est ouvertement accusé d'un sacrilège envers le drapeau du MRND ; Straton NSABUMUKUNZI (PSD) est lui aussi considéré comme un chef d'orchestre anti-MRND ; enfin, les citoyens NZARUBARA, NSONERE et HIGIRO sont dénoncés comme Tutsi alliés du FPR. Les attaques contre KANYABASHI et NSABUMUKUNZI, encore adversaires politiques, permettent de mesurer la rapidité des évolutions et changements d'alliance que connurent ces personnalités politiques lorsqu'elles durent se soumettre aux nouveaux dirigeants extrémistes mis en place après le 18 avril.

L'ensemble des autres commentaires sont apparemment déconnectés de la réunion proprement dite et relèvent de notes que la ministre porte principalement sur la stratégie du MRND face à l'opposition, stratégie ici explicitement défendue et illustrée par la ministre NYIRAMASUHUKO en personne.

Le schéma est simple, en s'appuyant sur l'alliance anti-*inyenzi* (Tutsi = cafards), il consiste à « cimenter » le Nord et le Sud, puis se donner les moyens de se défendre face aux délinquants (partisans des autres partis pro-FPR), de dénoncer publiquement et notamment sur les médias les partisans du FPR. Le média privilégié pour mettre en œuvre ces dénonciations est clairement mentionné, il s'agit de la radio RTL, dont la ministre regrette qu'elle soit insuffisamment informée de ce qui se passe à Butare. Les jeunes de Butare étant considérés comme engagés en faveur du FPR, le MRND se doit donc de structurer sa propre jeunesse à l'instar des autres préfectures vis-à-vis desquelles Butare apparaît effectivement très en retard (notamment du fait de la faible radicalisation politique et de l'action déterminée du préfet HABYALIMANA).

La stratégie de consolidation des jeunes *Interahamwe* repose sur quelques exigences tout aussi simples : pour réunir des jeunes en nombre suffisant, leur assurer une « formation » (des entraînements) et les fidéliser, il faut pouvoir disposer de moyens financiers (« leur donner quoi ? »). La solution avancée, qui ne peut être que celle d'une ministre informée, est le recours aux fonds du Programme spécial de travaux publics à haute intensité de main d'œuvre mis en œuvre par le BIT (Bureau international du travail) dont la finalité consistait à injecter des liquidités sous forme de salaires versés aux populations dans les communes les plus déshéritées en échange de la réalisation de travaux d'infrastructures sociales et productives. Ce programme était lui-même intégré dans un ensemble plus vaste d'actions financées par la communauté internationale, notamment le Programme

national d'actions sociales coordonné par la Banque mondiale. Le PSTP était alors accusé par le MRND de favoriser les communes tenues par l'opposition. En fait, des débats très vifs se déroulèrent au niveau du gouvernement pour que ce programme soit effectivement destiné prioritairement aux préfectures où les populations étaient les plus démunies, qui en l'occurrence étaient celles du sud, favorables à l'opposition. La présidence retarda longuement le démarrage du programme pour obtenir des contreparties dans les préfectures de Gisenyi et de Ruhengeri qui étaient relativement plus « aisées ».

Le propos de Pauline NYIRAMASUHUKO est limpide : il faut établir en urgence « un devis » pour financer les *Interahamwe* de Butare qui, étrangement, n'ont guère bénéficié de la manne généreuse distribuée par la SORWAL à la direction nationale du mouvement, et utiliser les fonds du PNAS encore disponibles pour la structuration des *Interahamwe* de « nos communes » MRND. Dans cette période de radicalisation, les thèmes centraux de la propagande et des actions de défense civile apparaissent déjà parfaitement structurés et rodés. Il reste à passer à une mise en œuvre à grande échelle. Ce n'était plus qu'une question de jour. Pauline NYIRAMASUHUKO disposa et géra alors des fonds conséquents pour financer l'ensemble des mouvements de jeunesse associés sous la houlette du MRND.

### 3. Les activités de la ministre NYIRAMASUHUKO au-delà du 6 avril 1994 et jusqu'au départ au Zaïre

L'activité du gouvernement intérimaire fut intense au cours des trois mois de guerre. On relève pas moins de 19 jours où des activités collectives sont organisées (réunions formelles du conseil des ministres, déplacements collectifs, entrevues diverses), soit un jour sur quatre. De même, on peut constater que la périodicité prévue du conseil des ministres hebdomadaire du samedi puis vendredi, semble-t-il, déborde souvent sur le lendemain en fonction des ordres du jour plus ou moins copieux et de l'urgence de l'actualité. En fait, les membres étant regroupés en un lieu précis avaient la possibilité de se rencontrer souvent et, comme toutes les informations disponibles par ailleurs le démontrent, Murambi et Gitarama furent le lieu d'une multitude de réunions ou de conciliabules divers entre tous les groupes en compétition pour définir une ou des politiques à suivre.

**Tableau n° 3 : Liste non exhaustive des réunions et activités politiques à caractère national auxquelles Pauline NYIRAMASUHUKO participa entre le 6 avril et le 17 juillet 1994**

- Samedi 9 avril : mise en place du GI (prestation de serment) (agenda PN, 9/04)
- Mardi 12 avril : départ du GI vers Murambi (agenda PN, 12/04)
- Samedi 16 avril : conseil des ministres, Murambi (agenda PN, 1<sup>er</sup> et 2 février)
- Mardi 19 avril : déplacement du gouvernement à Butare et réunion de présentation du nouveau préfet de Butare (agenda PN, 18/04, 10-11/02)
- Jeudi 21 avril : conseil des ministres, Murambi (agenda PN, 11-12/02)
- Samedi 23 avril : conseil des ministres, Murambi (agenda PN, 17-18/02)
- Samedi 7 mai : conseil des ministres, Murambi (agenda PN, 7/05)
- Samedi 7 mai : rencontre avec le comité national d'*Interahamwe* à Kigali (agenda PN, 25-26/01)
- Mardi 17 mai : conseil des ministres, Murambi (agenda PN, 22-28/02)
- Vendredi 20 mai : conseil des ministres, Murambi (agenda PN, 20-21/05)
- Dimanche 22 mai : réunion au domicile de Jean KAMBANDA (agenda PN, 22-25/05)
- Mercredi 1<sup>er</sup> juin : conseil des ministres, Murambi (agenda PN, 01-03/06)
- Lundi 6 juin : conseil des ministres, Murambi (agenda PN, 05-06/06)
- Vendredi 10 juin : conseil des ministres, Murambi (agenda PN, 30-31/05)
- Vendredi 17 juin : conseil des ministres, Gisenyi (agenda PN, 18/05)
- Lundi 20 juin : réunions à Kigali, État-major (agenda PN, 14-15/06)
- Mardi 21 juin : réunions à RTL et préfecture de Kigali (agenda PN, 15/06)
- Vendredi 24 juin : visite du cardinal Roger ETCHEGARAY au Rwanda (agenda PN, 24/06)
- Jeudi 30 juin : renouvellement de l'Assemblée nationale (agenda PN, 30/06)
- Vendredi 1<sup>er</sup> juillet : conseil des ministres, Gisenyi (agenda PN, 01-02/07)
- Mardi 5 juillet : conseil des ministres, Gisenyi (agenda PN, 05-04/07)
- Vendredi 8 juillet : conseil des ministres, Gisenyi (agenda PN, 08/07)
- Dimanche 10 juillet : conseil des ministres, Gisenyi (agenda PN, 11-12/07)
- Mardi 12 juillet : conseil des ministres, Gisenyi (agenda PN, 12/07)
- Vendredi 15 juillet : départ de Gisenyi vers Kibuye (agenda PN, 15/07)
- Lundi 18 juillet : départ de Cyangugu pour Bukavu (agenda PN, 18/07)

On note ainsi la présence ou les passages nombreux de la plupart des chefs des partis, de nombreux officiers. De ce fait, le caractère protocolaire des invitations à ce qui s'appela les « conseils des ministres » n'était guère respecté. Retenons simplement pour ce qui nous concerne que la recension des réunions établie à partir de cet agenda confirme la réalité et le caractère fonctionnel du gouvernement intérimaire. Il confirme surtout que Pauline NYIRAMASUHUKO participa à toutes ces réunions, ce qui n'exclut pas que le GI tint d'autres conseils auxquels elle n'aurait pas participé (notamment lors de sa tournée dans les préfectures du nord-ouest fin avril-début mai).



Dans la distribution des fonctions effectuée au sein du gouvernement intérimaire, outre les tâches techniques relevant de chaque membre selon ses attributions, des missions spécifiques étaient confiées à tel ou tel (négociations, informations, participation à différentes réunions, etc.). Parmi ces missions figurait le suivi politique des préfectures. La responsabilité de la préfecture de Butare incombait à Pauline NYIRAMASUHUKE. En ce qui la concerne, cette tâche était d'autant plus facile à assumer que l'aller-retour entre Murambi en préfecture de Gitarama et Butare (où se trouvait le domicile familial) représentait un trajet en voiture d'environ une heure et qu'il était possible de tenir des réunions dans les deux villes le même jour.

22 mai : « Démystifier l'ennemi donc les journalistes partiraient avec les ministres chargés d'encadrer les préfectures » (agenda PN, 25/05)

CM 1<sup>er</sup> juin (agenda PN, 3/06)

Mifaprofe. → Muramba<sup>23</sup> et Butare  
et lorgner sur Gikongoro

**Tableau n° 4 : Liste non exhaustive des réunions et interventions de mobilisation politique auxquelles Pauline NYIRAMASUHUKE participa dans la préfecture de Butare entre le 6 avril 1994 et le 18 juillet 1994**

- Jeudi 14 avril : réunion commune Runyinya (agenda PN, 14/04)
- Mardi 19 avril : installation nouveau préfet de Butare avec GI (agenda PN, 10/-11/02)
- Samedi 7 mai : réunion avec le Comité d'*Interahamwe* de Butare (agenda PN, 25-26/01)
- Mardi 10 mai : réunion avec les jeunes de tous les partis à Butare (agenda PN, 10/05)
- Mercredi 11 mai : réunions communes Nyabisindu et Rusatira (agenda PN, 11/05)
- Lundi 16 mai : conseil de sécurité de Butare (agenda PN, 30-31/01, 19-20/02, 22/02). Entrevue avec le préfet Sylvain NSABIMANA (agenda PN, 16/05)
- Mardi 31 mai : conseil de sécurité à Butare (agenda PN, 26-27/05)
- Vendredi 3 juin : visite dans la préfecture de Gikongoro, commune Mubuga, sous-préfecture Mwulire (agenda PN, 28/05)
- Samedi 4 juin : commune Mbazi (agenda PN, 28/05) ; commune Kibayi, secteur Runyinya (?) entraînement militaire de la défense civile (agenda PN, 28/05)
- Dimanche 5 juin : commune Mugusa (agenda PN, 28/05)
- Lundi 6 juin : commune Mbazi (agenda PN, 28/05)
- Mardi 7 juin : communes Ndora et Nyaruhengeri (agenda PN, 29/05)
- Mercredi 8 juin : mot d'ordre aux « bourgmestres et sous-préfets pour la mobilisation de la population et utilisation des armes traditionnelles » (agenda PN, 29/05)

**Recension non exhaustive des interventions de Pauline NYIRAMASUHUKE en Conseil des ministres sur la situation politique à Butare**

- Vendredi 20 mai : débat sur communes de Butare en conseil des ministres : Muyira, Ntyazo (agenda PN, 20/05)
- Vendredi 10 juin : Pauline dénonce en conseil des ministres le « commandement militaire désorganisé à Butare. » (cf. agenda NGIRABATWARE 643)
- Vendredi 17 juin : plainte en conseil des ministres au sujet des « autorités militaires qui ont refusé les ordres de mutation », demande le remplacement des bourgmestres de Mbazi, Nyabisindu, Rusatira, Ndora, Muganza et du préfet (cf. agenda NGIRABATWARE 646)
- Samedi 25 juin : postes et carrières (commune Maraba, directrice LABOPHAR) (agenda PN, 25/06)

<sup>23</sup> Paroisse et centre scolaire dans la commune Satinsyi en préfecture Gisenyi où Pauline NYIRAMASUHUKE était hébergée lors de ses déplacements en préfecture de Gisenyi.

Trois motifs de présence à Butare ressortent des activités rapportées, très partiellement, dans son agenda : des réunions au niveau préfectoral liées aux questions de sécurité (comité préfectoral notamment), des réunions avec les jeunes des parti (milices), des visites dans les communes. Toutes tournent autour de préoccupations de maintien de l'ordre au sens large. Les informations recueillies servent ensuite à nourrir les compte-rendus et débats suscités en conseil des ministres sur la situation dans la capitale du sud.

Enfin, la ministre assura pour le compte du gouvernement divers tournées et déplacements dans de nombreuses préfectures du pays. Là encore les préoccupations sécuritaires propres au temps de guerre motivent cette activité débordante.

**Tableau n° 5 : Rôle dans le suivi politique et militaire des préfectures autres que Butare au nom du Gouvernement intérimaire au-delà du 6 avril 1994**

- Lundi 18 avril : conférence préfectorale à Gitarama (agenda PN, 18/04, 5-9/02)
- Mardi 19 avril : suivi politique de la préfecture de Gisenyi (agenda PN, 19/04)
- Jeudi 21 avril : conférence préfectorale à Ruhengeri (agenda PN, 13-16/02)
- Samedi 30 avril : réunion à la préfecture de Kigali (agenda PN, 30/04)
- Mardi 3 mai : suivi politique de la préfecture de Gisenyi. Réunion de pacification sous-préfecture de Ngororero, préfecture de Gisenyi (agenda PN, 22-24/04)
- Mercredi 4 mai : réunion préfecture de Kigali rural (agenda PN, 4/05)
- Vendredi 6 mai : réunion de pacification avec le Premier ministre dans la préfecture de Ruhengeri (agenda PN, 6 et 5/05, 25-26/04)
- Vendredi 3 juin : visite dans la préfecture de Gikongoro, commune Mubuga, sous-préfecture Mwulire (agenda PN, 28/05)
- Samedi 18 juin : commune Musange, préfecture de Gikongoro pour le financement de l'autodéfense civile à Gisenyi (agenda PN, 18/06)

L'ensemble des notes reproduites dans l'agenda fournit un panorama assez précis de son emploi du temps et illustre fidèlement les thématiques politiques à l'ordre du jour.

**9 avril 1994 : Mise en place du gouvernement (prestation de serment à l'hôtel des Diplomates à Kigali)**

**Page 9 avril**

Mise en place du gouvernement

Noces chez James KABERA

Lieutenant HATEGEKIMANA serait un Hutu de Gitarama<sup>24</sup> et aurait fait tuer des Tutsi en fuite.

Avoir le courage de dire non aux administrateurs civils qui veulent s'ingérer dans la technique militaire.

Neutraliser quiconque veut semer les troubles dans le pays.

La formule sur les rapports entre civils et militaires a le mérite d'être claire : il faut laisser les militaires gérer la guerre. Telle était du moins la position dominante le jour où le gouvernement intérimaire est intronisé par ces derniers. Cette position fut notablement infirmée le 16 avril du fait des dissensions entre militaires et de l'effondrement rapide du front à l'est du pays.

<sup>24</sup> Le lieutenant François HATEGEKIMANA (14<sup>ème</sup> promotion de l'ESM) est originaire de Kigali.

**11 avril 1994 : La consécration de Pauline NIYRAMASUHUKO**

**Page du 11 avril**

(...)

*Ngo iyo umugabo ayobora urugo umugore abayobora isi yose*

(« On dit que quand l'homme dirige le foyer, la femme gouverne la terre entière »)

(...)

*Kwirinda gusenya ibyubatswe no kudahinduka ibikoresho*

(« Éviter de détruire ce qui a été réalisé et de devenir des valets. »)

Note verbale à Dallaire et Khan, adjoint du représentant du Secrétaire général des Nations unies

**12 avril 1994**

**Page du 12 avril**

Nous avons quitté Kigali pour Murambi (Gitarama)

**14 avril 1994 : Notes diverses**

**Recension et dénonciation de « complices »**

**Page 14 avril**

14 avril 1994 : commune Runyinya (préfecture de Butare)

« Secteur Vumbi

Cellule Kiduha

Chez le comptable de préfecture

Turatsinze Alexis, fils Gakwaya

*Abatwika* (« ceux qui mettent le feu ») : moniteur agricole du secteur Kibingo

Responsable : Mulindabigwi monagri commune + Gaspard cellule Kibingo »

**16 avril 1994 : Conseil des ministres (Murambi)**

**Pages du 1<sup>er</sup> et du 2 février**

Nomination du chef d'État-major

Ruhengeri contrôlé jusqu'à Cyeru

Byumba encerclé

Kigali Combat Rebero Gikondo

*Gashyata – Jali*<sup>25</sup> mort de 2 Blancs

Mutara : FAR en débandade

20 000 morts de notre côté massacrés par le FPR

Apprendre notre population à manier les armes

- Réflexion Kintu offre d'intervenir en Ouganda → refus

- Palipehutu nous offre ses hommes. aussi refus

- Offre du Frodebu ? sincérité

Comité de crise chef d'État-major Gatsinzi

Problème d'acceptation

Confirmation du chef actuel

Les majors qui dirigent les unités de combat *ntibamwemera* (« n'ont pas confiance en lui ») et il est hésitant

Ou prendre quelqu'un parmi les colonels sur le terrain

Kabiligi ou Bizimungu A4

12<sup>ème</sup> IG<sup>26</sup>

13<sup>ème</sup> BM<sup>27</sup>

---

<sup>25</sup> Quartier de Kigali au pied du mont Jali.

Bureau G3  
1952  
(fin p. 1<sup>er</sup>/02)

au front depuis 1990 meneur d'hommes  
né en 1952

(Suite agenda, p. 2/02)

Mugenzi : Kabiligi

Rwamakuba : *guha grader abarurwanye bose* (« grader tous ceux qui ont été se battre au front »).

Promouvoir les vrais guerriers.

Ngirabatware : Bizimungu (I commando) Kabiligi OPS

Officier général du Sud et du Nord

Comment gérer le groupe Rusatira

12-1-56 Twagiramukiza Marc, fils de Ndayambaje originaire de Mugombwa - Muganza nommé conseiller Affaires politiques et administratives à la Primature

Butare PSD<sup>28</sup> : Nsabimana Sylvain

Kibungo PL : Rudakubana Anacle<sup>29</sup>

Ruhengeri MDR : Nsabumugisha Basile

Gisenyi PL : Dr Zilimwabagabo

Byumba : Nyirimbibi Élie

Kigali rural : Karera François

Kigali ville : Renzaho Tharcisse

Gitarama : Uwizeye

Gikongoro : Bucyibaruta

Cyangugu : Bagambiki

Kibuye :

Cette réunion apporte des éléments décisifs à la compréhension du système de pouvoir à cette date. Sans préjuger des négociations qui ont nécessairement eu lieu avant afin de préparer les points à l'ordre du jour, il est manifeste que le gouvernement intérimaire apparaît bien comme le lieu où se débattent et se prennent les décisions importantes, y compris sur les questions relevant de l'armée. Le GI apparaît ainsi comme la structure opérationnelle et de coordination effective de l'État en guerre.

#### 18 avril 1994 : Conférence préfectorale de Gitarama

Page 18 avril et pages du 3 au 9 février

Réunion de la conférence préfectorale tenue à Gitarama le 18 avril 1994 en présence de Jean KAMBANDA, premier ministre, et de Pauline NYIRAMASUHU<sup>30</sup>

Cette réunion avait pour principal objectif la reconduction solennelle du préfet Fidèle UWIZEYE dont on attendait le soutien à la politique du GI et la mobilisation de bourgmestres majoritairement hostiles à la nouvelle ligne politique.

Nous nous limiterons à quelques commentaires sur des points significatifs. Les remarques rapportées ici présentent des propos fort contradictoires entre des interlocuteurs qui désapprouvent ou qui font semblant de ne pas comprendre les intentions des nouvelles autorités et d'autres qui, ouvertement, poussent à des actions « guerrières ». Ainsi, alors que tous demandent l'appui des forces de sécurité, la finalité des demandes demeure antagoniste : pour la commune Murama, le bourgmestre

<sup>26</sup> 12<sup>ème</sup> promotion de l'ESM (1971-73), Ingénieur de guerre.

<sup>27</sup> 13<sup>ème</sup> promotion de l'ESM (1972-74), Brevet militaire.

<sup>28</sup> Nominations de préfets.

<sup>29</sup> Anacle<sup>t</sup> RUDAKUBANA n'était pas membre du PL mais du MRND. La zone était alors sous contrôle du FPR.

<sup>30</sup> D'autres ministres du GI, installés alors à Murambi à proximité de la préfecture, étaient aussi présents.

déclare très courageusement qu'il faut « tuer les tueurs »<sup>31</sup> et réclame des armes et du personnel (« Armement/bourgmestre + conseillers. Augmenter la police communale. N'a pas d'OPJ »), par contre dans celle de Runda, la cible est clairement annoncée : « Les agents communaux sont tutsi. Ils ont des armes et des listes de ceux qu'ils doivent tuer, demande la collaboration avec les militaires »

De même, des requêtes de bourgmestres apparaissent totalement déconnectées au regard de la radicalisation globale à l'échelle nationale et dans certaines communes de la préfecture. Alors que le bourgmestre de Nyakabanda parle de « cadavres dans la rivière Nyabarongo » : l'un demande la compréhension pour héberger des Tutsi : « Il soutient le gouvernement. Il demande qu'on ait confiance en lui par ce qu'il héberge des Tutsi soupçonnés d'abriter des *Inkotanyi*. » ; un autre demande très sérieusement ce qu'il faut faire des Gardes présidentiels et des *Interahamwe* arrêtés pour violences alors qu'il existe des témoins tutsi survivants de leurs exactions !! : « Il y a des Tutsi en fuite qui connaissent ceux qui les ont malmenés et qui sont en prison (GP + *Interahamwe*). Quid ? » ; un autre dénonce les infiltrés potentiels : « Ceux qui viennent dans la commune sous prétexte de chercher de quoi manger », avant de prononcer une phrase lourde de menaces pour tous les citoyens susceptibles d'être soupçonnés arbitrairement de complicité : « Chercher l'ennemi sans passer à côté de lui (FPR) ».

Nous concluons ce tableau fort hétérogène en relevant la déclaration émouvante et provocatrice formulée par le bourgmestre de Taba, Jean-Paul AKAYEZU, premier condamné à une peine de prison à perpétuité par le TPIR, qui, face à une assemblée majoritairement gagnée aux thèses génocidaires, ose formuler publiquement la revendication suivante : « Faites quelque chose de vraiment concret qui sauverait les Tutsi. »

« Réunion avec la conférence préfectorale Gitarama  
Mardi nouveau préfet Nsabimana Sylvain » (fin p. 18/04)

(Suite agenda p. 3/02)

Mot d'introduction du préfet

Mot de présentation du premier ministre il a enchaîné en expliquant la situation qui prévaut dans le pays, notamment mise en place du Comité de crise et du gouvernement

4 ans de guerre

Nomination de BIZIMUNGU chef d'État-Major remplacement de NSABIMANA mort avec Présirép<sup>32</sup>

→ Birambo Kibuye

Mgr Gitarama Kabgayi « empêche les gens de s'enfuir ».<sup>33</sup>

(...)

Protestant<sup>34</sup> : « la sécurité de la population car il y a des gens armés dans la commune Mushubati.

Aider le bourgmestre à assurer la sécurité ». Engager plus de policiers.

Faciliter le voyage des religieux (fin p. 3/02)

(Suite agenda p. 4/02, 2<sup>ème</sup> moitié)

Sebunguri :

*Ashyigikiye Gvt. Arasaba ko yagilirwa ikizere kuko afite abatutsi bakaba bakekwa ko babitse Inkotanyi.*

- *Ko Uganda n'ububili bashyigikiye inkotanyi mwabikoraho iki mwitabaza amahanga ?*

<sup>31</sup> Il s'agit de Jean-Damascène RUTIGANDA, bourgmestre MDR. Ce dernier passait pour un élément progressiste radical qui avait déjà anticipé, par exemple, la suppression de la mention ethnique sur les cartes d'identité en rayant lui-même les trois mentions sur celles qu'il délivraient. Malheureusement, cette décision entraîna la mort de nombreuses personnes sur les barrages qui ne purent justifier de leur identité hutu et furent accusés de disposer de documents d'identité falsifiés.

<sup>32</sup> Relevons que le Premier ministre oublie déjà l'intermédiaire GATSINZI.

<sup>33</sup> L'évêque de Kabgayi, Mgr Thaddée NSENGIYUMVA était une « bête noire » des extrémistes et avait de longue date joué un rôle de premier plan pour établir des contacts entre les différentes parties en conflit. Il est ici accusé de protéger les Tutsi et opposants.

<sup>34</sup> Il s'agit de l'évêque Onesphore RWAJE (*hutu, Ruhengeri*) de l'Église épiscopale au Rwanda (en fonction à Byumba, mais déplacé sur Gitarama à la paroisse de Shyogwe).

« Il soutient le gouvernement. Il demande qu'on ait confiance en lui parce qu'il héberge des Tutsi soupçonnés d'abriter des *Inkotanyi*. »

L'Uganda et la Belgique soutiennent les *Inkotanyi*. Que pouvez-vous y faire ? Sollicitez l'aide de la communauté internationale ? »

Mushubati :

*Ikiganiro kuli radio 20 minutes byerekeranye umutekano*

« Chronique à la radio 20 minutes en rapport avec la sécurité »

Nyakabanda :

*Officier umaze iminsi i Nyakabanda urasa...*

*Imirambo muli Nyabarongo*

*Umuboyi utunze imodoka n'ibintu byinshi byasahuwe...*

« Un officier qui séjourne depuis quelques jours à Nyakabanda et qui tire. » (sous-entendu qui tue)

« Les cadavres dans la rivière Nyabarongo »

« Un boy qui possède un véhicule et beaucoup de biens pillés... » (fin p. 4/02)

(Suite agenda, p. 5/02)

Évêque protestant Rwaje

Sebununguri, Shyogwe

Service des impôts = démentir les fausses informations

- Salaires des fonctionnaires du mois de mars ?

Sous-préfet de Kiyumba disparu

Gasana Affaires techniques et économiques disparu aussi

Rutiganda, bourgmestre Murama

Problèmes de communication

Armement/bourgmestre + conseillers

Augmenter la police communale

N'a pas d'OPJ. Tuer les tueurs

Les agents

Ndagijimana, commune Mugina

(...)

demande des armes

Kagabo Karoli<sup>35</sup> :

*Ntongwe bafite amakalita y'inkotanyi dans 5 secteurs*

(« À Ntongwe, ils ont des cartes des *Inkotanyi* dans 5 secteurs. ») (fin p. 5/02)

(Suite agenda, p. 6/02, 2<sup>ème</sup> moitié)

*Hari abatutsi bahunze bazi n'ababirukanye bafunze-GP et Interahamwe - Quid*

[« Il y a des Tutsi en fuite qui connaissent ceux qui les ont chassés et qui sont en prison (GP + Interahamwe) Quid ? »]

Bourgmestre Kigoma

Demande renforcement de la Police communale et armement

*Agashimwe k'abaselire k'umwaka umwe*

- *Abantu barakonje ntibazi intambara guhangana n'inkotanyi bizabarushya*

- *Impungenge ko infiltration.*

Relâchement de la population *kongera za barrières no gukangura abaturage*

<sup>35</sup> Bourgmestre MDR de Ntongwe.

(« Demande le renforcement de la police communale et armement  
La prime des membres des comités de cellule pour une année  
La population hésite par peur et ignore tout de la guerre. Elle aura des difficultés à résister aux  
*Inkotanyi*.  
Peur des infiltrations. Relâchement de la population. Augmenter les barrières et sensibiliser la  
population ») (fin p. 6/02)

(Suite agenda, p. 7/02)

Ruhango:  
*Hakwiye détachement de la gendarmerie kuko FPR ihita iwabo*  
*Kulinda centrale de Kigoma*  
(« Il y faut un détachement de la gendarmerie parce que le FPR considère cet endroit comme chez lui.  
Protéger la centrale de Kigoma »)

Mbarubukeye Jean/Kayenzi :  
*Armement. Ngo yatewe na komini Musasa*  
*Isura y'intambara.*  
*Ese inkotanyi ni iki ? Moyen de déplacement*  
(« Armement. Il prétend que sa commune a été attaquée par celle de Musasa.  
La nature de la guerre. Les *Inkotanyi* c'est quoi ?  
Moyen de déplacement »)

Nyandwi Justin : Musambira  
*Ntakibazo bafite ubu abaturage b'i Runda babateye hali abimukira ba Ruhengeri na Gisenyi*  
*Intwaro zifitwe n'abasivili*  
*abagenda muli Komini ngo bashaka ibilyo*  
*Gushakisha umwanzi batamunyuzeho*  
*Ngo akorana na Twagiramungu kandi ataribyo kuko hafiliye umuntu wo muli Mijeuma.*  
*Ngo abantu bali mu ishyamba limwe ngo nibo bashoboye kurwanya umwanzi bonyine .*  
*Ngo abona mu butegetsi halimo trou*  
[« Pas de problème actuellement. La population de Runda les a attaqués. Il y a des déplacés de  
Ruhengeri et Gisenyi.  
Le problème des armes entre les mains des civils  
Ceux qui viennent dans la commune sous prétexte de chercher de quoi manger  
Chercher l'ennemi sans passer à côté de lui (FPR)  
On le suspecte de collaborer avec Twagiramungu alors que c'est faux, cela parce qu'un agent du  
Mijeuma est mort (à Musambira)  
Les membres d'un même parti seraient seuls capables de lutter contre l'ennemi  
Il pense qu'il y a un trou (défaillance) dans l'administration. »] (fin p. 7/02)

(Suite agenda, p. 8/02, 2<sup>ème</sup> §)

Bg. Mukingi<sup>36</sup>  
*Arasaba ko impunzi zaba encadrés cyane cyane izili mu Byimana.*  
*Ikibazo cy'inzara*  
(« Il demande que les déplacés de guerre soient encadrés surtout ceux qui se trouvent à Byimana.  
Le problème de la famine »)  
Expérience de Kigali

Bg. Nyakabanda<sup>37</sup>  
*Barashaka Superefe*  
(« Ils réclament un sous-préfet »)

<sup>36</sup> Basile NSABIMANA, déclaré MDR, mais sans avoir rompu avec le MRND.

<sup>37</sup> Jean-Pierre RUKIRAMACUMU, MDR.

S/P Koloni Placide

Secteur Gisali :

*Abasore benshi bagiye muli FPR, Hali ibyangombwa*

*Vétérinaire + Abbé = FPR*

*Nyiranduga = Tutsi*

*Gisali hali impunzi z'abarundi dde téléphone pour Ruhango*

(« Beaucoup de jeunes du secteur ont rejoint les rangs du FPR, on y trouve les pièces d'identité.<sup>38</sup>

*Vétérinaire + abbé = FPR*

*Nyiranduga = Tutsi*

Gisali - Il y a des réfugiés burundais . Demande le téléphone à Ruhango »)

Ruzigana Emmanuel, Komini Nyamabuye

*Kwishishanya kw'abaturage n'abaselire*

(« Méfiance de la population et des membres des comités de cellules ) (fin p. 8/02)

(Suite agenda, p. 9/02, 2<sup>ème</sup> §)

Akayezu, Komini Taba

*Ngo nimugire icyo mukora kigaragara gifatika murengere abatutsi*

(« Faites quelque chose de vraiment concret qui sauverait les Tutsi. »)

Sixbert, Bg. Runda<sup>39</sup>

*Abatutsi ngo ko uwabarengeraga yapfuye murajya he ?*

*Abakozi ba Komini ni abatutsi basanganywe imbunda n'amalisiti y'abo bagomba kwica.*

dde collaboration avec les militaires

(« Maintenant que celui qui vous protégeait est mort, qu'allez-vous devenir, vous les Tutsi ?

Les agents communaux sont tutsi. Ils ont des armes et des listes de ceux qu'ils doivent tuer  
demande la collaboration avec les militaires »)

Mushubati (commune)

*Abahutu nibo bapfa kuko abatutsti bali muri za Paroisses*

(« Seuls les Hutu meurent parce que les Tutsi, eux, se sont réfugiés dans les paroisses »)

Masango (...)

**19 avril : Réunion d'installation du nouveau préfet Sylvain NSABIMANA à Butare**

**Pages des 10 et 11 février**

« Réunion de présentation du nouveau préfet en présence du Présirép et du 1<sup>er</sup> ministre

Bg. Nyaruhengeri

Bg. Runyinya

Bg. Gishamvu

Bg. Huye - 2000 déplacés

...

RUKERIBUGA wa Rusatira

*Abatera invururu bafite intwano ziruta izo abaturage*

(« Ceux qui provoquent les troubles ont des armes plus puissantes que celles dont disposent la population »)

Mot du représentant des bourgmestres<sup>40</sup>

<sup>38</sup> *Ibyangombwa* : terme administratif pour désigner les pièces d'identité.

<sup>39</sup> Sixbert NDAYAMBAJE, MRND déclaré « neutre » avant de rejoindre les rangs du MDR.



Mot du Présirép.

*Badukize abaturebera abagambanyi babadukize cyane cyane abagiye kwiga ubulyo bwo kutwica*

(« Qu'on nous enlève ceux qui nous observent sans nous aider, les traîtres, surtout ceux qui ont été entraînés pour nous tuer »)<sup>41</sup> (fin p. 10/02)

(Suite agenda, p. 11/02)

*Gvt y'abatabazi iz'abagambanyi ntizizongera*

(« Le gouvernement *Abatabazi* connaît les traîtres. Ils ne nous surprendront plus - »)<sup>42</sup>)

**19 avril 1994 : Notes sur l'installation du nouveau préfet de Gisenyi**

**Page 19 avril**

Le préfet de Gisenyi ZILIMWABAGABO est arrivé à son poste ce jour la nuit et n'a pas trouvé le logement.

Le 21 - remise-reprise

Le 22 réunion bourgmestres + sécurité

Depuis le 23, réunions communes Rubavu, Kanama, Nyamyumba, Karago<sup>43</sup>

**21 avril 1994 : Conseil des ministres (Murambi, Gitarama)**

**Pages 11 (2<sup>ème</sup> moitié) et 12 février**

Situation. Tuerie continue

Rivière Mwogo et Nyabarongo jonchées de cadavres.

Sur le front l'ennemi voudrait prendre la ville de Ruhengeri - Kivuruga

Base -

Kigali - Rulindo - Tumba.

Il y a une pression FPR → Nyanza.

Mutara - Kibungo → le FPR est à Kayonza - Rwamagana (fin p. 11/02)

(Suite agenda, p. 12/02)

#### Conditions du FPR

- *Guhagalika* les tueries (« arrêter les tueries »)

- Dénoncer le GVT et GP (Garde présidentielle)

Enquêtes conjointes avec le FPR sur les tueries

Théogène Rudasingwa s'géral (secrétaire général) du FPR voudrait que l'Uganda soit le médiateur

↗ Tanzanie

3 missions → OUA - Caire

↘ Afrique Gabon - Togo - Sénégal

---

<sup>40</sup> Joseph KANYABASHI, Ngoma.

<sup>41</sup> « Enlever » signifie ici écarter, tuer. Trois cibles sont visées :

- « ceux qui nous observent sans nous aider », c'est-à-dire les Hutu « bien placés », l'administration territoriale et surtout les militaires ;

- « les traîtres », c'est-à-dire les opposants hutu ;

- « ceux qui ont été entraînés pour nous tuer », c'est-à-dire les Tutsi soupçonnés d'avoir été à Mulindi pour s'entraîner militairement.

<sup>42</sup> Ils = les *Ibyitso*, les Tutsi, les Hutu de l'opposition.

<sup>43</sup> Ce préfet nouvellement nommé, membre du PL, manquait totalement d'expérience ce qui explique les difficultés de son installation et la quasi tutelle que la ministre lui impose. Il séjourna à Paris à partir du 8 janvier et ne revint au Rwanda que le 4 avril. Après la mise en place du GI, il fut alors fortement sollicité pour accepter le poste de préfet PL désormais vacant du fait de la démission et de l'assassinat de Jean-Baptiste HABYALIMANA (Butare). Il ne fut jamais considéré comme étant « à la hauteur » (cf. *infra* CM du 10 juin).

1) La MINUAR : voudrait que les gens qui sont avec la MINUAR et aux Mille Collines quittent ces endroits pour aller dans Kigali dans la zone de Kigali contrôlée par le FPR, donc Rencontre de Bobo et le 1<sup>er</sup> ministre.

Évaluation des dégâts causés par la MINUAR à la régie des aéroports.

**21 avril 1994 : Réunion du Comité préfectoral de Ruhengeri**  
**Pages du 13 au 16 février**

*Gushyiraho* Préfet *mushya* Habumugisha Basile (MDR) commune Nyarutovu né 1946

*Inkunga-bamushyizeho bamutunguye asaba gusurwa*

*Kwerekana ko atali imilimo gusa yo kuzabahitama*

(« Installation du nouveau préfet Habumugisha Basile de la commune Nyarutovu né en 1946. Soutien : On l'a nommé à l'improviste. Il demande qu'il soit visité. Démontrer qu'il ne s'agit pas uniquement de fonctions qui vont leur coûter la vie »)

Sous-préfet : 2 à nommer

Bourgmestre de Mukingo : à chercher

Évêque Ruhengeri

*- Ubutabera - urukundo ikiremwamuntu*

*Twese dutere imbere dushyigikirane mu mahoro no guhura n'Imana*

(« La justice - l'amour – la personne humaine. Allons de l'avant, soutenons-nous mutuellement dans la paix et la rencontre avec Dieu. »)

Nsekanabanga François-Xavier, prore Ruhengeri (procureur de Ruhengeri)

*Arasaba abakozi 2/4 substitut gusa conseil de la magistrature.*

*R/ hazashyirwaho Inzego zose ntitugomba gutegereza FPR*

(« Il demande du personnel. 2/4 substitués en place seulement. Problème du conseil supérieur de la magistrature. Réponse : Toutes les institutions seront mises en place sans attendre le FPR. ») (fin p. 13/02)

**(Suite agenda, p. 14/02)**

Bigirimana Jean-Sauveur Bg. Ndusu

*Barasaba intwaro*, moyens logistiques, salaires d'un an non payés

(« La population demande des armes, des moyens logistiques, les salaires d'un an non payés »)

Téléphone en panne

Bus

Pas de carburant dans Ruhengeri

*S/P Busengo yarashe nyina*

(« Le S/P de Busengo a abattu sa mère »)

S/P Ntarwanda

*Imodoka ya préfet* (« La voiture du préfet »)

*Impunzi de Butaro nta ravitaillement zibona* (« Les déplacés de Butaro ne sont pas ravitaillés »)

Bg. Commune Nkuli

*Abanyarwanda birukanywe muri Zaïre* (« Les rwandais expulsés du Zaïre »)

*Gufasha abantu : MIFAPROFE* (« Aide à la population : MIFAPROFE »)

Sinamenye Gervais, Bg de Butaro

Véhicule

*Gushingana abasubiye Butaro* (« Le problème de la protection de ceux qui sont retournés à Butaro »)

Police - 2 -

*amahema* ("les bâches")

Bg. Nyamugali

*Guhemba abakozi* - sans véhicule – (« Salaire du personnel - sans véhicule - ») (fin p. 14/02)

(Suite agenda, p. 15/02, 2<sup>ème</sup> moitié)

Bg Kidaho

*Bajyanywe de force / FPR*

(« Ils ont été emmenés de force par le FPR »)

Bg Gatonde

*Umuhanda Gatonde - Ndusu abîmé*

(« La route Gatonde-Ndusu abimée »)

Nsengimana Innocent - Tribinistance

Moyen de contrôle

Muhawenimana Béatrice S/P Affaires sociales a.i.

Minerval : fonds Préfet + Caritas

Recrutement 300 jeunes / commune

*Abasilikare barashaka ibikoresho kugirango intambara rurangiza irangire vuba*

(« Les militaires réclament du matériel afin que l'assaut final se produise vite »)

**23 avril 1994 : Conseil des ministres (Murambi, Gitarama)**

**Pages 17 et 18 février**

Le 23/4/94

Propositions cessez le feu

Museveni

Mobutu

- Pacification
- Famille du Présirép
- Téléphone par satellite
- Accord de facilitation d'aide humanitaire
- Mininfor. Rencontre le PAM

500.000 \$ ₤ Ndekezi

2 500.000 \$

3 000.000 |

x 2 la vente de notre avion est suspecte

600.000.000 (sic)

Utilisation des mercenaires

la tuerie perpétrée / FPR à médiatiser.

- Achat d'avion !

7 camps de réfugiés Tutsi à Gitarama prêts à sauter sur nous. Il faut les désarmer. (fin p. 17/02)

(Suite agenda, p. 18/02)

Appréhender les membres du FPR se trouvant à Gitarama

- 
- *Urwikekwe* → *Gusaka ni ngombwa* (« Suspicion → fouiller c'est nécessaire »)
  - *Gutungu agatoki* (« Dénoncer les complices, les pointer du doigt »)

**30 avril : Réunion à la préfecture de Kigali**  
**Page 30 avril**

Préfecture de Kigali

- *Gutera inkunga ingabo aliko kumenya ba Bg. bahunze bagahembwa*
  - *Imishahara y'abakozi iboneka hakavaho 1/3 cyo gufasha ingabo*
  - Les points stratégiques kuki zafashwe n'inkotanyi ?
- Kulinda amateme (« Protéger les ponts »)  
Gutangiza primaire et CERAI, Gisenyi, Gitarama, Butare, Gikongoro, Cyangugu, Kibuye -Ikiganiro cy'ubulyo bwo kwilinda  
S/P Bizimana + S/P Kanzenze bashinzwe défense civile  
(« Soutenir matériellement les militaires mais penser aux salaires des bourgmestres déplacés de guerre  
Le problème des retenues obligatoires d'1/3 des salaires des fonctionnaires pour soutenir l'armée  
Pourquoi les points stratégiques sont-ils tombés entre les mains des *Inkotanyi* ?  
Rentrée scolaire des écoles primaires et des CERAI, Gisenyi, Gitarama, Butare, Gikongoro, Cyangugu, Kibuye  
Émission de la radio à propos de l'autodéfense  
Le S/préfet Bizimana et le S/préfet de Kanzenze sont chargés de la défense civile »)

**1<sup>er</sup> mai 1994 : Notes diverses**  
**Recension et dénonciation de « complices »**  
**Page du 1<sup>er</sup> mai**

1<sup>er</sup> mai 1994

Kazima Emmanuel EMS Hollande *ngo afite* (aurait une) radio et il travaille pour le FPR  
Ntyazo : Ndahimana Mathias  
Muyira : Hategekimana Cléophas  
Nyabisindu :  
Basominger Charles  
Mudacumura Jacques  
Gakwandi →

**3 mai : Réunion de pacification à la sous-préfecture de Ngororero (Gisenyi)**  
**Pages du 2 et du 3 mai**

- *Banyakubahwa muteraniye hano balimo Ministre w'amashuri mato n'ayisumbuye, prezida des partis, S/P, confessions religieuses, les Bg., les conseillers namwe mwese babyeyi b'ibitsina byombi*  
(« Excellences, M. le Ministre de l'Enseignement primaire et secondaire, messieurs les présidents des partis, messieurs les S/préfets, mesdames et messieurs les représentants des confessions religieuses, messieurs les conseillers, mesdames et messieurs »)

- *Umutekano ni wose muri Gisenyi*  
(« La sécurité est totale dans la préfecture de Gisenyi »)
- *Abakuru b'urubwiruko rw'amashyaka ngo batanga laisser passer*  
(« Il paraît que les responsables des jeunes de différents partis délivrent des laissez-passer »)
- *Interahamwe-FPR*
- *Gushyiraho commission yo kwamagana FPR no gushyigikira Gvt*
- *Gushyigikira ibikorwa by'amajyambere: usines*  
[« Créer une commission pour lutter contre le FPR et soutenir le gouvernement  
Soutenir les actions de développement (les activités économiques) : usines »] (fin p. 2/05)

(Suite agenda, p. 3/05, 2<sup>ème</sup> §)

- *Abacuruzi nibakore*

(« Que les commerçants vaquent à leurs activités habituelles »)

- *Abaturage + abasilikare nibalinde inkiko z'u Rwanda, babe maso*

(« Que la population et les militaires gardent les frontières, qu'ils soient vigilants »)

- *Ntiuzarangare ngo Kigali ifatwe "ngo urucira, mukeba rugatwara nyoko"*

(« Ne manquons pas de vigilance afin que Kigali ne tombe pas entre les mains de l'ennemi. Comme dit l'adage 'tu souhaites la mort de ta marâtre, mais elle emporte ta mère' »)

- *Uhagarariye amashyaka. Mbonyumutwa Shingiro*

(« Le représentant des partis Mbonyumutwa Shingiro »)

**3 mai 1994 : Notes diverses**

**Recension et dénonciation de « complices »**

**Page du 3 mai (2<sup>ème</sup> moitié)**

3 mai 1994

Major Ntambabazi petit frère de Nzamurambaho à Butare camp Ngoma

Ndikubwimana (adjudant) »

**3 mai 1994 : Conférence préfectorale de Gisenyi**

**Pages 22 au 24 avril**

3/5/94 Gisenyi

- Bazihana Fidèle juge

- Butsindiri Alphonse

- Rugaya Mathias : CDR

- Hakuzayezu (Matthieu, agent SONARWA)<sup>44</sup>

- Tegera (Pierre) : agronome<sup>45</sup>

1. *Hali ibyibagirana, inama nkuru y'ubucamanza + de 50 tribunaux ne fonctionnent pas*

(« Il y a des choses qui sont oubliées, le conseil supérieur de la magistrature. Plus de 50 tribunaux ne fonctionnent pas »)

Cour d'appel Ruhengeri

Tribunal Ngororero

2. *Amabwiriza yo gushyira mu bikorwa izindi nshingano*

*Ese FPR yanze gushyikirana byagenda bite ?*

(« Les instructions pour exécuter d'autres missions

Que se passerait-il si le FPR refusait de négocier ? »)

3. *Kuba turetse ibyamashyaka turwane n'inyenzi kuko hali n'andi mashyaka comme la CDR, PECO afasha ingabo bitali mu magambo gusa*

(« Mettons entre parenthèses les problèmes entre les partis politiques, luttons contre les *Inyenzi* parce qu'il existe d'autres partis comme la CDR, le PECO, qui aident l'armée et pas seulement par les discours »)

4. *Umuhanda imodoka zahezemo* (« la route où les véhicules ont été bloqués »)

<sup>44</sup> MRND, proche de l'*akazu*, membre fondateur de RTLM.

<sup>45</sup> MRND, proche de l'*akazu*. Déjà en 1992, lorsqu'il était chef de projet PNAP (projet national d'amélioration des pommes de terre) à Ruhengeri, il se faisait connaître comme extrémiste en conflit avec les *Inkotanyi* (cf. Kanguka, 12 mai 1992, p. 8).

Minitrape : *imbunda* (« les jeunes »)

Défense civile : *inyangamugayo* → *imbunda* (« les gens honnêtes ») : les armes, pas seulement des réservistes (fin p. 22/04)

(Suite agenda, p. 23/04)

200 de Kibirizi à Butare

5. Barrières → sans technique ni discipline

- Rencontre avec le FPR, plutôt le gouvernement que les militaires

- *Intambara y'amagambo* [« la guerre des mots (les médias) »]

- Problèmes de carburant

- Utiliser spécialement l'anglais - swahili

- *Imilimo y'ubuhinzi n'ubworozi (imiti-amafumbire)* [« les activités relatives à l'agriculture et à l'élevage (les produits phyto-sanitaires - les engrais) »]

- *Byamurenga bya Muragati (Banzi)*

- *Kugira ishyamba limwe ngo turebako twatsinda (Abacuruzi + Abanyagisenyi 7.000.000 Frs pour l'armée.*

*Kwigurira imbunda*

- *Bralirwa igiye guhagarara kubera sulfates*

[« *Byamurenga* fils de Muragati (Banzi)

- Avoir un parti unique afin de pouvoir gagner. Les commerçants + les gens originaires de Gisenyi 7.000.000 Fcs pour l'armée

- Achat individuel des armes

La BRALIRWA est en voie d'arrêter ses activités faute de sulfates »]

Nsabimana : *Gushima + inama y'amashyamba yose... Ces 6 semaines zizachira inshingano zitarangiye* (« Remerciement + réunion de tous les partis. Six semaines expireront sans que les objectifs ne soient atteints »)

- Col. Nsengyumva<sup>46</sup> OPS Gisenyi

Défense civile 1500 personnes déjà formées

Barrières avec les responsables (fin p. 23/04)

(Suite agenda, p. 24)

Préfet

*Gushima Col. Nawe ngo ntahisha. Ese ingabo z'igihugu ntiziyobowe na gouvernement iliko ?*

*Kudafata imodoka ku ngufu*

(« Remerciement au Colonel. Lui aussi ne cache rien. Est-ce que les forces armées ne sont pas sous l'autorité de l'actuel gouvernement ?

Ne pas réquisitionner les véhicules par la force »)

- Mission conjointe Gvt. + commerçants et les autres capables de faire quelque chose en vue de terminer la guerre

**4 mai 1994 : Réunion Préfecture Kigali rural et sous-préfecture de Rwamagana**

**Page du 4 mai**

4 mai : Préfecture Kigali rural + S/Préfecture Rwamagana et quelques Bourgmestres de Kibungo

- *Guhererekanya impunzi Rda et FPR*

- Recruter *abasore + imbunda* dans le cadre de la défense civile

<sup>46</sup> Anatole.

- Député Mutabaruka de Sake Kibungo yaratanzwe hali ndetse na les militaires Tutsi et ibyitso bakulikirana abategetsiki kubica
- Feuille de route - Préfet. Kibungo ne peut pas retrouver son préfet
- Gucana umubano na Belgique
- Gvt y'inzibacuho yaguye ntizabeho
- (« - Échange de réfugiés entre le Rwanda et le FPR
- Recruter des jeunes + armes dans le cadre de la défense civile
- Le député Mutabaruka de Sake a été trahi ; il y a même des militaires Tutsi et leurs complices qui filent les autorités pour les tuer
- Feuille de route - Préfet. Kibungo ne peut retrouver son préfet
- Rompre les relations diplomatiques avec les Belges
- Le GTBE ne verra pas le jour »)
- Santé du Présirép.

△ Gakuliro Léonidas S/P Rwamagana yaba akorana n'inkotanyi  
 (« Gakuliro Léonidas S/préfet de la s/préfecture de Rwamagana serait complice des Inkotanyi »)

**6 mai 1994 : Réunion de pacification avec le Premier ministre dans la préfecture de Ruhengeri**  
**Pages 6 mai, 5 mai et 25-26 avril**

+/- 400 personnes

Pacification à Ruhengeri

Discours Préfet, Premier ministre

Nzirorera = Gvt yo gutsinda FPR no gutabara u Rwanda. Imishyikirano pas Rukokoma (« Un gouvernement pour gagner et sauver le pays. Négociations pas Rukokoma<sup>47</sup> »)

La proportion dans l'armée serait proportionnelle aux membres de chaque ethnie

CDR Gahunde (« M. Gahunde de la CDR »)

Ubumwe bw'abahutu (« l'unité des Bahutu »)

Dr Murego

Discipline mu ishyamba

FPR ni umwanzu

Ibyitso cya FPR bili muli Komini Ruhondo ngo bourg na I PJ ni babirengere

Nyamugali na Nyarutovu ngo abarwanashyamba ba MDR bahohotewe ngo ubucamanza nibubukulikirane !!

(« La discipline au sein du parti

Le FPR est un ennemi

Les complices du FPR dans la commune Ruhondo : Que le Bg. et l'IPI les protège !

Les militants du MDR à Nyamugari et Nyarutovu victimes des exactions réclament que la justice s'en occupe !! »)

Mbonampeka

Kurwana intambara abayoboze b'amashyamba yose bafatanye

Mu mishyikirano ntihagomba kwiregingo

(« Faire la guerre. Les militants de tous les partis doivent collaborer, s'entraider

Lors des négociations, il ne faut pas supplier »)

Ndungutse

Histoire de la révolution de 1959 (fin p. 6/05)

<sup>47</sup> Conférence nationale.

(Suite agenda, p. 5/05)

*Conseiller Butaro Uzabilinda Dan ashyigikiye umugabo ufite abana mu nkotanyi witwa Rwankana Sostène. Militaire originaire de Nyamure waje kumulinda*

*Ntaganira wo kwa Sanvura*

(« Le conseiller de la commune Butaro, Uzabilinda Dan soutient quelqu'un du nom de Rwankana Sostène dont les enfants ont rejoint les *Inkotanyi*.

Un militaire originaire de Nyamure est venu le protéger

Ntaganira de la famille de Sanvura »)

- Camp Muhoza

- Cpl Twilingiyimana Epaphrodite

Épiphanie-----Solange Silvère

Mukingo Kajerijeri

Niyoyita

Kinigi (fin p.5/05)

(Suite agenda, p. 25/04)

- Baliyeka AT Ruhengeri UNR

dde *intwari* (« demande des armes »)

- Continuation de l'année académique

- Salaires + bourses + nourriture

Bg. Ruhondo

- Droit de réponse car le Dr Murego a fustigé le Bg. et l'IPJ *ngo ntakintu kidasanzwe cyabaye i Ruhondo* (« prétextant que rien de spécial ne s'est passé à Ruhondo »)

Rwagasore Paul : FPR

Préfet

*Abanyamashyaka nibahure kenshi*

*Abaturage ba Ruhondo bazahure na Préfet le 14/5/1994*

(« Que les responsables des partis se rencontrent souvent

Une rencontre de la population de Ruhondo avec le préfet aura lieu le 14/5/1994 »)

Premier Ministre

*Umukozzi wa ORINFOR*

*Imihanda ya Ruhengeri à réparer : Minitrapé*

*Ibyerekeye intwari. Twarakomatanyirijwe aliko ...*

(« L'agent de l'ORINFOR absent doit faire son travail

Les routes de Ruhengeri à réparer : Minitrapé

À propos des armes, nous sommes frappés par un embargo... ») (fin p. 25/04)

(Suite agenda, p. 26/04)

*... twakoze uko dushoboye ubu dufite ibikoreho*

- *Ubutumwa en Afrique du Sud, ambassade*

*Amashyaka yose yemera Republika na démokarasi agomba gufatanya*

(« ...mais nous avons fait le nécessaire. Actuellement, nous avons le matériel

Mission de service en Afrique du Sud, ambassade

Tous les partis qui luttent pour la République et la démocratie doivent collaborer »)



6 mai 1994 : Notes diverses

Recension et dénonciation de « complices »<sup>48</sup>

Page du 26 avril

*Nyaramasuhuko nashatse mu « Bahoro » (« Je me suis mariée dans le clan des Bahoro »)*

Chez Kanyabikali

Ndora, secteur Ndora, cellule Rugara

Ses fils FPR Bareba - Mazoru - Kabera *bamaze abantu*

*mu Rwobo kwa Balibutsa mu gashurushuru*

(« Ses fils FPR Bareba - Mazoru - Kabera ont massacré des gens et les ont enterrés dans une fosse commune chez Balibutsa à l'endroit dit Gashurushuru »)

*Benoît wa Bikorabagabo* (« Benoît fils de Bikorabagabo »)

actuel bourgmestre de Ndora<sup>49</sup>

Kabego + Sindambiwe

Mutabazi

7 mai 1994 : Conseil des ministres (Murambi, Gitarama)

Pages du 7 mai et du 8 mai

7 mai 1994 : Conseil des ministres dirigé par Présirép en présence du Premier Ministre

1. Situation inquiétante sur le front sud. L'ennemi fonce sur Gashora
2. Deuil national
3. Enquête sur l'attentat du Président
4. Permanence des ministres à Kigali à partir du lundi 9 mai
5. Dossier technique de Georges Ruggiu
6. Des missions à l'extérieur un journaliste en France
7. Salaires des agents de l'Etat
8. Ravitaillement : les choses sont bloquées en Tanzanie
9. Soutien aux forces armées
10. Horaire du travail dans tout le pays
11. Défense civile
12. Gestion du centre Murambi (fin p. 7/05)

(Suite agenda, p. 8/05)

« Augustin Ndayambaje, commune Kigembe, secteur Rubona

Histoire AO ; décembre 1993

Professeur Aparec

#### Mauvais

Capitaine Munyurangabo de Butare (un pilote)

*Yibye indege* (a détourné l'avion)

#### Les meilleurs

Major Ntabakuze, Para → Gisenyi

Capitaine Hakizimana de Byumba<sup>50</sup>

<sup>48</sup> Date probable. Cet extrait vient à la suite du compte rendu de la réunion de pacification tenue à Ruhengeri le 6 mai 1994.

<sup>49</sup> Il fut remplacé le 17 juin.

<sup>50</sup> Le capitaine Théodore HAKIZIMANA de Butaro, commandant adjoint du bataillon paracommandos, a succédé au major Aloys NTABAKUZE à la tête de cette unité lorsque ce dernier fut nommé commandant des opérations à Gitarama.

### Mauvais

Major Michel Havugiyaremye<sup>51</sup>

Espérance Mme Wagara (rwandaise mariée à Wagara, réfugié burundais)

Officier Nzungize (lieutenant-colonel), frère de Ntezimana<sup>52</sup>

**7 mai 1994 : Rencontre avec le Comité national des *Interahamwe* (Kigali)**

**Page des 25 et 26 janvier**

7 mai 1994 : Rencontre avec le Comité d'*Interahamwe*<sup>53</sup>

« - La situation est contrôlée par *Interahamwe*

- Problème Zinnie-Mumena

- Problème du parti MDR et les autres + les représentants des jeunes

- Respect du matériel de l'administration

- Le matériel particulier pour les jeunes *Interahamwe*

- À Giti Cy'Inyoni (+ Bisengimana de Gikoro s'oppose aux *Interahamwe*)

- Demande ESO - Harelimana<sup>54</sup>

- Le vol, le pillage par la Gendarmerie Nyamirambo Lt Baziruwaha G.D (fin p. 25/01)

(Suite agenda, p. 26/01)

- Basabekwinshi → AC 4697 à Murambi

- Ndagije → il est à Butare

- Ravitaillement des *Interahamwe*

- Autorisation de circuler 20 laissez-passer pour véhicules d'*Interahamwe*

- Chef de station Electrogaz zone Remera ngari

- Setiba → Gitikinyoni

→ Remera élargi »

Le compte rendu de cette réunion n'apporte pas en lui-même beaucoup d'éléments si ce n'est qu'il confirme la pleine implication de Pauline NYIRAMASUHUKO dans les débats politiques majeurs avec les responsables des structures les plus actives dans les massacres et le génocide. Le « Comité d'*Interahamwe* » correspond ici au Comité national (officiel et « parallèle »<sup>55</sup>) qui se réunit sur convocation de la présidence du MRND.

Plusieurs enseignements peuvent être retirés de ces quelques remarques. Le premier se trouve dans l'entrée en matière elle-même : « la situation est contrôlée par *Interahamwe* ». Si les observateurs extérieurs purent s'en convaincre sans mal, il est utile de voir ce constat personnellement confirmé par la ministre NYIRAMASUHUKO. Plus encore, si le contrôle de cette structure sur le terrain est considéré comme acquis, il apparaît clairement que les ordres viennent d'un niveau supérieur, la présidence du MRND en concertation avec le gouvernement (ou certains de ses membres), au(x)quel(s) on se réfère pour obtenir des consignes ou des autorisations, couvrir des besoins ou formuler des doléances. Parmi les consignes figurent ici l'attitude vis-à-vis des jeunes des autres partis (notamment du MDR). Parmi les autorisations, sont mentionnés les laissez-passer pour leurs

<sup>51</sup> Originaire de Butare, le major Michel HAVUGIYAREMYE était commandant du groupement de Rwamagana. Mort au Zaïre à Uvira lors de la destruction des camps.

<sup>52</sup> Laurien NTEZIMANA, théologien catholique de Butare. Le colonel Alphonse NZUNGIZE était commandant du camp Bigogwe, où il hébergeait de nombreux réfugiés tutsi.

<sup>53</sup> Pages des 25 et 26 janvier 1994 de l'agenda.

<sup>54</sup> Il s'agit du capitaine gendarme Gelace HARELIMANA originaire de Ruhengeri affecté avant la guerre à Nyanza, puis au service du personnel à l'état-major de la gendarmerie. Il fut nommé commandant du groupement de gendarmerie de Gikongoro au mois de juin 1994 lorsque le major Christophe BIZIMUNGU devint officier de liaison auprès de l'Opération Turquoise.

<sup>55</sup> La milice du MRND était dirigée par un comité national (officiel) qui travaillait sous les ordres du comité exécutif du MRND. Il coexistait avec un « comité parallèle » regroupant divers « conseillers ».

véhicules, l'utilisation de « matériel particulier de l'administration » ou encore leur « ravitaillement ». Parmi les doléances, on relève le conflit entre SETIBA, le grand patron des *Interahamwe* de Giti Cy'Inyoni avec Paul BISENGIMANA, bourgmestre de Gikoro.

**10 mai 1994 : Réunion avec les jeunesses des partis à Butare**  
**Page 10 mai**

Réunion avec les jeunes de tous les partis à Butare  
Responsable : Bunera

[Cette réunion se tient trois jours après celle du Comité national des *Interahamwe*, il s'agit alors de mettre en œuvre sur le terrain, au niveau des préfectures, la stratégie arrêtée à Kigali.]

**11 mai : Réunions dans les communes de Nyabisindu et Rusatira (Butare)**  
**Page du 11 mai**

Secteur Kayanza

Le conseiller a eu peur, il est parti

Il n'y a pas eu de formation des jeunes ni d'armes

Le bourgmestre est mort

*Comité y'ubutabazi* = comité de crise composé de 7 membres dans le secteur  
il s'appelle Jean

Commune Rusatira

*Umuhungu w'i Rwaza*

*Théogène* (« Un garçon originaire de Rwaza »)

*Policier communal*

*Dan watwaye abahunze inka 4*

(« Le policier communal Dan a ravi 4 vaches aux déplacés »)

- *Samweli wa Nkerabigwi ikimasa cyanite kuli arrêté*

Samuel, fils de Nkerabigwi

[« Le bœuf a été mangé à l'endroit dit Arrêt (de bus) »]

Minani de Cyegera

Budaraganya

→ Kandagaye (Jean-Baptiste)<sup>56</sup>

**12 mai 1994 : Notes diverses**  
**Page 12 mai**

A) Athanase

- Rukangira lui demander si ex-Directeur ORINFOR au Kenya

Habamenshi Innocent BNR → Kwitonda

Lieutenant Rwanyonga → Doctorat I

<sup>56</sup> Il fut nommé bourgmestre de Rusatira le 17 juin 1994.

16 mai 1994 : Entrevue entre Pauline NYIRAMUSUHUKO et le préfet Sylvain NSABIMANA à la préfecture de Butare  
Pages 16 mai

« *Muvunyi Gucikisha* (a aidé à s'enfuir)  
*Kayombya, colonel Nshizirungu, Ruhutinyanya, ss* (« sous surveillance de ») *Gakwerere*  
*Capitaine Mugabo gendarme - Umugogwe patron du groupement*  
*Ntambabazi → camp Ngoma* »

Relatée de manière extrêmement brève, cette entrevue illustre les rapports tendus qui prévalaient alors entre les différentes autorités politiques, administratives et militaires. Elle permet de mieux comprendre le climat du Conseil de sécurité qui se tint parallèlement et la distribution des rôles entre les participants.

À quoi correspondent ces phrases elliptiques ? La ministre NYIRAMUSUHUKO s'invite en tête à tête chez le préfet pour lui faire part de son indignation face aux défaillances qui prévalent dans le dispositif de défense et de sécurité :

- la première concerne l'aide que le lieutenant-colonel Tharcisse MUVUNYI était soupçonné apporter à Robert KAYOMBYA, au colonel Anselme NSHIZIRUNGU et à Faustin MUNYESHYAKA, alias RUHUTINYANYA, pour s'enfuir au Burundi. La dénonciation provient du sous-lieutenant Ézechiel GAKWERERE<sup>57</sup>, originaire de la commune Shyorongi en préfecture de Kigali, qui commandait la première compagnie d'instruction de l'ESO « Nouvelle formule ». <sup>58</sup> Robert KAYOMBYA était un grand commerçant tutsi de Rwamagana (Kibungo), un transporteur ; Anselme NSHIZIRUNGU était officier des FAR, proche du MDR, originaire de Kigali et affecté à la Primature ; Faustin MUNYESHYAKA, était un commerçant tutsi en bière originaire de Butare et ancien salarié de la BRALIRWA, un « complice ». Pour comprendre l'attitude de Tharcisse MUVUNYI, il faut préciser les relations familiales qui l'unissaient à Robert KAYOMBYA. L'épouse de MUVUNYI, tutsi de Kibungo, était la sœur de KAYOMBYA et seul un officier du rang de MUVUNYI avait la possibilité de protéger KAYOMBYA et de le mettre à l'abri<sup>59</sup>, c'est pourquoi il se réfugia à Butare le 11 avril chez MUVUNYI qui se voyait dans l'obligation morale de le protéger. Il gagna le Burundi le 15 avril avec l'aide de MUVUNYI. La responsabilité vis-à-vis de la parentèle était d'autant plus grande que l'épouse tutsi de KAYOMBYA était la fille d'un très important commerçant tutsi de Kigali, Tharcisse KAREKEZI, enrichi dans l'exportation de peaux tannées et la fourniture de viande à l'armée. Ce dernier avait marié trois de ses filles respectivement avec Bonaventure HABIMANA, secrétaire général du parti unique MRND de 1975 à 1991 (et donc 2<sup>ème</sup> personnage de l'État jusqu'à l'instauration du multipartisme), avec Thaddée MUSONI, un fils d'Éliab NDAMAGE, grand commerçant installé à Kigali et originaire de Gitarama,<sup>60</sup> et avec Sylvestre KAMALI, originaire de Gisenyi et ancien ambassadeur du Rwanda dans divers pays dont la Chine, son dernier poste. Vis-à-vis du colonel Anselme NSHIZIRUNGU, la position du lieutenant-colonel MUVUNYI apparaissait encore plus compliquée. Menacé de mort, celui-ci avait gagné Butare dès le 16 avril et avait aussitôt tenté de faire passer ses enfants au Burundi, mais ils avaient été arrêtés et ramenés à Butare par les militaires du camp Ngoma. Il avait alors demandé protection au commandant de l'ESO qui, manifestement, ne s'impliqua guère pour faire fléchir l'hostilité des militaires. Ce n'est que le 26 juin, après le retour du général GATSINZI à Butare, qu'Anselme NSHIZIRUNGU réussit à gagner la frontière et à passer au Burundi. Quant à RUHUTINYANYA, il fut tué au courant du mois de mai. Son corps en état de décomposition avancé fut, d'après des témoins, identifié à la sortie de la ville vers le 25 juin. Lors du déplacement des autorités sur les lieux (autorités militaire, communale et préfectorale), il apparut qu'il s'agissait d'une erreur. À cette occasion, le préfet NTEZILYAYO déclara qu'il savait que ce ne pouvait être le cadavre de RUHUTINYANYA qui, selon lui, était mort

<sup>57</sup> Le sous-lieutenant Ézechiel GAKWERERE se distingua pour son activisme antitutsi et joua un rôle important dans l'entraînement des groupes *Interahamwe* à Butare et Gikongoro.

<sup>58</sup> La « nouvelle formule » concernait les élèves recrutés directement à la sortie de l'enseignement primaire et qui recevait à l'ESO une formation équivalente aux trois premières années du secondaire avant d'entrer dans le cycle de formation militaire spécifique.

<sup>59</sup> Malgré une réputation peu favorable au sein de la haute hiérarchie (ainsi le général Déogratias NSABIMANA le « soupçonnait » d'être tutsi), Tharcisse MUVUNYI était considéré comme un officier important. Il était originaire de la même commune Mukarange qu'Augustin BIZIMUNGU, alors chef d'État-major.

<sup>60</sup> Quant à lui, Éliab NDAMAGE est le beau-père du colonel Laurent RUTAYISIRE (Gikongoro), de feu Félicien GATABAZI (Butare), de feu le lieutenant-colonel Froduald MUGEMANYI (Gikongoro), etc.

dans « d'autres conditions » qu'il connaissait mais qu'il n'a pas précisées. D'après divers témoignages, RUHUTINYANYA aurait été tué d'une balle dans la tête devant l'hôtel Faucon. Un témoignage précise que l'auteur de l'assassinat était le sous-lieutenant Jean-Pierre BIZIMANA, alias RWATSI, demeurant à Buye et qui dirigeait le 1<sup>er</sup> peloton de la 3<sup>ème</sup> compagnie « Nouvelle formule » de l'ESO ;

- elle proteste en second lieu envers la nomination du capitaine Jean de Dieu MUGABO, originaire de Gisenyi, nommé commandant du groupement de gendarmerie qu'elle dénonce comme un « *umugogwe* »<sup>61</sup>, c'est-à-dire un tutsi du Nord ! En fait, le capitaine est hutu. Cette filiation tutsi lui serait ainsi attribué du seul fait que son installation à Butare n'était pas précédée par une réputation d'extrémiste prohutu ;

- enfin, troisième dossier à l'origine de sa visite, la nomination d'un « complice des *Inkotanyi* » à la tête du camp Ngoma. Il s'agit du major Charles NTAMBABAZI, qui avait sollicité une mutation dans le Sud pour se mettre à l'abri des menaces qui pesaient sur lui à Kigali où il était commandant de la compagnie transport de « La Base » à Kanombe. Il était en fait le frère de feu le ministre NZAMURAMBAHO (famille dont P. NYIRAMASUHUKO a déjà dénoncé un autre frère comme « organisateur des troubles » à Butare en février 1994 (cf. *infra*, p. 16).

Cette mise en perspective situe Pauline NYIRAMASUHUKO comme la promotrice la plus intransigeante d'une ligne dure qui ne respecte même plus les solidarités nouées entre les différentes composantes des élites de l'ancien régime. C'est bien elle qui tente de conduire l'élimination des ennemis jusqu'à son terme alors même que les énergies de beaucoup se relâchent. Comme on le verra, cette ligne s'imposa à la fin du mois de mai avec la relance des activités de l'autodéfense civile sur ordre du gouvernement intérimaire et le renouvellement des cadres « timorés », dont le préfet NSABIMANA.

#### 16 mai 1994 : Conseil préfectoral de sécurité de Butare Pages des 30-31 janvier, 19-20 février, 22 février

- *Urwikekwe no gutinyatinya bituma akazi kadatangira*  
(« La suspicion et la peur font que le travail ne commence pas »)

Le problème de l'essence. Il n'y a pas de réserve

- Autorisation de circuler en ville/commandant de place avec autorisation du bourgmestre commune Ngoma.

- Les motos n'ont pas l'autorisation de circuler

- Les bicyclettes ne nécessitent pas d'autorisation quoique dangereux

- *Imodoka sans plaque zigomba gufatwa niyo zaba zitwawe n'abasilikali*

- *Ibirangashyaka biveho hasigare ishyaka limwe ryo kurwanya inkotanyi alizo mwanzi wacu twese aho guhora mwikanga interahamwe*

(« - Les véhicules sans plaques doivent être saisis même s'ils sont conduits par des militaires.

- Les insignes des partis doivent disparaître pour laisser place à un seul parti qui combattra les *Inkotanyi*, notre ennemi commun, au lieu d'avoir toujours peur des *Interahamwe* ») (fin p. 30/01)

(Suite agenda, p. 31/01, 2<sup>ème</sup> §)

Mauvais

→ BAKUNDUKIZE Tharcisse

Crête Zaïre-Nil

<sup>61</sup> Le massacre des Bagogwe se déroula en janvier et février 1991 dans la région des Volcans. Il fut organisé par les autorités civiles et militaires, suite à l'attaque du FPR sur la ville de Ruhengeri le 23 janvier et illustra la mise en œuvre d'une stratégie génocidaire à l'égard de populations civiles prises en otage en riposte aux incursions militaires du FPR.

*Nimulinde ibyambu byose, tous les coins stratégiques*

*Ishimwe ry'abaselire lizaboneka*

*Ikibazo cyere-keranye no kwirwanaho*

*Bg. Nagire liste y'abajura abahe amasomo yo gukunda amahoro n'igihugu*

- Ko turi mu ntambara umuntu w'icyitso cyangwa wagiye kwiga ku Mulindi ibyo bikwiye kuvaho

- Gusaka gahunda irahali

(« - Garder tous les ponts, tous les coins stratégiques

- Les primes des membres des comités de cellule seront disponibles.

Le problème de la défense civile

- Le bourgmestre devrait avoir une liste des bandits, qu'il leur donne des leçons de morale, pour aimer leur pays et la paix.

- Puisque nous sommes en guerre, un complice ou celui qui a été entraîné à Mulindi, ils doivent disparaître.

- La perquisition : le programme est là. ») (fin p. 31/01)

(Suite agenda, p. 19/02)

- Kwigisha abantu kwirwanaho ngo ni ukwigisha abakiga ngo bazamare abanyenduga !!

*Kugenzura tugomba kubifatanya kuko umujyi n'uterwa ni twese tuzazahara.*

*Umusivili ntagomba kwilirwa kuli barrière y'abasilikare kuko bamwe niho batungira agatoki*

(« - On dit que former la population à l'autodéfense civile reviendrait à entraîner les gens originaires du Nord à éliminer les gens du Sud !!

- Nous devons tous participer aux contrôles, car si la ville est attaquée tout le monde en subira les conséquences

- Les civils ne doivent pas passer la journée aux barrières tenues par les militaires car c'est de là que viennent les délations »)

Colonel Muvunyi

- Hari abantu bajenjetse En plus de la carte d'identité mugomba gusaka sérieusement mukabaza umuntu aho aturuka kugirango urebe niba azi u Rwanda

- Mugomba kudutungira agatoki. Guellilas irwanywa n'indi guellilas

- Démystifier l'usage d'armes kuko tugomba kumenya kuyikoresha.

- Hégémonie Hima-tutsi de la zone interlacustre niyo ishakwa ngo vuba aha le 18 mai abahutu lero nimwe mubwirwa

(« Il y a des gens qui ne sont pas sévères. En plus de la carte d'identité, vous devez fouiller sérieusement ; demander à l'intéressé d'où il vient pour tester s'il connaît le Rwanda

- Vous devez procéder à des dénonciations et indiquer les gens aux militaires

- La guérilla est contrecarrée par une autre guérilla

- Démystifier l'usage d'armes parce que nous devons tous savoir les utiliser

- C'est l'hégémonie Hima-tutsi de la zone interlacustre qui est visée, et d'ici peu. Le 18 mai. Les Hutu sont avertis. ») (fin p. 19/02)

(Suite agenda, p. 20/02)

Directeur de cabinet

*Gukunda ibintu nibyo bigiye gutuma dutsindwa Mutange ibyo mufite turwane ku gihugu cyacu.*

*Umuganda wo kuvanaho urwihisho - abatazaza bazaba ali abafasha umwanzi.*

*Gukora Nimudakora inzara izadutsinda ubwayo. "Wima igihugu amaraso imbwa ikayanywera ubusa"*

- Umusanzu w'ingabo

(« - L'attachement à nos biens. Voilà ce qui va nous conduire à la défaite. Donnez tout ce que vous possédez afin de protéger notre patrie.

- Les travaux communautaires Umuganda pour détruire les planques. Ceux qui ne viendraient pas y participer seraient considérés comme des complices de l'ennemi.

- Mettez-vous au travail sinon nous serons vaincus par la faim elle-même.

« Tu refuses du sang à ton pays et le chien le boit gratuitement. »

Les cotisations destinées à l'armée »)

Sous-préfet

*Information igomba kwihuta*

(« L'information doit être donnée à chaud »)

Vice-recteur

*L'umuganda + réunion*

(« Les travaux communautaires + réunion »)

Rekeraho<sup>62</sup>

*Ese les Bg. Basobanuye iyi ntambara icyo ali cyo ?*

(« Les Bourgmestres ont-ils expliqué la nature de cette guerre ? »)

Bg. Shyanda :

*Ntiyunvikana n'abaturage ngo hari abantu bahishe mu bigo, Save Bivuzwe na Konseye Gatoki. Il a une liste des suspects ?*

(« Le bourgmestre de Shyanda n'est pas en bons termes avec la population. Il y a des gens qui se cachent au sein des établissements de Savé. Ceci est rapporté par le conseiller GATOKI. Il a une liste des suspects.<sup>63</sup> ») (fin 20/02)

(Suite agenda, p. 22/02)

Félix

*Imutekamo muke*

*Uruhusa rwo gutunga*

*Imbunda*

*Gatanguriya : Komini zo ku nkiko zincique kwita bwaro*

(« Insécurité.

Autorisation de posséder des armes

Gatanguriya : les communes frontalières doivent retenir une attention particulière »)

Ce compte rendu apparaît à bien des égards surprenant et il est dommage que l'identité de tous les intervenants ne soit pas rapportée. Vraisemblablement la première partie correspond à une intervention du préfet NSABIMANA, président du conseil. Mais on ne peut exclure que les propos transcrits aient été réécrits et radicalisés par la rédactrice du document. Il faut garder en mémoire qu'aussi bien NSABIMANA que MUVUNYI viennent d'être pris en flagrant délit de sollicitude envers les « complices ».

Soulignons tout d'abord que des réserves fortes envers la politique des massacres systématiques et la défense civile ressortent des propos, soit ouvertement (« - On dit que former la population à l'autodéfense civile reviendrait à entraîner les gens originaires du Nord à éliminer les gens originaires du Sud !! ; - Nous devons tous participer aux contrôles, car si la ville est attaquée tout le monde en subira les conséquences » ; « - Les civils ne doivent pas passer la journée aux barrières tenues par les militaires car c'est de là que viennent les délations » ; « L'attachement à nos biens. Voilà ce qui va nous conduire à la défaite. Donnez tout ce que vous possédez afin de protéger notre patrie. ») ou indirectement (« La suspicion et la peur font que le travail ne commence pas », « au lieu d'avoir toujours peur des Interahamwe » ; « Les bourgmestres ont-ils expliqué la nature de cette guerre ? »).

La tonalité générale est cependant extrêmement combative et les incitations formulées sont explicites : le bourgmestre de Ngoma devrait avoir une liste des « bandits » ; « il y a des gens qui ne

<sup>62</sup> L'adjudant-chef Emmanuel REKERAO, membre du comité de sécurité, avait en charge la formation de recrues pour l'armée.

<sup>63</sup> Cette dénonciation par le conseiller de secteur GATOKI équivaut à une déclaration de candidature au cas où l'élimination du bourgmestre Théophile SHYIRAMBERE serait envisagée avec l'approbation des autorités.

sont pas sévères »... Des phrases fortes sont prononcées autour du tryptique : dénonciation, perquisition, élimination : « Puisque nous sommes en guerre, un complice ou celui qui a été entraîné à Mulindi, ils doivent disparaître » ; « - La perquisition : le programme est là. ». Le colonel MUVUNYI et le directeur de cabinet ministériel présent à cette réunion se distinguent par leur agressivité : « C'est l'hégémonie Hima-tutsi de la zone interlacustre qui est visée, et d'ici peu. Le 18 mai. Les Hutu sont avertis. » ; « - Les travaux communautaires Umuganda pour détruire les planques. Ceux qui ne viendraient pas seraient des complices. » ; « Tu refuses du sang à ton pays et le chien le boit gratuitement ».

Notons que ce texte est agrémenté d'une touche personnelle par Pauline NYIRAMASUHUKO : un encart spécial est réservé à un cadre du projet Crête Zaïre-Nil avec la mention : « Mauvais ». Synonyme à cette page comme à d'autres d'élimination programmée.

**17 mai 1994 : Conseil des ministres (Murambi, Gitarama)**  
**Pages des 22 au 28 février (bis)**

Conseil des ministres du 17/5/94

- ≠ Instruction sur la défense civile
- ≠ Soutien aux Forces Armées Rwandaises
- ≠ Reconnaissance des Républiques tchèque et slovaque
- ≠ Gestion du centre de Murambi
- Note de la V-P CND<sup>64</sup>
- ≠ Mission d'un journaliste de l'Orinfor en Europe
- ≠ Demande d'asile politique sieur Georges Ruggiu
- ≠ Avis du Gouvernement rwandais sur la Minuar A
- ≠ Nomination chefs de mission diplomatique Paris et Bonn.
- ≠ Mission à Berne (fin p. 22/02)

**(Suite agenda, p. 23/02)**

- Nomination des Bourgmestres et Sous/Préfets → vendredi
- Inventaire du charroi et leur gestion → Minitransco
- Remplacement des magistrats → Minijust
- Réfugiés en Tanzanie et emprisonnés là-bas par l'instigation de certains membres de la Croix-Rouge et du FPR
- *Gushaka* les devises (« chercher les devises »)
- Commercialisation des minerais → Copimar
- Mouvement suspect des Tutsi à Goma pour l'embargo des Hutu rwandais -
- D'ailleurs l'aéroport de Goma nous est fermé aujourd'hui

- Libérer les gens du FPR qui sont aux Mille Collines, Hôtel Méridien, Hôtel Amahoro (fin p. 23/02)

**(Suite agenda, p. 24/02)**

- La Minuar A dans ces dispositions ne nous donne pas des garanties comme quoi le FPR ne va pas nous attaquer
- L'embargo frappe le Gouvernement et non le FPR
- La neutralisation de l'aéroport de Kanombe
- La situation est grave. Le pont Rwabusoro est coupé donc nous sommes sans liaison possible avec Kigali et Kibungo et Byumba en utilisant ce dernier.
- Refus de la personne de Dallaire pour conduire la Minuar A
- Problème de manque de sulfate d'alumine. (fin p. 24/02)

<sup>64</sup> Vice-présidente du CND, Immaculée NYIRABIZEYIMANA.



(Suite agenda, p. 25/02)

- Goulot d'étranglement de nos commandes d'armes
- Défense civile.
  - Contrôles *ibishanga* de jour et nuit (« Contrôles des marais de jour et de nuit »)
  - Carte d'identité + *akamenyetso ka FPR* (« Lors du contrôle, vérifier la carte d'identité + chercher un signe distinctif éventuel du FPR »)
- Goulot d'étranglement, tous les services impliqués dans la commande d'armes doivent faire des efforts. Minadef, Minifin, BNR. Nos ambassades au bord de la banqueroute car il faut leur donner des moyens.
- L'embargo sur les armes
- La crédibilité du gouvernement entamée par le FPR qui a réuni les industriels étrangers leur assurant qu'il va travailler avec eux car la prise du pouvoir à Kigali est imminente
- Manque d'argent
- Manque de moyens de communication
- La méconnaissance des marchands d'armes
- La relation avec le Zaïre instable, que le Zaïre accepte d'être notre intermédiaire. (fin p. 25/02)

(Suite agenda, p. 26/02)

- (1) Commission 1<sup>er</sup> ministre
- (2) Cessez-le-feu et Doss. Dallaire.
- (3) Défense civile → Minadef
  - Mifaprofe, Mijeuma, Mineto, Miniprise<sup>65</sup>

Pour vendredi

- Nomination des Bg et S/P
- Charroi de l'État
- Défense civile

Nomination des magistrats (fin p. 26/02)

(Suite agenda, p. 27/02)

- (1) Gestion de la guerre  
BNR - Minifin - etc. ont décidé de mettre la main sur tous les comptes en devises
- (2) Résolution n° 918 du 17 mai 1994
  - négociation du cessez le feu sans conditions ou avec conditions -
    - au Zaïre chef d'État-Major de la Défense civile
- (3) Défense civile → Document Minadef. -
  - Moyens à mettre en œuvre pour mener à bien la défense civile -
- (4) Transport de certains produits notamment la sulfate d'alumine / la MINUAR  
la commission n'est pas du tout avancée

Communication du Présirép

- |                        |  |
|------------------------|--|
| - Dir cabinet          | Mbangura.  |
| - Chargé de Mission    | Ngirumpatse  |
| - Éduc                 | Kayinamura   |
| - Écon                 | Mukamanzi Monique, conseiller affaires économiques |
| - Planif <sup>er</sup> | Niragire Jean <sup>66</sup> (fin p. 27/02)         |

<sup>65</sup> Ministères de la Défense, de la Famille et de la Promotion féminine, de la Jeunesse et du Mouvement associatif, du Tourisme et de l'Environnement, de l'Enseignement primaire et secondaire. Une telle formulation a le mérite d'être claire et indiquer, sous la responsabilité du ministère de la Défense, la « hiérarchie » des ministères en charge de la mobilisation de la population...

<sup>66</sup> Il ne s'agit pas là d'une nomination nouvelle. Depuis plusieurs années, il occupait ce poste à la présidence de la République.

(Suite agenda, p. 28/02)

Mission de cessez-le feu

Le FPR n'a pas signé le même document que le Gouvernement rwandais

Les 2 délégations n'ont pas pu travailler ensemble

Le FPR veut brouiller le Gvt Rdais avec le facilitateur et le médiateur<sup>67</sup>

- Avoir quelqu'un là-bas un militaire pour question d'armes au Zaïre<sup>68</sup>

- Leur téléphone pour que nous soyons régulièrement en contact.

- Mugenzi + Ngirumpatse au Caire et Rabat en passant / Nairobi ont vu Minaffet et Président Arap

Moï

- Les ambassadeurs résidant à Nairobi mais accrédités au Rwanda

- Bangladesh dit que *dufite, ibyitso* ds notre armée (« Le Bangladesh dit que nous avons des complices dans notre armée »)

- L'Occident nous a vendu, il faut chercher d'autres alliances. (fin p. 28/02)

(Suite agenda, p. 28/02 bis)

Caire : Minaffet – Présirép nous comprennent grâce à leur ambassadeur à Kigali et le notre – On a pu obtenir la levée de l'embargo sur les armes

- Conférence de presse : les ressortissants belges → responsabilité du gouvernement belge ?

- Relations avec le Soudan - Lybie

Tunisie → sommet de l'OUA futur

N'ont pas été à Rabat

Amba Chine -

20 mai 1994 : Conseil des ministres (Murambi, Gitarama)

Pages des 20 et 21 mai

Conseil des ministres du 20/5/94

1 – Mugina – Ukozehasi Jean-Népomuscène

\* Ndamage Martin.

Lic en Histoire

2 – Muyira

3 – Ntyazo

4 – Muhazi

5 – Cyimbogo.

Nomination du Colonel Kanyamanza Directeur Régie des aéroports du Rwanda –

- 66 véhicules sur place.

Maintenance des véhicules

- Problèmes des magistrats

Conseil supérieur de la Magistrature

- Inventaire de ceux encore existants en activité.

- Commission de réflexion sur le fonctionnement des institutions : dualité

- Loi sur l'état d'urgence.

- *Imbabazi* aux prisonniers. (« amnistie »)

- Violation des droits de l'homme zone FPR (fin p. 20/05)

(Suite agenda, p. 21/05)

Guerre médiatique : une cellule destinée à encadrer la presse

<sup>67</sup> Facilitateur (président zaïrois) : Sese Seko MOBUTU; Médiateur (président tanzanien) : Ali Hassan MWINYI.

<sup>68</sup> Le conseil des ministres nomma le 20 mai le colonel Ephrem SETAKO (*hutu, Ruhengeri*), attaché militaire à Kinshasa.

Spiridion Shyirambere en France professeur dans un lycée voudrait nous aider dans la guerre médiatique.

- Nommer les consuls
- Achat des pages dans les journaux
- Assainir le personnel de nos ambassades
- Rédiger un document sur les causes profondes de la guerre – film le Rwanda après la mort du Président Habyarimana.
- Nomination d'un attaché militaire temporaire à Kinshasa. Colonel SETAKO Ephrem

**22 mai 1994 : réunion chez le Premier ministre Jean KAMBANDA à Gitarama**  
**Pages du 22 au 25 mai**

Chez Kambanda

- *Abanyabugesera baraje*  
18 personnes kwa  
oncle + gd frère décédés  
mais ses enfants et femmes sont là.
- décès + Nkerabigwi + son fils  
Emmanuel Gakwaya.  
*Komini Ngenda segiteri Gakomeye* (« Commune Ngenda, secteur Gakomeye »)
- Représentant du Ministraso  
Grégoire → défend les belges
- S/P Bicomumpaka  
sa secrétaire
- Kabagambe → DGB - 2 sœurs  
Préfet → convoi  
Gatsinzi Antoine<sup>69</sup> → Muvunyi
- Karekezi + chauffeur pelle mécanique  
Directeur prison.

Δ ! *Ibyerekeye imbunda* pour le Cercle des Républicains (« à propos des fusils pour le Cercle des Républicains »)<sup>70</sup> (fin p. 22/05)

(Suite agenda, p. 23-25/05)

Présentation des décomptes des populations déplacées du Bugesera (sous-préfecture Kanazi) fuyant l'offensive du FPR et hébergées dans la préfecture de Butare (classement par commune et préfectures d'origine).

La page du 25 mai s'achève avec la phrase suivante :

« Démystifier l'ennemi donc les journalistes partiraient avec les ministres chargés d'encadrer les préfectures »

**28 mai : Recension et dénonciation de « complices »**  
**Page 28 mai**

ESO

Caporal HAKIZIMANA 9 ans

Caporal UKHAZINUBANDA (9

<sup>69</sup> Commerçant. Il travaillait avec l'épouse du lieutenant-colonel MUVUNYI.

<sup>70</sup> Dont le chef était Eugène RWAMUCYO, professeur à l'UNR. Ce dernier joua un rôle important dans la mobilisation antitutsi et l'encadrement des activistes, notamment à l'Université.

*Yabwiye amagombo mabi abokenage kuri Mwogo* [« aurait adressé des mots indignes à la population à Mwogo » (la rivière Mwogo)]<sup>71</sup>

**31 mai 1994 : Conseil de sécurité à Butare**  
**Pages du 26 et du 27 mai**

Muyaga-Rusatira-Mugusa → Ruhashya - Nyabisindu

*Kugemulira abali ku rugamba ntibishoboka donc bagomba kubyamba ibyo basanze*

(« Il est impossible de ravitailler ceux qui sont sur le front ; ils doivent donc manger ce qu'ils trouvent sur place »)

Fouille systématique

Résister sur place

Incorporation provisoire de 2000 jeunes honnêtes d'ici 2 jours

- Débroussailler et

- Éclaircir les forêts

- Faire les tranchées d'observation et d'écoute

- Tenue de rechange civile.

*Ibikote by'imbeho* (« Des manteaux pour se protéger contre le froid »)

- Umuganda pour tous

Ndora n'ont que 3 fusils n'ont pas de radios

Tueries par FPR Bugeru-Ntyazo

Curusi-Mugusa

*Gushaka Imipanga* (« Chercher des machettes »)

Signe distinctif (*ikirere*) [« feuille de bananier »] (fin p. 26/05)

(Suite agenda, p. 27/05)

Maraba 30 - Dirprison Munyeragwe<sup>72</sup>

Ruhashya 30 - Prore<sup>73</sup>

Rusatira 60 - Sylvain + Shyanda

Mugusa 60 - Préfet

Muyaga 60 - Rutayisire<sup>74</sup>

Runyinya-Gishamvu : S/P<sup>75</sup>

- Décide la ligne de départ

- Progression à vue. Avoir les observateurs devant la masse

- La commune Ngoma devrait faire cette fouille dans les différentes forêts car 3/4 de la commune est faite de forêts

- Risque de pillage. Chaque cellule devrait avoir au moins cinq responsables.

- Logistique *buri wese agomba kugira icyo ashinzwe* (« Chacun doit avoir une attribution précise »)

- L'UNR voudrait avoir des fusils pour l'autodéfense avec leur cotisation

**1<sup>er</sup> juin 1994 : Conseil des ministres (Murambi, Gitarama)**  
**Pages des 1<sup>er</sup> au 3 juin**

Conseil du Gouvernement Jeudi 1<sup>er</sup> juin

Échange sur la situation du mouvement

<sup>71</sup> Ils ont 9 années d'ancienneté. Les deux sont des « mauvais ».

<sup>72</sup> Le chiffre indique les effectifs que chaque responsable, indiqué ensuite, doit regrouper pour conduire l'opération de ratissage avec les machettes et les feuilles de bananier.

<sup>73</sup> Procureur de la république : Mathias BUSHISHI.

<sup>74</sup> Sous-préfet.

<sup>75</sup> Assiel SIMBALIKURE.

- 96<sup>ème</sup> bataillon Muvumba (commune de) s'est replié depuis Byumba – Rwamagana, Kibungo – Bugesera et maintenant Nyanza et Rukondo
- 19 tonnes de munition = 2 jours
- Problèmes : manque de munitions et du personnel d'encadrement
- Manque de cohésion au sein de l'armée : *ibyitsa*
- Manque de cohésion entre l'armée et le gouvernement, certains voudraient négocier celle (seuls) avec l'ennemi (**fin p. 1<sup>er</sup>/06**)

(Suite agenda, p. 2/06)

Cotisation

1 <sup>er</sup> ministre	5 000
Mifaprofe	5 000
Minitraso	2 000
Minifope	2 000
Miniplan	2 000
Minitrape	2 000
Minisupres	2 000

Achats

Primus	2 700 + 2 500
Ibijumba	300
Imiboga	200
Fruits	500
Imyumbati	100
Igihaza	80
Sel	430
Inyama	1 000 + 2 000
Ubutunguru	100
Primus	7 400 ( <b>fin p. 2/06</b> )

(Suite agenda, p. 3/06)

/ Minifope

Gitarama : Mijeuma → Nyabikenke.

Gisenyi : Miniplan + Minitraso :

↓ Mineto → Popul<sup>n</sup> + Défense civile

Miniprisec → bureau à Gisenyi

Mifaprofe. → Muramba et Butare

et lorgner sur Gikongoro

→ Lybie

9.000.000 \$ ∠ → Égypte – Tchad.

4.200.000 \$ → *intwara* (« les armes »)

Bagosora + Ruhorahoza [Jean-Bosco]<sup>76</sup>

└ le Mounier

2.200.000 \$. depuis 7 mois.

Garantie de livraison

l'adresse du fournisseur

prix FOB - où .

*Capitaine Habimana de Gisenyi ngo yishe interahamwe ngo kuko zafashe umututsikazi du FPR.*

<sup>76</sup> Byumba.

*Karamira yagiye gushaka intwari il ne revient pas encore*

(« Le capitaine Habimana de Gisenyi aurait tué des *Interahamwe* qui avaient violé une femme tutsi du FPR

Karamira est en mission pour acheter des d'armes. Il ne revient pas encore »)

Bakundukize Innocent agronome Mata (fin p. 3/06)

(Suite agenda, p. 4/06)

### Conseil des Ministres

#### Décisions.

1. Nomination Amba Bonn  
Gnl NDINDILYIMANA
2. Nomination chef E.M. GN  
Col MUBERUKA<sup>77</sup>
3. Nomination Préfet Gitarama  
Major UKULIKIYEYEZU<sup>78</sup>

### 3 au 7 juin 1994 : Déplacements et notes diverses de Pauline NYIRAMASUHUKO

Pages du 28 au 29 mai

Le 3 à Gikongoro → Mubuga sous-préfet Mwulire

Le 4 Mbazi Mwulire Atelier

Le 5 Mugusa population sans action, militaire envoi sans cartouches

Δ ! Préfecture Butare non gardée

car brigade fermée le parquet non opérant

NSHIZIRUNGU

MUNYENGANGO

MUVUNYI

Frère NZAMURAMBAHO

Préfet<sup>79</sup>

Le 6 « chez SEMWAGA des gens ont été tués, les autres ont été tabassés ». Les gendarmes ont tiré sur la population causant l'insécurité dans la commune<sup>80</sup> (fin p. 28/05)

(Suite agenda, p. 29/05)

↗ les armes même cotiser pour cela

Le 7 Ndora et Nyaruhengeri

RWANGOMBWA<sup>81</sup>

Δ ! Dossier Minitraso *bajyanye abana Sud Kivu* (« ont conduit des enfants au Sud Kivu »)

↳ Terre des hommes et Croix-Rouge

les encadreurs *ni abasore baruta abana ubwinshi* (« sont des jeunes plus nombreux que les enfants »).

C'est un recrutement pour le FPR déguisé 3 bus<sup>82</sup>

Le 8 : les bourgmestres et sous-préfets → mobilisation de la population et utilisation des armes traditionnelles<sup>83</sup>

<sup>77</sup> Originaire de Musasa (Kigali rural), il était lié à différentes personnalités de la préfecture (J. KAVARUGANDA, Laurent SEMANZA, Charles NYANDWI, Bonaventure HABIMANA, etc.). Les ressortissants de cette région passent pour plus sudistes que nordistes et à ce titre, sa nomination paraissait acceptable pour les gens du sud.

<sup>78</sup> Il s'agit de Jean-Damascène UKULIKIYEYEZU (*hutu, Gitarama*).

<sup>79</sup> Liste de traîtres. Cf. tome 1, note 352, p. 151.

<sup>80</sup> Cf. tome 1, p. 152.

<sup>81</sup> Nom d'un commerçant de Nyaruhengeri qui s'occupait de la collecte des cotisations.

<sup>82</sup> Le dépit du prédateur devant les proies qui lui échappent est ici exprimé ouvertement. Le convoi humanitaire emmenait effectivement un certain nombre d'adultes tutsi comme « accompagnateurs » des orphelins et enfants abandonnés.

<sup>83</sup> Le 8 juin est une date importante : c'est le jour où sont arrivés dans les préfectures les nouveaux textes envoyés par le ministère de l'Intérieur sur l'organisation de l'autodéfense civile et la relance des massacres. Comme d'habitude, la ministre zélée, qui maîtrise les informations et assure le suivi de toute la chaîne de décision, anticipe leur mise en œuvre avant même que le cadre formel soit établi : priorité aux massacres !

Mbazi = Étienne Prof. Commune / Siméon

- LE FPR veut prendre les hauteurs *ibisi bya Huye hali abafatiwe muri Runyinya* (« la chaîne des montagnes de Huye. Certains ont été arrêtés à Runyinya »)  
- Kigembe = SESONGA *akoresha* (« emploie ») les jeunes Tutsi<sup>84</sup>

### 6 juin 1994 : Conseil des ministres (Murambi, Gitarama) Pages du 5 et 6 juin (1<sup>er</sup> §)

Conseil du 6/6/94

Bourgmestres de Shyorongi, Mbogo, Kanombe<sup>85</sup>, Tumba (Byumba) démontrent le manque d'encadrement de la population

Être combatif dans la guerre médiatique

Contrat avec 1 français

70 000 \$ spécialiste de communication

2<sup>ème</sup> au public américain

3<sup>ème</sup> envoi d'un journaliste européen

- Présirép voyage Tunis
- Passant / Genève . Zaïre

\* Effectif des militaires ± 200 GD).

Blessés ± 5 000 et 1 000 morts

Engagement des intellectuels pour l'encadrement des militaires

ESM se trouve à Kigeme

Rappeler ce (ceux) qui sont aux études à l'étranger.

- \* Désertion. → les traquer et les juger – avoir des prisons militaires, auditorat militaire – Formation de la police militaire (**fin p. 5/06**)

#### (Suite agenda, p. 6/06)

*Regrouper abantu bose bafite imbunda* (« Regrouper tous les gens qui possèdent des fusils »)

La défense civile n'a de sens que de défendre la zone non encore au combat (occupée)

*Ibyitso militaire* (« Les complices militaires »)

Nomination de Munyengango ESO<sup>86</sup>

Et de

### 6 juin 1994 : Notes diverses

#### Page 6 juin

Rwagasore Siméon a un téléphone satellite de BBC<sup>87</sup>

Karenzi Daniel = FPR

Kalinganire

\* Habimana Alphonse

Père Habimana Paulin

Mère Nyandwi

Secteur Mukindo

Commune Kibayi

<sup>84</sup> Dans le langage des tueurs de l'époque, cette mention signifie : à éliminer !

<sup>85</sup> Ces trois communes se trouvent dans la préfecture de Kigali rural.

<sup>86</sup> Remplace Tharcisse MUVUNYI, cf. tome 1, § 8.3., p. 142.

<sup>87</sup> Avocat au Burundi. Il y était considéré comme le représentant du FPR.

N° 25833 / 680649

Secteur Runyinya - Kibayi  
*Imyitozo gisilikare* Même pour les filles  
(« Des entraînements militaires même pour les filles »)

**9 juin 1994 : Visite de la commune Muganza (Butare)**  
**Page 9 juin**

Commune Muganza : barrières non gardées  
Secteur Muganza. Conseiller MRND

**10 juin 1994 : Notes diverses**  
**Page 10 juin**

Colonel Munyengango  
*Nyarwaya ufite umukwe Kalinda Goma* (« qui a un beau-fils du nom de Kalinda à Goma »).  
Demande Mme Colonel Ndahimana  
fille de Kagemana Jean

**10 juin 1994 : Conseil des ministres (Murambi, Gitarama)<sup>88</sup>**  
**Pages des 30 et 31 mai**

Conseil des Ministres du 10 juin 1994  
CICR Goma n'a le mandat que pour Gisenyi et Ruhengeri  
600 T sorgho 300 haricots  
500 farine de manioc  
200 orphelins venant de Kabgayi qui sont à Kabaya + 11 handicapés

\* *Mineto ngo*, [« selon (le ministre du) MINETO<sup>89</sup>], le préfet de Gisenyi n'est pas à la hauteur et quelques bourgmestres  
La défense civile n'est pas maîtrisée à Gisenyi<sup>90</sup>

Butare 2 000.000 pour défense civile / fonds pour l'auto-défense civile  
part du gouvernement

Kgl umucuruzi azatange imbunda 2, imwe pour lui, indi pour le quartier.  
(« Que chaque commerçant donne 2 fusils, un pour lui, un autre pour le quartier »)  
Secteur scolaire 10 fusils / les enseignants

Bg Mbogo est chez lui Mugambazi  
OPS Rulindo à féliciter  
S/P. de Murambi doit revenir<sup>91</sup>

Élèves terminal (fin p. 30/05)

---

<sup>88</sup> Ce fut le dernier conseil des ministres tenu à Murambi. Une partie du gouvernement se retira ensuite vers Gisenyi.

<sup>89</sup> Ministère de l'Environnement et du Tourisme.

<sup>90</sup> À la lumière de ce propos, on comprend pourquoi le préfet Charles ZILIMBAGABO fut maintenu en fonction par les nouvelles autorités du FPR.

<sup>91</sup> Préfecture de Kigali rural. Rulindo n'est pas une commune, mais une région qui couvre une partie des communes Mbogo et Tare (préfecture de Kigali rural) et celle de Tumba (préfecture de Byumba).



(Suite agenda, p. 31/05)

Bonne collaboration entre sous-préfet Rushashi et Kiyumba<sup>92</sup> et même entre les Bg.

- Encadrement des déplacés

Bourgmaster Butamwa a déserté<sup>93</sup>, il avait dans son bureau 80 fusils

OPS Ruhengeri Lt col Bivugabagabo

Distribution contestée des fusils.

Kinigi = 120 fusils

Toute la population est mobilisée pour la défense civile (militarisée)

Information

Kibuye : le centre n'a pas de déplacés

*Shuri ry'i Nyamishaba licumbikiye abantu* (« L'école de Nyamishaba héberge des gens »)

- Eto (école technique) → banques populaires

- *Entenne ya Karongi* à protéger. (« L'antenne de Karongi à protéger »)

- *Abahutu benshi* infiltrés par le FPR ds Kibuye (« beaucoup de Hutu sont infiltrés par le FPR dans Kibuye »)

- Problèmes fermeture marché le long du lac Kivu

Rwamatamu le Bourgmaster est le frère de Sendashonga.<sup>94</sup>

- Problème des *Inyenzi mu Bisesero* -

- Bwakira - on vole les déplacés

Le 1<sup>er</sup> substitut travaille avec les bandits de Birambo

+ 1 avocat nommé Mbonyumukura = bandit

*Guhemba abaselire*/les Bourgmasters (« salaires des membres des comités de cellules et des bourgmestres »)

**17 juin 1994 : Conseil des ministres (Gisenyi)**

Pages des 18 et 19 mai + page 4 juin (2<sup>ème</sup> moitié : Nomination...) + page 9 juin (2<sup>ème</sup> partie : Nomination...)

Situation sur terrain (militaire, défense civile, déplacés de guerre, politique et diplomatique)  
Manque d'armement.

*Commune Gishyita segiteri Bisesero hari inyenzi* (« problème des *Inyenzi* dans la région de Bisesero secteur Bisesero, commune Gishyita »)

- Rwamatamu et Major Jabo empêchent une action concertée pour en venir à bout

- Camps Giciye et Gaseke bien encadrés

- Consul d'Italie peut accueillir 5 000 orphelins à Bukavu avec l'intermédiaire de Terre des hommes  
Singirankabo entraîne la défense civile mais a des difficultés avec le cdt de place de Cyangugu<sup>95</sup>

Cotisation de 23 millions.

Mécanisme d'achat groupé d'armes (fin p. 18/05)

(Suite agenda, p. 19/05)

Karongi : pas gardé

<sup>92</sup> Préfecture de Gitarama, sous-préfecture de Kiyumba.

<sup>93</sup> Le bourgmestre de la commune Butamwa (préfecture de Kigali rural), Laurent TWAGIYAREZU, était membre du MDR. Seul bourgmestre non-MRND dans cette préfecture dominée par les extrémistes Hutu *Power*, sa situation fut toujours difficile.

<sup>94</sup> Abel FURERE était le frère de Seth SENDASHONGA, membre du FPR et ministre désigné de la Jeunesse et du Mouvement Associatif dans le GTBE.

<sup>95</sup> Même si le lieutenant Samuel IMANISHIMIYE exerçait la réalité du commandement militaire à Cyangugu, c'était le commandant du groupement de la gendarmerie, le lieutenant-colonel Innocent BAVUGAMENSHI (*hutu, Cyangu*) qui était formellement le commandant de place de Cyangugu en raison de son grade le plus élevé. Nommé vers le 20 avril, et malgré de graves menaces de la part des militaires, il rompit avec l'attitude de son prédécesseur, le major Innocent MUNYARUGERERO (*hutu, Ruhengeri*), très actif dans les massacres et le génocide. Il fut victime d'une tentative d'assassinat de la part des FAR au cours de laquelle un de ses accompagnateurs fut grièvement blessé.

Usine à thé de Gisovu n'a que 2 gendarmes, *abareservistes bakwiye kuhalinda hose 20 pers* (« Les réservistes devraient garder ces deux endroits : 20 personnes »)

*Kuwisumo Projet GTZ*

*Abasesero*, ce sont des anciens éclaireurs guerriers féodaux. Chez le FPR Polisi Denis ... Rwigara sont de la région et Bisesero a été choisi par Biseruka car connu par lui comme coin stratégique. Gisenyi sera attaqué depuis Bisesero et Kabuhanga < Gisenyi >. Il faut une opération musclée. Gisenyi n'a qu'un seul bataillon, le 42<sup>e</sup> bataillon.

(...)

Ce conseil des ministres prolonge celui du 10 juin qui avait déjà mis au centre de ses préoccupations la situation du secteur Bisesero en préfecture de Kibuye où des déplacés tutsi regroupés, auxquels toute fuite était interdite, opposaient une forte résistance aux miliciens qui tentaient de les massacrer. On peut noter que la légitimité de l'opération d'anéantissement des déplacés de Bisesero est confortée à partir de pseudos arguments « historiques » et de haute stratégie militaire, vis-à-vis desquels la ministre NYIRAMASUHUKE se montre particulièrement réceptive.

On soulignera encore que ce conseil des ministres renouvelle un certain nombre de cadres défaillants, notamment parmi les bourgmestres, pour les remplacer par des personnalités combattives (pages 4 et 9 juin non reprises ici) : avec 4 nominations chacune, les préfectures de Butare et de Gitarama arrivent en tête. La volonté de radicalisation continue donc à prévaloir dans ces préfectures rétives. Lors du tour préliminaire des préfectures que les membres du gouvernement effectuèrent, Pauline NYIRAMASUHUKE se plaignit à la fois de l'administration civile et militaire : « Autorités militaires de Butare qui ont refusé les ordres de mutation. Mbazi, Nyabisindu, Rusatira, Ndora, Muganza sont des bourgmestres à remplacer » (agenda A. NGIRABATWARE, réf. KO243646). Deux des quatre nouveaux bourgmestres promus sont des valeurs sûres du MRND ayant quitté leurs fonctions lors de l'instauration du multipartisme (Vincent NGIRUWONSANGA, ancien bourgmestre MRND de Nyabisindu nommé le 29 août 1991 et évincé lors des élections de 1993 et Élie NDAYAMBAJE, ex-bourgmestre de Muganza de 1983 à 1992). Vincent NGIRUWONSANGA avait déjà été repéré par Pauline NYIRAMASUHUKE (cf. agenda, p. 3/05 : « Ngiruwonsanga Vincent de Nyabisindu petit frère Didace Ntuyenabo du Minadef Croix Rouge,). Fidèle UWIZEYE tout comme Jean-Baptiste KANDAGAYE avaient une réputation de fermeté. Ce dernier avait lui aussi été identifié par Pauline NYIRAMASUHUKE le 11 mai lors d'une réunion dans la commune Rusatira (agenda, p. 11/05),

**18 juin : Notes diverses**

**Page 18 juin**

Δ ! *Kunyura i Musange* (« passer à Musange<sup>96</sup> »)  
pour demander au gestionnaire des crédits Minifope de se rendre à Gisenyi

*Imyambi* pour 200 000 frs (« 78s pour 200 000 frs »)  
Je dois retirer une enveloppe pour l'autodéfense civile à Gisenyi<sup>97</sup>

**20 juin 1994 : Conseil des ministres tenu à Kigali**

**Page 14 juin et début page 15 juin**

KIGALI (20/6/94)

Commune

- Musambira -
- Reste *segiteri* Nkomane (secteur)
- Problèmes de médicaments

<sup>96</sup> Commune de la préfecture de Gikongoro.

<sup>97</sup> Pauline NYIRAMASUHUKE se rendit effectivement à Gisenyi et ne revint à Butare que le 23 juin.

- Problèmes de la population regroupées Mille collines  
Lycée Notre-Dame de Citeaux

Etat-Major

- Défense civile : manque d'encadrement  
Comt Bivanvagara est responsable<sup>98</sup>.  
122 m - 120  
mortier 82 v 105  
opération insecticide<sup>99</sup> dans les arrières
  - Munitions d'Air 4.<sup>100</sup>
  - Contrer les infiltrations
  - Aider à la reconquête des terrains perdus .  
Lundi et vendredi la coord<sup>n</sup> + G 3<sup>101</sup>  
Conflits entre les jeunes ≠ partis
- Δ ! Les accords d'Arusha ? (fin p. 14/06)

(Suite agenda, p. 15/06)

PVK –  
Bg Nyarugenge.

Problèmes eau et électricité

Les agents communaux Semunyana – Administrateur Financier

Gasigwa Straton Dir technique Électrogaz

Défense civile | **■** Bwanakye Jean-Baptiste → Eau et Gaz

*abategetsi ba* Partis

| Sibomana Éraste – Kigoma

(« les dirigeants des partis »)

| Hakizimana Augustin – Gikondo

**21 juin 1994 : Visite au siège de RTLM et à la préfecture de Kigali**  
**Page 15 juin (2<sup>ème</sup> moitié)**

21/6/94

- RTLM
- Presse privée écrite
- Demandes
  - accès aux documents ✓
  - photographe ✓
  - bureau
  - couvrir les visites officielles à l'étranger
  - un financement ✓

fonds de publication

Urgent = *imodoka* (« véhicule ») + essence

\* imprimante à laser : réquisitionner

Préfecture :

Demande un véhicule pour presse privée

+ carburant

- voiture du 1<sup>er</sup> ministre

<sup>98</sup> Il s'agit du commandant Patrice BIVANVAGARA (*hutu, Gisenyi*) . Il était responsable de la défense civile pour la ville de Kigali.

<sup>99</sup> Opération élaborée contre les éléments ennemis infiltrés.

<sup>100</sup> Le terme exact est « R 4 », fusil d'assaut d'origine sud-africaine.

<sup>101</sup> Il s'agit du lieutenant-colonel Paul RWARAKABIJE (*hutu, Ruhengeri*) de la 14<sup>ème</sup> promotion de l'ESM.

**Vendredi 24 juin : Notes diverses**

**Page 24 juin**

Arrivée du Cardinal Roger ETCHEGARAY<sup>102</sup> à Butare en provenance du Burundi

Jacques Vergès, avocat de Mme HABYARIMANA à propos de l'assassinat du Présirép.  
Le Gouvernement s'y joint ?

**Samedi 25 juin 1994 : Notes diverses (dossiers relatifs à la préfecture de Butare)**

**Page 25 juin**

Mininter

Commune Maraba

S'il faut un changement

Donner la place à

- Habanabashaka Ildephonse

Inspecteur scolaire

D 7 Bacc II Adm. Public.

- Nyagasaza
- Nkabunguye Emmanuel - Agro.
- Mujiyambere Antoine Prés MRND

Minisanté

- La dame du Labophar depuis le 6 avril n'a jamais mis pied au Labophar : Nyirahumure Daphrose (Daphrose)<sup>103</sup>

Son adjoint Bahonge Matthieu qui reste au travail a des difficultés puisqu'il doit faire signer tout papier à Cyangugu<sup>104</sup>

**Dimanche 26 juin 1994 : Allocution lors d'une cérémonie religieuse en présence de Mgr Etchegaray suite à l'assassinat par le FPR de trois évêques catholiques le 8 juin<sup>105</sup>**

**Page 26 juin**

Remerciement -

Mort de 3 évêques qu'on côtoie presque tous les jours car ils hébergeaient les déplacés

Historique

Gvt de 1961, le partage de pouvoir les Tutsi ont abandonné leur poste pour attaquer et reprendre tout le pouvoir, les événements au Burundi

- minorité ethnique devenant une majorité politique

- la cassure est consommée

Posons le problème ethnique car c'est le nœud du problème

Cardinal : Commission Justice et Paix

- s'adresser aux consciences
- cessez le feu
- message de paix

<sup>102</sup> Elle participa le même jour à un dîner avec le Cardinal.

<sup>103</sup> Cette directrice était tutsi.

<sup>104</sup> Il sollicite ainsi de remplacer la directrice à son poste.

<sup>105</sup> L'agenda mentionne son arrivée au Rwanda le 24 juin.

- vente d'armes → son document  
Évêque de Nyundo je ne suis pas un fugitif il veut administrer son diocèse  
Veut des facilités auprès Rome

**Jeudi 30 juin : Réunion de concertation des partis politiques pour l'installation de l'Assemblée nationale de transition**

Page 30 juin

Décision politique d'élargir l'assemblée nationale, la renouveler en faisant participer tous les partis.<sup>106</sup>

**Vendredi 1<sup>er</sup> juillet : Conseil des ministres (Gisenyi)**

Page « juillet 1994 » + pages des 1<sup>er</sup> et 2 juillet

Conseil des Ministres

1. Mise en place des Institutions : As. Nat.
2. Commission d'enquête sur les droits de l'homme
3. La situation militaire sur terrain : Problèmes des munitions –
4. Défense civile + barrières
5. Présence des militaires français
6. Les missions à l'étranger
7. 3 avions bloqués en Tanzanie

Lundi le 4 juillet : 1<sup>ère</sup> réunion de l'Assemblée nationale

11 MRND MDR PSD PL

CDR 5 PDC 4 PECO PDI 3

2 RTD PADER Parti démocrate

1 MFBP PRD UNISODEC<sup>107</sup> UDPR

PARERWA 1

Rama Rwanda 1<sup>108</sup>

[Composition de l'Assemblée nationale : le tableau ci-après fait face à l'ordre du jour du conseil des ministres et illustre le point 1.]

44      44      Député Sakindi → FPR

49      14

—      6

63      6

—  
70

CDR

PECO

RTD

Rama Rwanda

PDI

MFBP

PADER

UNISSODEC

PARERWA

MRND

MDR

PSD

PL

PDC

UDPR

PRD

Parti démocrate

17 partis

40/70

30/70

<sup>106</sup> Tous les partis ont remis au premier ministre leurs listes de candidats ? Celui-ci arrêta la liste définitive et organisa avec les ministres de l'Intérieur et de la Justice les formalités matérielles et juridiques de la séance d'installation.

<sup>107</sup> *Ihuriro ry'Abakristo riharanira imibereho myiza na Démocratie*, Union social-démocrate chrétienne.

<sup>108</sup> Le total de la représentation parlementaire indiqué ici atteint 71 députés au lieu de 70.

[La liste ci-dessous indique les responsables des achats d'armes. Elle renvoie au point 3 de l'ordre du jour du conseil des ministres]

Armement

- Bagosora
- Kayumba
- Mugenzi
- Nzirorera → réussi
- Ruhorahoza<sup>109</sup> (fin p. « Juillet »)

(Suite agenda, p. 1<sup>er</sup>/07)

*Kajeguhakwa aradutwara cafe yose yongera ibiciro buri muni*  
(« Kajeguhakwa nous prend tout le café. Il augmente les prix chaque jour »)<sup>110</sup>  
Le transporteur Duchâteau n'est pas crédible - mais il est aidé par Ayishashe qui est bien  
« Transamit »  
Reste une société Belge quand même ?  
Finances : 6 millions \$

#### Dimanche 3 juillet : Notes diverses Page 3 juillet

La ville de Butare est tombée  
Nous l'avons quitté ce jour<sup>111</sup>  
Celle de Kigali également

#### Lundi 4 juillet : Notes diverses Page 4 juillet

Mise en place de l'Assemblée nationale<sup>112</sup>

- Nzirorera
- Ndungutse François
- Nizeyimana RTD<sup>113</sup>
- Barayagwiza CDR

#### Mardi 5 juillet : Conseil des ministres à Gisenyi Pages 5 juillet, + 4, 3 juillet (2<sup>ème</sup> partie) et 2 juillet

##### Conseil des Ministres

- Information situation de guerre
- Stratégie pour l'avenir

---

<sup>109</sup> Il s'agit du colonel Théoneste BAGOSORA, directeur de cabinet au MINADEF ; du lieutenant-colonel Cyprien KAYUMBA, directeur des services financiers au MINADEF ; de Justin MUGENZI, président du PL, ministre et trafiquant renommé ; de Joseph NZIRORERA, secrétaire exécutif du MRND ; du colonel Jean-Bosco RUHORHOZA (*Byumba*), responsable des bâtiments militaires à Kanombe (décédé). Il manque dans cette liste Froduald KARAMIRA, un des principaux dirigeants du MDR, lui aussi commerçant réputé. Cf. *supra* agenda PN, en date du 1<sup>er</sup> juin.

<sup>110</sup> Il s'agit de Valens KAJEGUHAKWA, grand commerçant tutsi exilé à la fin de l'année 1990 juste avant le déclenchement de la guerre et financier du FPR... C'est ainsi qu'un éminent membre du FPR finance la logistique et les activités du gouvernement intérimaire installé à Bukavu.

<sup>111</sup> Pauline NYIRAMASUHUKO et son mari quittent Butare, accompagnés par des membres de la famille de Jean KAMBANDA, emmenant avec eux une douzaine de véhicules dont certains de l'Université. Ils s'installent à la paroisse de Muramba, commune Satinsyi, préfecture de Gisenyi où il séjournèrent jusqu'au 15 juillet.

<sup>112</sup> Bureau de l'Assemblée nationale : président, 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> vice-présidents, secrétaire-député.

<sup>113</sup> Hutu de Byumba, un des dirigeants du Rassemblement travailliste pour la démocratie.

- Nomination des cabinets politiques

Jonction à Muhondo beaucoup de pertes même en vies humaines  
Exige que les autorités viennent encadrer la population en déplacement  
Ndibwami aurait choisi de rester à Kigali

- Dépôts de carburant au Zaïre donc contacter Pétrorwanda (info/Sebagira)
  - Responsabiliser les responsables de chaque camp
- Campagne café, carburant  
Stabiliser le front. Faire un cordon de résistance  
\* Déclaration à la population sur guerre (fin p. 5/07)

(Suite agenda, p. 4/07, 2<sup>ème</sup> §)

EMS Belgique voudrait s'installer à Cyangugu  
48 militaires  
△ Enquête Internationale da 400 pers

- Zone  
Cyangugu, préfecture Kibuye  
Musange une partie de Gikongoro

? - Inconvénients de participer aux Jeux de la francophonie

- Nzabahimana : *ngo Enoch yavuzeko* les Français *babonako* le gouvernement actuel n'est pas le prolongement *ya* régime Habyarimana  
(« Enoch<sup>114</sup> a dit : les Français trouvent que le gouvernement actuel n'est pas le prolongement du régime Habyarimana ») (fin p. 4/07)

(Suite agenda, p. 3/07, 2<sup>ème</sup> partie)

Minaffet, Chirac ont soutenu l'action Turquoise  
L'Amiral Lanxade pas ?  
Gouverneur Bukavu est pour nous  
Mais Dircab Mobutu est marié à une Tutsi ⇔ à nous  
Installation d'une radio contre nous au Zaïre  
Refus donc voir plutôt la Tanzanie  
- Présirép, 1<sup>er</sup> Ministre  
Minadef, Minifin  
Minaffet Mininfor,  
Mininter (10 heures) (fin p. 3/07)

(Suite agenda, p. 2/07)

Primature<sup>115</sup> :

- Mbonyumutwa Shingiro
- Twagirumukiza Marc
- Mukandayisenga Quitterie  
Affaires politiques et extérieures
- Muhirwa Patricie Kgl + Kibuye  
Affaires Éducation, Jeunesse, Culture
- Nzeyimana Ambroise | Affaires Éco. Fin. Planification  
↳ frère Akana  
- Sécurité, Défense

<sup>114</sup> Il s'agit d'Enoch RUHIGIRA (*hutu, Kibuye*), ancien ministre à la Présidence, puis des Finances jusqu'à la mise en place du gouvernement pluripartite d'avril 1992.

<sup>115</sup> Mouvement de nomination dans les cabinets ministériels.

Minaffet :

- Kalinganire Dir cab.
- Munyeshyaka Ildephonse Af. Pol.
- Nyagahima Af Techn.

Miniprisec

- Kazare Faustin
- Kamanzi Jean-Pierre A P - Cyangugu
- Kanyandekwe A T

Mininfor

- Sebahakwa → Informaticien
- Gasimba François-Xavier A T  
Sonarwa
- Munyaneza Léonard A P Juriste

**Mercredi 6 juillet : Réunion des ressortissants de Butare à Gisenyi**  
**Page 6 juillet**

Gisenyi : réunion *Abanyabutare bari i Gisenyi* (« ressortissants de Butare installés à Gisenyi »)

- Problèmes *kubohoza* (« libération »)

*Prefegitura yacu* par action de sabotage dans les arrières du FPR

(« Le problème de la libération de notre préfecture par action de sabotage dans les arrières du FPR »)

- Encadrement des déplacés donner beaucoup d'idées

Problème du recrutement du FPR

- Muyira - Ntyazo - Nyabisindu - Rusatira - Mugusa - Muyaga - Ruhashya - Shyanda - Mbazi - Ndora  
- Ngoma - Huye

- Militaires *ibytso* : *Kubasimbura* (« militaires complices du FPR : les remplacer »)

- Rusatira
  - Gatsinzi
  - Mugemanyi
  - Ndamage Jeanne
  - Ndamage (Martin)
  - Rwabukwizi
  - Habyarabatuma
  - Musonera
- ou Habyarimana<sup>116</sup>

**Jeudi 7 juillet : Notes diverses**

**Page 7 juillet**

Demande rendez-vous avec le représentant de l'Unicef qui se trouve à Goma

- Perspectives : négociation avec le FPR puisque Twagiramungu est aussi FPR.

---

<sup>116</sup> Il s'agit du général Léonidas RUSATIRA (*Ruhengeri*), commandant de l'ESM ; du général Marcel GATSINZI (*Kigali rural*), commandant de l'ESO ; du colonel Froduald MUGEMANYI (*Gikongoro*), chef du service de santé de l'armée et directeur de l'hôpital militaire de Kanombe tué par l'APR après la destruction des camps de réfugiés au Congo, marié à la sœur du major Jeanne NDAMAGE (*Gitarama*), officier à l'ESM ; major Martin NDAMAGE (*Gikongoro*), nouvellement affecté à l'ESM, sans fonctions précises ; du colonel Alexis RWABUKWIZI, rentré de stage, sans fonctions, tué par l'APR après la destruction des camps de réfugiés au Congo ; du major gendarme Cyriaque HABYARABATUMA (*Gikongoro*), ex-commandant de la gendarmerie de Butare muté à Kigali le 19 avril ; du colonel Venant MUSONERA (*Gikongoro*), rentré de stage et encore sans fonctions ; du major Emmanuel HABYARIMANA (*Byumba*), nouvellement affecté à l'ESM, comme directeur des études.



La Communauté Internationale a créé un déséquilibre en favorisant la minorité au  $\cap$  (point de vue) militaire.

La solution réaliste serait de sécuriser la minorité, mais aussi la majorité, donc 2/3 - 1/3 minorité de blocage.

La population est avec nous.

Nos détracteurs disent que nous sommes un gouvernement autoproclamé

Un problème posé : ethnique

### **Vendredi 8 juillet : Conseil des ministres à Gisenyi**

**Page 8 juillet.**

11/19<sup>117</sup>

Conseil des Ministres

- Commission des Nations Unies enquête sur les événements au Rwanda
- Communication avec les journalistes
- Négociation avec le FPR
- Situation politique et militaire
- Approvisionnement

- Vente café sans contrat donc manque de transparence, pourquoi le Minitrape se mêle dans le dossier

Situation militaire désastreuse

Démotivation suite prise Kigali

△ Déclaration de Kigeme

Conseil

≠ Contre le remaniement

1<sup>er</sup> ministre, Mininfor, Minitraso

Mbangura, Miniplan

### Sécurité

(1) Minif Minitrape Minicomart + Minitransco

Patrimoine

(2) Minadef Mininter Minijust

(3) Minaffet + Primature Présirép

Suite Sites (pour réfugiés)

(4) - Mininter + Minaprofe Mijeuma

Ministraso, Miniprisec

Minesupres

### **Dimanche 10 juillet : Conseil des ministres<sup>118</sup> à Gisenyi**

**Pages des 11 et 12 juillet**

- Conseil des ministres du 10/7/94

- Info sur la situation politico-militaire
- Stratégie pol., mil., diplomatique
- Les déplacés
- Déclaration de Kigeme

<sup>117</sup> Cette mention, qui commence à apparaître dans l'agenda, concerne le nombre de présents au conseil des ministres. Les défections se font de plus en plus nombreuses au fil des semaines.

<sup>118</sup> D'après nos informations, ce conseil s'est étalé sur les deux journées des 10 et 11 juillet.

France discrédite le gouvernement

- souscrit et fait respecter l'embargo
  - soutien Twagiramungu
  - ne veut étendre la zone de sécurité
  - collecte info contre *abacamp*<sup>119</sup> (gvt)
  - cessez-le-feu mais prise de Ruhengeri imminente
- Yannick Gérard Amba France à Goma  
Pas d'ethnie ni région hommes nouveaux
- négociier dans la dignité

Le gvt ne doit pas se sentir fautif

- ramener le calme
- négociier avec le FPR
- aide humanitaire

Guhunga : *plan yo guhunga* (« Fuir : plan d'évacuation »)

Message = OUA, SGNU, Mali, Rwalings, Tanzanie<sup>120</sup> (fin p. 11/07)

(Suite agenda, p. 12/07)

- Minifaprote + Minitransco
- Autorités locales
- Identifier les sites et chefs de famille
- Mineprisec Minisupres Mijeuna
- Primature (*kuneka aho bagiy*) (« se renseigner sur leur destination »)

**Mardi 12 juillet : Conseil des ministres à Gisenyi**

Page du 12 juillet (2<sup>ème</sup> partie)

Le 12/7/94 8/19

Observation : assurer le suivi

Entrepôt de notre patrimoine au Zaïre à louer

288 T. = 576.000 \$

- ne pas décaisser car les Tutsi au Zaïre veulent s'approprier nos patrimoines
- achat du billet de 5 000 FRF par la BNR

Off. se désolidarisent avec Rusatira,

Musonera, Rwabukwisi, Mugemanyi

- Révoquer et arrêter Rusatira

Minadef se charge de garder la radio

**Jeudi 14 juillet : Notes diverses**

Page 14 juillet

Visite à Karuhanga dans commune Mutura<sup>121</sup>

**Vendredi 15 juillet : Notes diverses**

Page 15 juillet

Quitte Gisenyi avons passé la nuit à Kibuye

<sup>119</sup> Signification inconnue.

<sup>120</sup> SGNU : secrétariat général des Nations unies ; Rwalings : chef d'État du Ghana.

<sup>121</sup> Préfecture de Gisenyi.

Lundi 18 juillet : Notes diverses  
Pages 18 et 19 juillet

Avons quitté Cyangugu pour Bukavu

---

Brigade de Sécurité routière  
Chez FEFE<sup>122</sup>

---

A 5287 Toyota camionnette  
KU 2106 B  
Mazdatoyota Ctte 9168

---

Minibus → 90.000 kms de l'Onatracom

Élie : de l'Onatracom Kibuye

Vit chez Fefe *miwe ugambanira amamodoka*. (« C' est lui le complice de Fefe qui fournit les renseignements sur les véhicules saisis »)<sup>123</sup>  
même la Pajero PNLS du Préfet Kibuye. (fin p. 18/07)

(Suite agenda, p. 19/07)

Véhicules

IT 3456

Toyota Hilux

KANAZI

Véhicules S/P Kanzenze KANAZI

A pris part la plaque H22354 C

N° chasis YN 80.000 6198

Couleur blanche

Plaque Rwandaise A 9006

---

Toyota Hilux de 1 cabine

Plaque A 4917

Chauffeur Muhire Albert → S/Préfet Muhire

Actuellement BB 3015

---

Peugeot 305 station wagon

Plaque A 5105

Couleur bleue Electrogaz

*Ikirahuri cy'innyuma*

*Cyaramenetse plaque zi volvo* (« La vitre arrière est cassée, la Volvo n'a plus de plaques »)

Prise par 1 major

KV 2861 C

---

<sup>122</sup> Le dénommé « Fefe » était le commandant du groupement de Gendarmerie à Bukavu. Ce personnage à la réputation sulfureuse se fit connaître comme un grand prédateur et racketta abondamment les réfugiés s'emparant de manière systématique de tous les véhicules de valeur ou en bon état.

<sup>123</sup> En fait qui les dénonce à l'administration zaïroise. À Bukavu, les autorités zaïroises avaient été chargées par le Premier ministre rwandais de récupérer les véhicules de l'État appropriés par des individus. Disposition qu'elles mirent en œuvre avec zèle pour s'en emparer (notamment la brigade de sécurité routière commandée par le dénommé « Fefe »). La ministre Pauline NYIRAMASUHUKO, qui avait gagné Bukavu avec un véritable charroi, en fut elle-même la victime. Elle dénonce ici un agent rwandais qui participe à ce trafic avec Fefe.

#### 4. La poursuite de la guerre au Kivu : encadrement de la population et restructuration des instances dirigeantes du gouvernement en exil

Tableau n° 6 : La poursuite de l'activité politique en exil au Sud-Kivu et Nord-Kivu  
(18 juillet-5 novembre 1994)

- 23 juillet : réunion des ministres avec le président de la République à Bukavu (agenda PN, 23/07)
- 25 juillet : conseil des ministres à Goma (agenda PN, 25/07) ; mise en place d'un Comité de crise autour de Joseph NZIRORERA (agenda PN, 24/07)
- 27 juillet : conseil des ministres à Goma (agenda PN, 27/07)
- 29 juillet : « rencontre » de ministres en exil (agenda PN, 12-13/05)
- 2 août : mise en place de la sous-commission militaire du Sud-Kivu (Bukavu) (agenda PN, 2/08)
- 3 août : réunion avec le premier ministre (Bukavu) (agenda PN, 3-5/08)
- 4 août : réunion des députés à Goma ; conseil des ministres (agenda PN, 1<sup>er</sup>, 2 et 4/08)
- 6 août : réunion du premier ministre avec les préfets, sous-préfets et bourgmestres (Bukavu) (agenda PN, 15, 24, 28-29/01)
- 9 août : réunion des ONG rwandaises avec les personnalités du GI (Bukavu) (agenda PN, 29-31 juillet) ; rencontre Jean KAMBANDA avec les évêques protestants (Bukavu) (agenda PN, 31/07)
- 12 août : réunion Théodore SINDIKUBWABO, Jean KAMBANDA, Gratien KABILIGI, Pauline NYIRAMASUHUKO (Bukavu) (agenda PN, 12/08)
- 13 août : conseil des ministres à Bukavu (agenda PN, 13, 12 et 11/08)
- 28 août : conseil des ministres à Bukavu (agenda PN, 14-16/08)
- 5 novembre : visite du premier ministre dans le territoire de Kabare (agenda PN, 5, 4 et 3/11)
- 25 novembre : assemblée nationale (agenda PN, 3/04)

Mercredi 20 juillet : Notes diverses  
Page du 20 juillet

#### Front de Libération Nationale<sup>124</sup>

Guérilla :

- idéologie pourquoi l'on se bat
- tactique

- *abasilikari batungwa n'ibitunze Nyabuturi*

[« Les militaires se nourrissent sur place dans la nature (comme Nyabuturi)<sup>125</sup> »]

Nous sommes de guérilleros.

Il nous faut un noyau civil et militaire

- Pensée politique
- Relations extérieures
- Commission des Bourgmestres - Préfets
- Groupes des Fonctionnaires

Samedi 23 juillet : Réunion des ministres et du Président Théodore SINDIKUBWABO (Bukavu, Zaïre)

Page 23 juillet

Rencontre des ministres avec le Présirép (voir

<sup>124</sup> Devint le FROLINA.

<sup>125</sup> « Nyabuturi » est une araignée que l'on rencontre dans les bananeraies.

---

Nouvelle organisation de l'armée

---

Nouvelle structure adaptée  
Créer un comité « politico-militaire »

---

Avons quitté Bukavu pour Goma

**Dimanche 24 juillet : Notes diverses**

**Page 24 juillet**

À Goma, nous avons vu trois cadavres morts de faim et de choléra

**Lundi 25 juillet : Conseil des ministres tenu chez Joseph NZIRORERA à Goma**

**Pages 25 puis 24 juillet**

Chez Nzirorera

Conseil des Ministres 8/19

1. Encadrement population (Fonctionnaires  
(Étudiants  
(Paysans
2. Encadrement militaire
3. Patrimoine, sa gestion → vol des véhicules
4. Contact politique et diplomatique
5. La nouvelle stratégie politico-militaire  
Harcèlement du FPR
6. Fonctionnement du gvt
7. Est-ce que le gvt Zaïrois nous accepte comme gvt en exil ? Droits de l'homme  
- Carte du HCR pour entrer sous la protection de la convention de Genève

Rencontre avec le gouverneur non !

Sites

Kibumba → 1.000.000 habitants

Domaine Katale - Rutshuru

Révoquer : Gatsinzi

Gari Saveri → *yaroze* nos militaires [« Saveri (Xavier) a empoisonné nos militaires »]

Byusa : recrutement du FPR

Nyetu (?) : finance les opérations louches

Mushindimu<sup>126</sup>

Kazungu :

Mbarushimana :

Munyakazi : (fin p. 25/07)

(Suite agenda, p. 24/07, 2<sup>ème</sup> §)

1. AF. Sociales

2. Finances et Patrimoine

3. Informations

Déclaration *yo kutemera* le gvt de Kigali y'*Inkotanyi*

(« Déclaration de ne pas reconnaître le gouvernement *Inkotanyi* installé à Kigali »)

---

<sup>126</sup> Homme d'affaires congolais d'origine rwandaise de la zone Masisi-Rutshuru.

Commission Assemblée Nationale - AF Soc. - Affaires étrangères - Mininter

- Encadrement et sécurité
- Bureaux
- Patrimoine et fin.
- Sécurité

Les véhicules ont été volés

La population déplore le silence du gvt

- Comité de crise (structure légère  
(nous permettant  
Ont rencontré le 1<sup>er</sup> V(ice) 1<sup>er</sup> Ministre  
Zaïre nous aide à rentrer chez nous
- Comment harceler le FPR ?
- Réunion militaire à Goma  
Nom des FAR, Orgn (organisation)  
Les maquisards n'ont pas de solde.

**Mardi 26 juillet (Nord-Kivu, Zaïre)**

**Page 26 juillet**

Visite des camps

- Kibumba
- Rugali
- Katale près de Rutshuru
- collectivité de Bwisha

**Mercredi 27 juillet : Conseil des ministres à Goma**

**Page 27 juillet (2<sup>ème</sup> moitié) + bas page du 26 juillet**

Conseil des Ministres du 27/7/94

- Fonctionnement du gvt
- Droits de l'homme
- Lettre de remerciement au Président Zaïrois
- Président Irakien favorable à nous
- Y envoyer un émissaire Irak, Lybie, Kenya, Soudan, Égypte
- Gabon et Togo - Zaïre - Congo
- Contact informel avec l'Unita
- Burundi → Nyangoma et son équipe
- Il y a des militaires qui vont de l'autre côté
- Comité de crise (ministres  
qui fonctionne (Ass. Nationale  
tous les jours (militaires  
(les partis
- Quels messages devons-nous donner à la population et à l'armée ? (fin p. 27/07)

(Suite agenda, p. 26/07)

Le gouverneur<sup>127</sup> est allé déposer sa famille à Nairobi  
Il est remplacé Habamenshi Innocent

<sup>127</sup> De la BNR.

29 juillet 1994 : Réunion du « Conseil des ministres » (Bukavu, Zaïre)  
Pages des 12 et 13 mai

Rencontre le Samedi 29/7/94

- Résidence
- La Frégate I
- Arusha
- Riviera → ?
- Tanganyika

1. Comment exploiter la compréhension du Présirép Zaïrois

9 → *Ibyerekeye imodaka za leta twazanye*

(« à propos des véhicules de l'État que nous avons emmenés »)

\* Encadrement de la population surtout certains groupes spécialisés. (fin p. 12/05)

(Suite agenda, p. 13/05)

- *Ikibazo cy'ibilibwa* ("le problème des vivres")

*Iposho ry'abasilikali* ("le problème de la solde des militaires")

200.000 \$

- Transfert de la population dans des sites *ngo ni 1<sup>er</sup> ministre ubuza abantu kujya mu makambi ?*  
(« On dit que ce serait le 1<sup>er</sup> ministre qui empêcherait les réfugiés de gagner les camps »)

- Certains contacts auxquels nous devrions réfléchir

- Prezida Zaïrois : remerciement

Demande appui financier et politique

Lui demander de pouvoir mener des activités politiques

- 40.000 T des haricots à transporter

*Kugura amasuka* à 2 \$

(« Acheter des hoes à 2 \$ »)

- *Kwambutsa abaturage bari muri zone de sécurité* (« faire traverser la population qui se trouve dans la... [zone de sécurité] »)

- Modalités pratiques

La vie des membres du gvt intérimaire

Moyens, pièces de voyage

Sécurité

- Nomination d'un DirCab

Mardi 2 août : Mise en place de la Commission militaire (Bukavu)

Page du 2 août

Commission de 8 militaires

- Général Kabiligi
- Ruhorahoza
- Hategekimana (aumonier militaire)
- Kinyoni
- Karugahe<sup>128</sup>
- 

Recenser tous les problèmes notamment familles  
Droits de l'homme *liste y'abicanyi bo muri FPR*

<sup>128</sup> Général de brigade Gratien KABILIGI (*hutu, Cyangugu*), lieutenant-colonel IR RUHORAHIZA Jean-Bosco (*hutu, Byumba*), lieutenant-colonel HATEGEKIMANA François (*hutu, Kigali*), major Stanislas KINYONI (*hutu, Kigali rural*) alors G2 de la gendarmerie, major KARUGAHE François-Xavier (*hutu, Byumba*).

(« Liste des criminels du FPR à dresser par le Mininfor »)

Dans le comité militaire mis en place par les autorités civiles et militaires installées à Goma figurait notamment Augustin BIZIMUNGU, commandant des FAR, KABILIGI commandant adjoint, le colonel MUBERUKA, commandant de la région de Goma et le major NTABAKUZE, commandant adjoint de Goma. La commission mentionnée ci-dessus correspond plutôt à une sous-commission opérationnelle dans la zone de Bukavu.

**Mercredi 3 août : Réunion avec le Premier ministre (ministres et autres) (Bukavu, Zaïre)**  
**Pages du 3 août, du 4 août (1<sup>ère</sup> moitié), puis du 5 août**

Vol de mon véhicule par le second de Fefe

Réunion avec le PM

4 / 19

Compte-rendu de la réunion tenue à Goma

- Nzabonimana → Bagira
- Aaron Aronzo place Lumumba
- Dr Massud → Centre hospitalier italien à Bagira
- Nzabandora Innocent
- Semuhungu Innocent
- Rusengamihigo Place Lumumba
- Rukeratabaro G. NSE
- Mwalimu Taximen G.B.
- Ndamage : O.B.
- Adjudant Ruhigita Auditorat militaire
- Capitaine Kinguti « «
- Nsengiyumva Nicolas Patron Résidence
- Hôtel Résidence – Arusha – Tanganyika
- La Frégate

Patrimoine

Minerais + 200.000 \$ Mijeuma  
Thé et café à partir de Cyangugu ?  
Perte de 62.000.000 Frw  
11.000 \$ - 8.000 \$

- Amanama abili. Bemeza Structure + Kabiligi (« deux réunions : mise au point d'une structure (militaire + Kabiligi) ») (fin p. 3/08)

(Suite agenda, p. 4/08)

- Ikibazo Nord-Sud ingo cyavutse (« le problème Nord-Sud serait posé »)
- Problèmes du Présirép → logement à 1.000 \$
- Mbangura vit à Panzi
- Problèmes d'info → cassette vidéo
- Absence de coordination
- Travailler avec les ONG zaïroises → Quitterie
- Les Églises → Patricie

PM → les Barundi  
→ les députés ->  
Religieux à Muko

- Près MPR  
demain 14 heures  
- Vendredi



à 10 heures – S/Préfets + Bourgmestres (samedi) Bagira  
ONG

- Rencontre des partis politiques
- Réfugiés (sites  
(accueil et  
(orientation (fin p. 4/08)

(Suite agenda, p. 5/08)

Liste des familles de :

- cadres administratifs
  - politiques
  - FAR
  - Magistrature
- Le gouvernement l'a demandé au Minijust et Dircab. Présirép  
Décès 600 militaires à Goma  
20 à Bukavu  
Gufatanya - Gusangira (« s'entraider - partager »)  
Une organisation politico-militaire englobant les officiers

**Mercredi 4 août : Conseil des ministres avec le Premier ministre sur les problèmes des députés  
(Bukavu, Zaïre)**

Page du 4 août (bas de page), du 2 août (2<sup>ème</sup> moitié) puis du 1<sup>er</sup> août

Le 4/8/94

- Problèmes des députés

1. *Kumenya aho inkambi abaturatione bagenewe zihereye*
2. *Aho gvt igeze mu gushaka umutekano w'impunzi muli Zayire (fin p. 4/08)*

(Suite agenda, p. 2/08)

3. *Ikibazo cy'amafaranga ese tubaye abande ? ababikije muri banki se bo bite ?  
Ababitse les devises se bo ?*
4. *Kugoboka abari munzira baza mu buhungiro  
Transport, abagifite impamba nishira bizagenda bite ?*
5. *Amamodoka ya leta azakoreshwa ate ? (fin p. 2/08)*

(Suite agenda, p. 1<sup>er</sup>/08)

6. *Bus zikwiye gukorera abantu bose. Ubu se zirakoreshwa na nde, zirakorera nde ?*
7. *Les représentants des Églises bifuzza kubonana na PM  
Archevêque de Bukavu*
8. *Ikibazo cy'Ingabo*
9. *Ikibazo cy'u Rda n'ibindi bihugu cyane cyane ibitabana na les E.U.  
(« 1. Savoir où se trouvent les sites destinés à la population  
2. Où le gouvernement en est-il avec la recherche de sécurité de ses réfugiés au Zaïre ?  
3. Le problème d'argent. Qu'allons-nous devenir ? Qu'en est-il de ceux qui ont déposé leur argent  
dans des banques ? et quid de ceux qui y ont déposé des devises ?  
4. Aider ceux qui sont en chemin vers l'exil : transport, nourriture... Que deviendront-ils lorsque les  
vivres s'épuiseront ?  
5. Comment les véhicules, patrimoine de l'État, seront-ils utilisés ?  
6. Les bus sont censés être au service de toute la population. Sous quelle autorité sont-ils  
actuellement ? À qui profitent-ils ?  
7. Les représentants des Églises souhaiteraient s'entretenir avec le 1<sup>er</sup> ministre et l'archevêque de  
Bukavu*

8. Problème de l'armée

9. Problème des relations diplomatiques du Rwanda avec les autres pays surtout ceux qui ne sont pas sous la coupe de États-Unis »)

Poser le problème en citant l'hégémonie Américaine pour installer les hamites au pouvoir au détriment des bantous dans la sous-région

**Samedi 6 août : Réunion du Premier ministre avec les préfets, sous-préfets et bourgmestres (Bukavu, Zaïre)**

**Page 6 août et pages 15/01, 24/01, 28/01, 29/01**

Préfets Cyangugu, Gikongoro, Butare

*Inkotanyi zageze muli Komini : Taliki...*

- *Zishe abantu bangahe ?*

*Abana, abagore, abagabo umurenge*

*Zabicishije iki ? gute. Zabahambye zite ? Hehe ? Abo zatwaye, umubare*

- *Zibashyira mu nkambi. He*

- Les nouvelles actuelles de nos communes

(« L'arrivée du FPR dans la commune : date...

- Combien de gens ont-ils tués ?

Les enfants, les femmes, les hommes

- Comment les ont-ils tués ?

- Avec quoi ont-ils été tués ? Où et comment les ont-ils enterrés ?

- Ceux qu'ils ont enlevés : le nombre.

Les mettent-ils dans des camps ? où ?

Les nouvelles actuelles de nos communes »)

1<sup>er</sup> Ministre :

- Encadrement

- Situation politique : asile

- *Imodoka/Mbangura* (« les véhicules »)

- Les mettre à l'office des routes *izisigaye* (« ceux qui restent ») (fin p. 6/08)

**(Suite agenda, p. 15/01)**

-Député Mutabaruka Sylvani

*Ibyitso bidukulikiranye na hano mu buhungiro*

(« Les complices (du FPR) nous poursuivent même dans notre asile »)

- *Ntahondi Félicien p.e ibyo abasilikari → kubyirukana*

(« Par exemple les complices militaires : les renvoyer »)

- Biniga Damien

Asile

Contact politique et diplomatique

*amafaranga* depuis mars 1994 (« les salaires depuis mars 1994 »)

- *Semakuba Félicien* (originaire de) Nyamagabe

*Amashuli* (« les écoles »)

- Préfet Butare

- Panzi-Pentecôte Paroisse Cyayi ?

*Ikibazo cy'abaturage bari Utura i Burundi ku mupaka bakaba barinzwe n'abazungu ngo FPR*

*n'abasoda ba Burundi bakabica*

- *Abasilikali bakili hakulya ngo babuza abantu guhunga. Que faire ?*

[« Le problème de la population (réfugiée) à "Utura" (Uvira ?) au Burundi à la frontière protégée par les Blancs (les européens) où le FPR et les soldats burundais feraient des exécutions sommaires. Les militaires qui ne franchissent pas encore la frontière (qui sont encore au Rwanda) et qui empêchent la population de s'enfuir et prendre le chemin de l'exil. Que faire ? »]

- Nos ambassades
- *Ntiwakora byose. Propose gushyiraho za commissions + moyens*  
(« On ne peut pas tout faire. Propose la mise en place des commissions + moyens »)
- Redynamiser les services de renseignements et l'Orinfor
- Cotisation (fin p. 15/01)

(Suite agenda, p. 24/01)

Manque d'info *ituma habaho ibihuha* (« le manque d'information qui engendre des rumeurs »)

Ntivunwa (François), Bourgmestre Gashora  
*Abari muri zone humanitaire – Muko n'ahandi*  
(« Le problème de ceux qui sont dans la zone humanitaire - Muko et ailleurs »)

Ntarwanda S/P Ruhengeri  
*Radio y'abasuwisi ngo izavuganira impunzi muri Zaïre*  
(« La radio des Suisses défendrait les réfugiés au Zaïre »)<sup>129</sup>

Préfet Cyangugu  
*Ngo turaregwa muli Belgique natwe niturege*  
(« Il paraît qu'on nous accuse en Belgique, faisons de même »)

Bg. Kayove  
*Tuzataha ryali ?*  
*Iperereza likorera he ?*  
(« Quand rentrerons-nous ?  
Où est-ce qu'opère le service de renseignement ? »)

S/P Busengo  
Commission réfugiés

Bg. Musambira  
*Kwiga uko tuzasubira iwacu ntidutekereze intambara sur le plan amasasu gusa.*  
*Retro info : Abatumwa mu mahanga*  
(« Étudier comment rentrer chez nous sans compter uniquement sur la guerre par les armées  
Rétro-info : ceux qui sont envoyés en mission à l'étranger. ») (fin p. 24/01)

(Suite agenda, p. 28/01, 2<sup>ème</sup> §)

*Abasubira muri zone FPR ni abashonji. Inzigo ntigomba gusumbwa n'inzara. Aliko hari n'ababashuka ngo bazabarengera.*  
(« Ceux qui retournent dans la zone du FPR sont des affamés. La faim ne doit pas être plus forte que la vengeance. On abuse d'eux en leur promettant protection »)

Bg. Bwakira  
*Ibanga inkotanyi ziduhiga-Ibyitso*  
(« Le secret des *Inkotanyi* qui nous poursuivent : les complices »)

<sup>129</sup> Réputation faite alors à la radio *Agatashya* de la Fondation Hirondelle (Lausanne, Suisse).

S/P Muhire

*Umukozi wahunganye carte rose*

[« Un agent (de l'État) qui a pris le chemin de l'exil avec la carte rose. »]

Zone humanitaire

Désorganisation de notre armée.

Dircab. Mininter

*Sur 12 sites, Karehe - Murara - Mudake Nyakavogo - Warungu, nizo zikora  
- Gushyiraho abantu bacunga umutungo (UNR bakodesha imodoka bakilira)*

*Kujya gucumbika kuri HCR en guise de pression*

[« Sur 12 sites, seuls les sites Karehe - Murara - Nyakavogo Warungu fonctionnent. (fin p. 28/01)

(Suite agenda, p. 29/01)

Nommer des gestionnaires du patrimoine (à l'UNR, ils mettent les véhicules en location et détournent l'argent)

Aller camper au HCR en guise de pression »]

9 août 1994 : Réunion des ONGs avec le Premier ministre (Bukavu, Zaïre)

Page des 29, 30 et 31 juillet (1<sup>ère</sup> moitié)

9/8/94

ONG

1. Mukanduhije Félicité - Duterimbere Bieta
2. Umutesi Marie-Béatrice
3. Kamanzi Speciosa (CC)
4. Nyirankundabera Josepha (Prefed)
5. Hategekimena : Adenya
6. Nyiranzabandora Thérèse : Duterimbere
7. Épiphanie Kampundu : Haguruka
8. Nzambazamariya Marie
9. Mukarusagara
10. Uwamutara Revocate, Réseau des femmes
11. Butare Innocent : Aramet
12. Nayigizente Évariste
13. Buregeya Alfred - Scout du Rwanda
14. Asiel
15. -
16. Musabimana J.-M.V.
17. -
18. -
19. Qwitterie
20. Shingiro
21. Pauline
22. 1<sup>er</sup> ministre

- Encadrement population

-

- Contacts diplomatiques

Patrimoine (fin p. 29/07)

(Suite agenda, p. 30/07)

≠ + d'engagement et se manifester en entrant en contact avec les autres ONG  
≠ pression pour demander l'aide pour les réfugiés

1. Kamanzi Spéciosa

*Nyakavogo cekera – Kabarabe*

Info et communication

Radio *Maendeleo* émission apolitique

- organisation des camps - santé et hygiène  
appui et conseil
- situation socio-politique du Rwanda  
ont mis des commissions en place

3. Nyirankundabera

4. Buregeya : scout européen

*Baje kumushaka*

*Yabuze aho bamuhera amafaranga impossibilité de transfert de fonds*

Fax ou télécopie

(« Buregeya : scout(s) européen(s) sont venus le chercher. Il (Buregeya) ne trouve pas la voie par laquelle ils pourraient lui envoyer de l'argent.... »)

5. Dr Butare : un petit groupe de réflexion *yatekereza* (« qui se pencherait »), sur les causes profondes de cette situation. Comment en sommes-nous arrivés jusque là ? (fin p. 30/07)

(Suite agenda, p. 31/07)

Épiphanie : *guhumuliza* la population *hari aho mutagera kandi FPR yo igera hose*

(« Tranquilliser la population car il y a des endroits où vous ne mettez pas le pied, alors que le FPR, lui arrive partout »)

Évariste - *Amamodoka yagaruzwa ate ?* → une commission

(« Comment récupérer les véhicules de l'État ? → une commission »)

9 août 1994 : Rencontre du Premier ministre avec les évêques protestants (Bukavu, Zaïre)

Page 31 juillet (2<sup>ème</sup> moitié)

9/8/94

Le PM rencontre les Évêques protestants

- *Abasaba kuvugira abaturage*

(« Il leur a demandé d'être les défenseurs de la population »)

Échanges

Conférence des Églises de toute l'Afrique

- L'Église du Christ au Zaïre travaille avec l'Église du Rwanda réfugiée, nous demande d'encadrer la population en ayant un programme gouvernemental qui est celui de retourner dans notre pays ; des slogans...

*Ministère zose zagombye gukora iyo programme* (« tous les ministères devraient s'atteler à ce programme »)

*Kumenya aho twasize uko bameze* [« Connaître la situation de ceux qui sont restés (au Rwanda) »]

1 journal...

Chaque ministère *igakorana* un comité des volontaires

(« chaque ministère collaborerait avec un comité des volontaires »)

Mininter - Affaires sociales, Mineprisec.

- Présence militaire étrangère dans notre sous-région ?

Vendredi 12 août : Réunion chez le Président de la République avec le Premier ministre et le Général Gratien KABILIGI (Bukavu, Zaïre)

Page du 12 août

Δ ! J'ai promis d'installer les familles des militaires dans les camps de réfugiés

- Ballon d'essai pour vérifier l'information

13 août : Conseil des ministres (Bukavu, Zaïre)  
Pages du 13 août, du 12 et du 11 août

Conseil des Ministres chez le Minagri<sup>130</sup> – 4/19.

- Dircab – Primature

*Ikibazo cy'amafaranga yaheze muli Banque i Goma kirakomeye*

(« Le problème des fonds qui sont toujours en banque à Goma est difficile à résoudre »)

- Problèmes de coordination

Les officiers traîtres

Ngirabatware	Kigali
Harelimana	Butare <sup>131</sup>
Karangwa	Gitarama
Colonel Cyiza	Cyangugu
- Bavugamenshi	Cyangugu <sup>132</sup>

qui font partie du comité d'initiative<sup>133</sup>

Mininfor

Nsengiyumva chez des *Inkotanyi* à Bukavu<sup>134</sup> (fin p. 13/05)

(Suite agenda, p. 12/08, 2<sup>ème</sup> moitié)

Patrimoine

- *imodoka* (« les véhicules »)
- café et thé

Entrevue avec le président du MPR, a promis de nous aider

Mission à Kinshasa : Murego et Mpamo + le président MPR

Entrevue avec le Murundi Dr Batungwanayo soutient Nyangoma<sup>135</sup> (fin p. 12/08)

(Suite agenda, p. 11/08)

Situation café de Nkora

Café de Kibuye → Mugambira<sup>136</sup>

Café de Cyangugu – perdu car ramassé et non payé

Major Tereraho<sup>137</sup> et Ndagijimana

témoin échange 10 tonnes contre kérozène ? faux

parti avec –

Opération café avec Lieutenant Samuel<sup>138</sup>

Thé : Samuel + Préfet Cyangugu

Shagasha + Pfunda<sup>139</sup>

<sup>130</sup> Le ministre de l'Agriculture, Straton NSABUMUKUNZI.

<sup>131</sup> Il n'existe pas, *a priori*, d'officiers de ce nom originaire de Butare.

<sup>132</sup> Major NGIRABATWARE Félicien (*Kigali*), // HARELIMANA // (Butare), major KARANGWA Pierre Claver (Gitarama), major CYIZA Augustin (Cyangugu), lieutenant-colonel BAVUGAMENSHI Innocent (Cyangugu).

<sup>133</sup> Ce passage est énigmatique car les officiers mentionnés n'entretenaient à l'époque aucun contact entre eux et n'appartenaient donc à aucun comité d'initiative (A. CYIZA et I. BAVUGAMENSHI regroupaient les militaires en zone Turquoise pour les rattacher à l'APR, P.-C. KARANGWA était à Kibuye avec les militaires français puis gagna Mombassa...). Ce comité d'initiative, censés regrouper les officiers marginalisés, apparaît comme une invention des ministres du GI.

<sup>134</sup> Il s'agit de François NSENGIYUMVA, ex-directeur de la radio.

<sup>135</sup> Il s'agit de Charles BATUNGWANAYO, réfugié, médecin installé à Kigali et exerçant au CHK, frère de Léonard NYANGOMA. Ministre de la Santé burundais dans le gouvernement KANYENKIKO du 5 octobre 1994.

<sup>136</sup> Un commerçant.

<sup>137</sup> Il s'agit du major Cyprien TERERAHO (*hutu, Ruhengeri*), chargé des approvisionnements.

<sup>138</sup> IMANISHIMIYE.

<sup>139</sup> Usines à thé de la préfecture de Cyangugu. Pfunda, usine à thé dans la préfecture de Gisenyi.

Gisakura Directeur a refusé la livraison  
Vendu chez Kagego – 11.300 \$  
Commission 500 \$  
Le Minagri 681 \$ hôtel  
Essence 220 pour 2 fûts  
Reste 1.762 \$

Gisovu Thé → Directeur usine + Mugenzi

28 août 1994 : Conseil des ministres (Bukavu, Zaïre)  
Pages du 14, 15, 16 août

	<u>1<sup>er</sup> Ministre</u>
3 300	Minijust
2	Mininter
66.000	Mijeuma
	Mifaprofe <sup>140</sup>

---

#### Conseil des ministres du 28/8/94

Démission du ministre Casimir Bizimungu  
Cause : non fonctionnalité du gouvernement pour résoudre les problèmes des Rwandais en exil : donc gvt déficient  
- non crédibilité sur le plan international  
Une autre structure qui remplacerait le gvt (politico-militaire)  
Personnes nouvelles  
Plus dynamiques, non souillées

#### Partis

- Miniplan – Minisupres – Minisanté – Minifope – Miniprise – Minadef – Mineto - (fin p. 14/08)

(Suite agenda, p. 15/08)

Pourquoi cette structure politico-militaire ?

Est-ce qu'en supprimant les structures connues : gvt et Assemblée Nationale l'on deviendra plus crédible ?

- Plusieurs personnes ont abandonné le combat sans dire au revoir ?

Il y a des gens qui aimeraient prendre les initiatives et qui sont freinés par les institutions qui existent déjà - ils désirent avoir un cadre de travail

#### Affaires sociales

- Encadrement de la population  
Santé – Profemme – Mininter
- Information - documentation – renseignements  
⇒ Mininfor

#### Affaires Ét.

→ Minaffet

<sup>140</sup> Présents au « conseil des ministres ».

Patrimoine

(Minitrape  
(Transco  
(Minagri (fin p. 15/08)

(Suite agenda, p. 16/08)

Défense et affaires militaires  
Militaire + Défense civile  
- Affaires judiciaires  
Rafiki 150.000 \$  
et 80.000 Minifin  
141.000 \$ Mbarushimana

8.100 \$	Minitrape	1 <sup>er</sup> ministre
50.000 \$	Colombo	Tentalite

30.000 \$  
il lui reste 32.000 \$.

**30 août : Notes diverses**  
**Page du 30 août**

Les uns rentrent en laissant frères et sœurs ex-FAR  
« Le sentiment d'unité du peuple »  
Sentiment d'humiliation  
Rentrer comme objet  
Dépendre d'un pouvoir tutsi

**août-septembre : Notes diverses**  
**Pages des 12 et 13 octobre**

- Maître Luc De Temmerman Avocat de Mme Habyarimana  
A des preuves impliquant un ministre du FPR dans l'attentat contre son mari
- 16 août, le général Dallaire est remplacé par son compatriote le général Toussignant
- Le rapporteur spécial pour le Rwanda de la commission des droits de l'homme des Nations Unies, M René Degny-Séguy
- Le représentant spécial de l'ONU à Kigali Mr Shaharaguan Khan confirme que les soldats du FPR ont assassiné des civils (*Le Soir* 25/8/94)
- Le 31/8/94, le nouvel Ambassadeur à l'ONU prend possession de son siège au Conseil de sécurité Monsieur Bakuramutsa Manzi (fin p. 12/10)

(Suite agenda, p. 13/10)

7/9/9 - Human Right Watch annonce massacre de civils à Gitarama - Save Butare  
- Le HCR dénonce les massacres perpétrés par le FPR dans le rapport ' ' GERSONY. / 23/9/94  
On estime à 106 le nombre d'ONG opérant au Rwanda (26/9/94)



5 novembre : Visite du Premier ministre et présentation du nouveau « Gouvernement en exil »  
(territoire de Kabare, Zaïre)  
Pages des 5, 4 et 3 novembre

Visite du PM à Mushwushwe (camp de réfugiés rwandais installé à l'Institut des techniques agricoles et vétérinaire, territoire de Kabare)<sup>141</sup>

*Gutoza abana ko ali abanyarwanda ali na ho bakomoka kandi bazasubirayo.*  
(« Donner une éducation aux enfants leur rappelant leur appartenance à la communauté rwandaise, qu'ils viennent du Rwanda et qu'ils y retourneront. »)

*Ko abategetsiki bagiye cy bagiriwe urabanza rwo gupfa nibataha (ahubwo mugo mba kwitorera abandi)*

*Gutekereza gutyo ni nkubusazi.*

*Gusa lero*

[« Puisque les autorités sont parties ou qu'elles sont sous le coup de la peine capitale, vous pouvez rentrer (vous devez plutôt en élire d'autres). De tels raisonnements illustrent un mépris envers vous »].

*Hagiyeho Gvt yo gucyura impunzi*

*Abandi bamwe bane(n)zwe ko bahunze mbere yanyu*

*abandi basigaye bita kubi bazo byabo bwite,*

*abandi banyereza umutungo byabaye ngombwa ko duhindura.*

[« Toutefois, un gouvernement chargé de rapatrier les réfugiés vient d'être mis en place. Certains ont été accusés d'avoir pris le chemin de l'exil bien avant vous (bien avant la population) d'autres sont restés pour s'occuper uniquement de leurs intérêts personnels, d'autres ont été accusés de détournement. Il a été jugé nécessaire de procéder à des changements »]

*Bamwe ngo kuko badasubiye muri Gvt ngo ntirizarema.*

*Nibareke dusubire mu Rwanda berekane ubushobozi.*

*Hali abatakili ministre kuko ubuhungiro butatwemerera kugira ministeri nyinshi.*

(« Certains sous prétexte qu'ils n'ont pas été repris au gouvernement disent qu'il n'atteindra pas ses objectifs et qu'ils contribueront à son échec.

Qu'ils attendent notre retour au Rwanda pour montrer ce dont ils sont capables.

Certains ne sont plus ministres parce que la situation en exil ne nous permet pas d'avoir plusieurs ministères. ») (fin p. 5/11)

(Suite agenda, p. 4/11)

Liste des Ministres<sup>142</sup>

*Urubanza guhera igihe intambara yatangiriye*

(« Un procès depuis le début de la guerre »)

*Gukoresha ingufu igihe imishyikirano izaba inaniranye qd et comment*

(« Utiliser la force si les négociations n'aboutissent pas, quand et comment »)

<sup>141</sup> Premier ministre zaïrois.

<sup>142</sup> Formé à Bukavu le 1<sup>er</sup> novembre 1994. Outre la reconduction du tandem butaréen « Président/Premier ministre », il était composé des 7 ministres suivants :

Président de la République : Dr Théodore SINDIKUBWABO (MRND, hutu, Butare)

Premier Ministre : Jean KAMBANDA (MDR, hutu, Butare)

Ministre des Affaires sociales et des Réfugiés : Callixte KALIMANZIRA (MRND, hutu, Butare)

Ministre de l'Information : Joseph KARINGANIRE (MDR, hutu, Kibungo)

Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération : Jérôme BICAMUMPAKA (MDR, hutu, Ruhengeri)

Ministre de la Défense : Colonel Athanase GASAKE (hutu, Ruhengeri, officier en retraite)

Ministre du Patrimoine et de l'Équipement : Innocent HABAMENSHI (MDR, hutu, Ruhengeri)

Ministre de la Justice : Stanislas MBONAMPEKA (PL, hutu, Ruhengeri)

Ministre de la Mobilisation et de la Jeunesse : Frédéric KAYOGORA (MRND, hutu, Gisenyi)

*Ngo ntitugarda ibanga tuvugira hanze nk'imandwa*

[« (il paraît que) nous ne gardons pas nos secrets, nous mettons tout sur la place publique comme les *imandwa* (les adeptes de *Lyangombe*) »]

*Ngo bavugako interahamwe alizo zica, ziba n'ibindi*

*Aliko interahamwe ni abantu bose - 40 ans.*

(« On dit que ce sont les *Interahamwe* qui tuent, qui volent, etc...

Mais les *Interahamwe* sont tous les gens de moins de 40 ans. »)

*Yavuze uko abaministres bakulikirana n'aho bakomokaga cyera. Ubu bakomoka mu mpunzi.*

*Kubashimira kuko bakomeza kwihangana.*

(« Il a présenté les ministres et leurs origines régionales. Maintenant, ils sont tous issus de la masse des réfugiés. Les remercier parce qu'ils gardent courage. »)

*Tuzataha vuba aliko ngo ntidushobora guhinga imbwiya ndetse no kumesa ngo tudataha biteze cg imyenda itaruma.*

[« Nous rentrerons dans les meilleurs délais, nous ne devons même pas semer les *imbwiya* (sortes d'épinards), ni lessiver nos habits car nous pourrions rentrer avant la récolte ou avant que ces habits ne sèchent. »] (fin p. 4/11)

(Suite agenda, p. 3/11)

*Ibibazo*

(« Questions »)

*Umuntu wambuwe ipikipiki ngo hali avocat du HCR ese avocat wa Leta aliho koko, ese uwo namenye nzamureke ?*

*R/ Niba waratangiye wakomeza natwe tukabitangira. Igisubizo cyaboneka vuba*

[« Un type à qui on a pris (par la force) sa moto en présence d'un avocat du HCR. L'État (sous-entendu l'État rwandais) a-t-il vraiment un avocat ? Devrais-je abandonner l'avocat que j'ai trouvé ?

R/ Si tu as commencé, tu continues. De notre côté, on s'y mettrait. La réponse serait vite trouvée. »]

*Imishahara ?*

*R/ Ntibashobora kuduha amafaranga yacu tudatashye.*

(« Les salaires ? Ils ne peuvent pas nous donner nos salaires si nous ne rentrons pas. »)

*Une veuve d'un militaire umugabo we yaguye ku rugamba Paracommando Kanombe Avril 1994 ntiyahembwe.*

*R/ Yandike kuko abasilikare bahembwe jusqu'en juin*

[« Une veuve d'un militaire para-commando du camp Kanombe tombé sur le champ de bataille en avril 1994. Elle n'a pas reçu le salaire de son mari.

R/ Qu'elle réclame par écrit parce que les militaires ont reçu leurs salaires jusqu'en juin. »]

*Abantu barashimutwa (runyinya), ntavuliro lihali.*

*R/ Amarondo.*

*Abashinzwe kuvura bakwiye gushakwa.*

[« Des gens sont fréquemment enlevés (camp Runyinya). Il n'y a pas de dispensaire ou centre de santé.

R/ Il faut faire des patrouilles. Le personnel médical doit être cherché/recruté. »] (fin p. 3/11)

(Suite agenda, p. 2/11)

*Kubwimana Frederic, Commune Runyinya, Sect Kanama. Remera Siméon ngo azaze kumutwara.*

(« Kubwimana Frédéric de la commune Runyinya, secteur Kanama. Que Remera Siméon vienne le véhiculer. »)

## 5. Synthèse des fonctions de la ministre Pauline NYIRAMASUHUKO

La lecture de ce document peut dans bien des domaines être considérée comme autosuffisante : chaque page apporte son lot de faits, d'indications, de commentaires qui démontrent sans conteste l'engagement déterminé de Pauline NYIRAMASUHUKO dans la politique menée alors pour anéantir toute forme d'opposition intérieure faute d'être en mesure de contenir la pression militaire du FPR. Cet engagement se présente autant comme une responsabilité assumée au titre des fonctions exercées que comme l'expression d'une adhésion personnelle totale à cette politique.

Je voudrais cependant insister sur quelques éléments de synthèse couvrant l'ensemble de l'année 1994. Je ne reviendrais pas sur les prédispositions « radicales » qui se manifestent sans dissimulation avant le 6 avril et me limiterais à la période de la guerre civile (avril-juillet) et à sa continuation jusqu'en novembre 1994.

Pauline NYIRAMASUHUKO est alors au faite de sa carrière et aucune entrave ne bloque son action et la mise en application de ses convictions.

Partons tout d'abord d'un constat essentiel : tous les membres du gouvernement intérimaire débattent régulièrement et précisément de la situation politique, militaire, sociale et diplomatique. Ils sont parfaitement informés de ce qui se passe dans le pays, de la stratégie des différents acteurs en conflit, des moyens mis en œuvre, de l'impact de leurs décisions et, ce n'est pas le moindre, de la perception de la situation par la « communauté internationale » sous ses différentes formes de représentation (ambassades, chefs d'États et gouvernements, médias, églises, etc.).

Du constat cru fait le 21 avril en conseil des ministres :

« Situation. Tuerie continue

Rivières Mwogo et Nyabarongo jonchées de cadavres. »

jusqu'au terrible lapsus de la prise de note du 20 mai, toujours en conseil des ministres :

« - Problèmes des magistrats

Conseil supérieur de la Magistrature

- Inventaire de ceux encore existants en activité. ».

les ministres n'ignorent rien de la réalité rwandaise « sur le terrain ». Qui plus est, et nous entrons alors dans le premier point de cette synthèse, une part déterminante de leur réflexion est centrée sur la « guerre médiatique ».

### 5.1. La propagande

Malgré la faible efficacité sans cesse reconnue à ce volet de l'action gouvernementale, chaque conseil des ministres et pratiquement toutes les réunions de sensibilisation, de pacification ou autres comporte une entrée « communication ». Tous les supports furent recensés et pratiqués : de la sensibilisation de journaliste à l'achat de prestations publicitaires dans la presse internationale, en passant par la nomination de consuls, le renvoi d'ambassadeurs, l'envoi d'émissaires spéciaux, l'installation d'attachés, la panoplie des moyens d'information vis-à-vis de l'extérieur a été amplement utilisée tout au long de la guerre. À l'intérieur du pays, le conseil des ministres met en place une cellule chargée d'encadrer la presse, tous les cadres de l'État sont mobilisés ou mis sous surveillance pour accréditer les mots d'ordre officiels et Pauline NYIRAMASUHUKO elle-même se mêle d'aller négocier les moyens d'accroître la pénétration de la RTL. M.

Non seulement, les membres du gouvernement intérimaire sont parmi les citoyens rwandais parmi les mieux informés, mais ils produisent eux-mêmes la part essentielle de l'information disponible à destination des populations de l'intérieur. Ils s'arrogent en outre un monopole sur l'ensemble des supports de l'information nationale.

## 5.2. La guerre : des devises et des armes

Le second point qui revient pratiquement à l'ordre du jour de chaque conseil des ministres et réunions officielles est la situation militaire (toujours catastrophique) et le débat sur le manque d'armement. Pour contourner l'embargo sur les armes, le gouvernement intérimaire déploie un large dispositif de solutions pour se procurer des ressources (CM du 17 mai - *Gushaka* les devises ! ») permettant d'accéder aux marchés parallèles de l'armement.

Vente de « l'avion » (CM, 23 avril), collecte publique (Conf. Préf. Gisenyi, 3 mai : « Les commerçants + les gens originaires de Gisenyi 7.000.000 Fcs pour l'achat des armes »), commercialisation des minerais (CM, 17 mai), confiscation des comptes en devises (CM, 17 mai : « Gestion de la guerre : BNR - Minifin - etc. ont décidé de mettre la main sur tous les comptes en devises »), vente du café à Valens Kajeguhakwa (CM, 1<sup>er</sup> juillet), transfert du « patrimoine » au Zaïre (CM, 12 juillet), confiscation des dépôts en devises, la mobilisation de tous est décrétée pour renforcer la position des négociateurs officiels qui font apparemment l'apprentissage d'un milieu qui leur est peu familier.

Le CM du 17 mai lance un appel solennel : « Goulot d'étranglement, tous les services impliqués dans la commande d'armes doivent faire des efforts. » et des émissaires approchent tous les pays amis (Libye, Égypte, Tchad - CM du 1<sup>er</sup> juin) et marchands d'armes (CM, 17 mai). Les démarcheurs sont cités : Bagosora, Kayumba, Mugenzi, Nzirorera, Ruhorahoza, Karamira (CM 1<sup>er</sup> juin, 1<sup>er</sup> juillet, etc.). Pour autant, ces efforts apparaissent impuissants à renverser le cours de la guerre et les divisions entre militaires font irruption dans les ordres du jour à partir du début du mois de mai.

## 5.3. La guerre : des officiers *ibytso*

Je relèverai en premier cette phrase pleine de sous-entendus adressée par le préfet de Gisenyi au colonel NSENGIYUMVA qui lui donnait la parole lors de la conférence préfectorale du 3 mai à Gisenyi : « Est-ce que l'armée n'est pas sous l'autorité de l'actuel gouvernement ? ». La défiance est alors clairement exprimée : lors de la même conférence, il est recommandé que le gouvernement reprenne en main les négociations avec le FPR et ne se laisse pas déposséder par les membres militaires des délégations (« - Rencontre avec le FPR : plutôt le gouvernement que les militaires »<sup>143</sup>). Cette thématique, manifestement, plaît à Pauline NYIRAMASUHUKO qui va se l'approprier à son niveau pour appliquer à l'institution militaire des classements aussi simples que ceux qu'elle soutient sur l'unité du peuple hutu face à l'ennemi tutsi. À partir du CM du 7 mai, elle recense régulièrement les « meilleurs » et les « mauvais » et estime surtout que sa préfecture est trahie pratiquement à tous les niveaux de la hiérarchie et des corps (capitaine Munyurangabo de Butare, officier Nzungize (lieutenant-colonel), frère de Ntezimana (7 mai). Le 16 mai, l'actualité préfectorale de Butare est centrée sur la trahison des élites militaires que dénonce violemment Pauline NYIRAMASUHUKO :

« *Gucikisha*

*Muvunyi*

*Kayombya, colonel Nshizirungu, Ruhutinyanya, ss Gakwerere (sous-lieutenant)*

*Capitaine Mugabo gendarme - Umugogwe patron du groupement*

*Ntambabazi → camp Ngoma »*

Le 1<sup>er</sup> juin, le qualificatif suprême est exhibé pour qualifier une partie de l'institution militaire :  
« - Manque de cohésion au sein de l'armée : *ibytso*  
- Manque de cohésion entre l'armée et le gouvernement, certains voudraient négocier celle (seuls) avec l'ennemi ».  
Complices et traîtres !

Le 6 juin, la contre-offensive est lancée pour reprendre en main l'armée :

<sup>143</sup> Est ici visé le général Marcel GATSINZI, commandant de l'ESO à Butare, qui conduit alors les négociations avec le ministre André NTAGERURA.

« Engagement des intellectuels pour l'encadrement des militaires

ESM se trouve à Kigeme

Rappeler ce (ceux) qui sont aux études à l'étranger.

Désertion. → les traquer et les juger – avoir des prisons militaires, auditorat militaire –

Formation de la police militaire »

Pauline NYIRAMASUHUKO identifie immédiatement pour sa gouverne personnelle « son » traître de proximité, qui vient tout juste d'être nommé à Butare : « *Ibyitso militaire* (« complice ») Nomination de Munyengango ESO »

Enfin , le 6 juillet en réunion à Gisenyi, elle peut mentionner que l'armée, quasi défaite, sera au moins épurée. La liste suivante reprend la plupart des officiers, généralement originaires du sud, qui étaient ou furent en fonction à Butare ou Gikongoro. Elle règle là ses comptes avec une institution ambivalente qu'à la différence de l'administration civile, elle n'arriva pas à se soumettre à Butare.

« - Militaires *ibytso* : *Kubasimbura* (« militaires complices du FPR : à remplacer »)

- Rusatira
  - Gatsinzi
  - Mugemanyi
  - Ndamage Jeanne
  - Ndamage
  - Rwabukwisi
  - Habyarabatuma
  - Musonera
- ou Habyarimana

Le 12 juillet, suite à la déclaration de Kigeme rendue publique par le général RUSATIRA, le GI croit discerner un éclatement parmi les officiers opposants et envisage immédiatement de pousser cet avantage en prenant la décision de révoquer RUSATIRA et de l'arrêter.

Avec la défaite, le 20 juillet, au lieu de procéder à une analyse lucide de l'impuissance et de l'effondrement de l'appareil militaire, Pauline NYIRAMASUHUKO transcende, pour son propre compte, l'échec en théorisant une stratégie de guérilla et magnifiant des militaires vivant de rien comme des « araignées ». Trois jours plus tard, l'armée est réorganisée et un comité politico-militaire est mis en place. Ce « comité de crise », qui se réunit tous les jours (*agenda PN, p. 27/07*) regroupe les rescapés du conseil de gouvernement, de l'assemblée nationale, de l'armée et des chefs de partis demeurés fidèles à la ligne qu'incarne alors Joseph NZIRORERA (*agenda PN, p. 25/07*). Parmi les premières décisions figurent la révocation du général GATSINZI et le constat que des militaires regagnent le Rwanda... Le 2 août, est installée une commission militaire d'officiers inconditionnels qui suscite immédiatement le retour de la litanie des « officiers traîtres » (*CM du 13 août*).

Manifestement, les subtilités de cette institution divisée et humiliée échappèrent toujours à Pauline NYIRAMASUHUKO. Sur ce sujet, elle n'évolua pas : son analyse demeura celle qu'elle avait retenu le 19 avril de la bouche du président SINDIKUBWABO qui venait entériner le remplacement des responsables civils et militaires de Butare : « Qu'on nous enlève ceux qui nous observent sans nous aider, les traîtres, surtout ceux qui ont été entraînés pour nous tuer ». Les premiers cités étaient les « Hutu aisés », les seconds, les militaires.

#### 5.4. Identifier, dénoncer et éliminer l'ennemi intérieur

Nous entrons là dans le domaine où les convictions de la ministre Pauline NYIRAMASUHUKO furent les plus en phase avec la rhétorique et l'action du gouvernement intérimaire.

Dès le 14 avril, et avant même que Butare ne soit embrasée du fait de la volonté des autorités politiques, la dénonciation des complices, « ceux qui mettent le feu » fait partie de ses phobies personnelles. Le premier volet de cette politique, « identifier et dénoncer » nous semble parfaitement illustré par la déclaration programmatique du bourgmestre de Musambira, le 18 avril : « Chercher

l'ennemi sans passer à côté de lui ». L'ennemi est par définition partout et du fait de sa nature fluide et insaisissable tous ceux sur qui pèsent des soupçons doivent être éliminés. Son bilan du conseil des ministres du 23 avril retient l'essentiel :

- *Urwikekwe* → *Gusaka ni ngombwa* (« Suspicion → fouiller c'est nécessaire »)
- *Gutunga agatoki* (« Dénoncer les complices, les montrer du doigt »)

Son agenda recense ensuite ses propres démarches en la matière, notamment en préfecture de Butare (notes du 3 mai, du 6 mai, 16 mai, 28 mai, 6 juin, 25 juin). La suspicion est permanente et la dénonciation suit : les « mauvais » sont nommément désignés.

Pauline NYIRAMASUHUKO fut ensuite omniprésente sur les principaux fronts de la lutte contre l'ennemi intérieur (cf. réunion du 30 avril à la préfecture de Kigali où est abordée la question de la propagande à propos de l'autodéfense civile) ; des campagnes en faveur de la pacification (sous-préfecture de Ngororero, et conférence préfectorale de Gisenyi le 3 mai), préfecture de Kigali rural et sous-préfecture de Rwamagana le 4 mai, préfecture de Ruhengeri le 6 mai, rencontre avec le comité national d'*Interahamwe* le 7 mai. Du 10 au 16 mai, l'agenda illustre au travers d'une série de réunions (avec les jeunesses des partis à Butare le 10 mai, dans les communes de Nyabisindu et Rusatira le 11 mai, le 16 mai au cours de réunions préfectorales) que Pauline NYIRAMASUHUKO met en œuvre à Butare les leçons tirées de son périple au nord et dans la capitale brutalement résumées dans la phrase : « Puisque nous sommes en guerre, un complice ou celui qui a été entraîné à Mulindi, ils doivent disparaître ! » (CPS, Butare, 16 mai). Aucune ambiguïté ne transparait quand à l'usage des termes pudiques relatifs aux massacres : *umuganda* (travaux communautaires), la perquisition, mettez vous au travail, contrôle jour et nuit, débroussailler et éclaircir les forêts...

Quelques points méritent vraiment d'être soulignés : le premier tiré du compte-rendu du conseil des ministres du 10 juin 1994 situe bien la paranoïa et le souci méticuleux du travail bien fait qui prévaut dans le microcosme ministériel (il situe parallèlement les centres d'intérêt de la ministre !) : « *Kgi umucuruzi azatange imbunda 2, imiwe pour lui, indi pour le quartier.* (« Un commerçant donnera 2 armes, une pour lui, une pour le quartier ») ». Le second montre que la ministre n'hésite pas à prendre personnellement en charge des tâches que l'on pourrait imaginer voir confier à des subordonnés : ainsi le 8 juin, elle recommande aux bourgmestres et sous-préfets de Butare « la mobilisation de la population et [l'] utilisation des armes traditionnelles », puis, le 18 juin, associant la parole aux actes, elle écrit : « *Imyambi pour 200 000 frs* (« Flèches pour 200 000 frs »). « Je dois retirer une enveloppe pour l'autodéfense civile à Gisenyi ». La ministre prouve ainsi une définition co-extensive de sa fonction assumant tous les échelons de la chaîne de commandement : des décisions centrales en matière d'élimination des ennemis à l'approvisionnement en armes des tueurs sur le terrain. En troisième lieu, c'est toutefois le compte rendu du conseil de sécurité préfectoral tenu à Butare le 31 mai 1994 qu'elle supervise en tant que ministre en charge de la préfecture, qui fournit la vision la plus crue de l'organisation minutieuse des massacres de masse avec des descriptions précises des consignes et des tâches ainsi que les stratagèmes (signes distinctifs) mis en œuvre pour la relance des massacres dans le cadre de l'auto-défense civile préconisée par la circulaire gouvernementale du 25 mai.

## 6. Au-delà de la défaite

Même la défaite et l'exil ne permirent pas de prendre quelque distance avec les passions mortifères : la défense civile, qui fonctionna comme substitut à l'impuissance militaire, était encore à l'ordre du jour dans les conseils des ministres tenus à Goma. Le 28 août, Pauline NYIRAMASUHUKE se fait encore le chantre de la liaison entre l'action militaire et la défense civile.

En fait, l'exil donna l'occasion à Pauline NYIRAMASUHUKE de manifester une nouvelle fois sa détermination et sa combativité. Alors que les abandons au sein du GI touchaient la majorité des membres, la ministre de la Famille et de la Condition féminine poursuit son engagement et assure, en quelque sorte, la continuité formelle des institutions. Cette continuité pouvait être considérée comme nécessaire, voire vitale face à des demandes sociales fortes et au dénuement de millions d'individus aux conséquences dramatiques. Il apparaît cependant clairement que la conception de l'action gouvernementale privilégiée par la poignée de rescapés du GI concerne prioritairement l'encadrement politique, voire paramilitaire, des populations et leur propre survie politique.

Pour autant, la compréhension de son positionnement politique me semble assez difficile. On la retrouve à la fois mêlée aux décisions politiques les plus éminentes avec la mise en place du « comité de crise » puis du « comité politico-militaire » qui regroupe les éléments moteurs de la rébellion qui s'esquisse, mais en même temps, elle joue un rôle surprenant en « collant » au premier ministre Jean KAMBANDA, notamment en lui servant de « cadre d'accueil » lors de ses déplacements brefs à Goma où il est haï, voire en danger – c'est là que sont installés les dignitaires nordistes de l'ancien régime - et d'autre part en montant avec lui des structures de coordination servant à mobiliser la solidarité et à assurer la poursuite de l'encadrement de la population (cf. réunion des ONG du 9 août). Structure dans laquelle, parmi les personnalités d'envergure, on ne retrouve en fait que Shingiro MBONYUMUTWA (Gitarama), Pauline NYIRAMASUHUKE et Jean KAMBANDA ! Or Jean KAMBANDA est isolé par les militaires et les nordistes (bien avant que le RDR ne soit justement créé en avril 1995 pour l'évincer définitivement des prérogatives auxquelles il s'accroche). Apparemment donc, Pauline NYIRAMASUHUKE s'est attachée à lui jusqu'au bout. Deux hypothèses prévalaient alors : soit elle le suivait par conviction politique, soit elle était chargée de le surveiller pour l'*akazu*.

Des questions subsistent cependant sur la compréhension que Pauline NYIRAMASUHUKE pouvait avoir de son environnement alors même que la plupart des ministres avaient estimé plus prudent de quitter « le navire » :

« - Plusieurs personnes ont abandonné le combat sans dire au revoir ? »

« Une autre structure qui remplacerait le gvt (politico-militaire)  
Personnes nouvelles, plus dynamiques, non souillées » (28/8/1994)

Manifestement, elle ne s'estime pas concernée par les motivations qui les animent. Son cadre d'analyse alterne alors entre la colère :

« Les uns rentrent en laissant frères et sœurs ex-FAR (...)

Sentiment d'humiliation

Rentrer comme objet

Dépendre d'un pouvoir tutsi »

Ou l'adhésion à de vaines illusions :

*Tuzataha vuba aliko ngo ntidushobora guhinga imbwiya ndetse no kumesa ngo tudataha biteze cyimyenda itaruma.*

[« Nous rentrerons dans les meilleurs délais, nous ne devons même pas semer les *imbwiya* (sortes d'épinards), ni lessiver nos habits de peur de partir avant la récolte ou avant que ces habits ne sèchent. »]

## 7. Conclusion

Au total, l'analyse de ce document prouve à l'évidence que le gouvernement intérimaire, loin de jouer le rôle d'une simple chambre d'enregistrement soumise à des forces supérieures, assumait pleinement la part de responsabilité qui lui incombait compte tenu de ses prérogatives et des moyens dont il disposait.

Ses prérogatives étaient celles d'un gouvernement de plein droit, statut qui n'a jamais été contesté par ses membres tel que cela ressort des notes prises au cours de l'ensemble de la période de la guerre et au-delà jusque dans les camps de l'exil. À aucun moment non plus, les compte-rendus disponibles ne laissent suggérer, par illusion ou par conviction, que ce gouvernement agit sous la pression de groupes de pouvoir parallèles qui tenteraient de lui imposer une politique qui ne serait pas la sienne ou à laquelle il n'adhérerait pas. Plus encore, l'ensemble des autres sphères de pouvoir, militaire, judiciaire, législatif sont systématiquement présentés comme relevant de son autorité, malgré les défaillances avérées.

Si de nombreux passages déplorent la faible efficacité des FAR (ou plus crûment la débandade face à l'ennemi) ainsi que les divisions au sein de l'institution militaire, si l'administration publique - territoriale ou judiciaire notamment - fait l'objet de vives mises en cause du fait de sa faible opérationnalité ou du « relâchement » qui y prévaudrait, toute l'action du gouvernement intérimaire consisterait à galvaniser les énergies, à améliorer les performances de l'ensemble par tous les moyens disponibles : de la propagande à la répression. La panoplie de l'action du GI couvre largement le volet de la guerre médiatique, de la sensibilisation sous contrainte des populations de tous âges et de toutes catégories, mais plus fermement plusieurs conseils des ministres se concentrent sur l'utilisation des moyens de rétorsion les plus radicaux vis-à-vis des opposants à la guerre et aux massacres : révocation d'officiers, prison et tribunaux militaires, renvoi de fonctionnaires, élimination. Certes, le gouvernement n'eut pas les moyens de mettre en œuvre, notamment vis-à-vis de l'armée, la plupart des dispositions répressives décrites (même si les révocations, les mutations et intimidations de toutes sortes furent bien réelles). Mais d'une part, l'intention était clairement affirmée, de l'autre, loin d'être gêné dans son action par l'absence d'un cadre de droit, ce furent les tentatives d'assassinats et les assassinats tout court qui illustrèrent la mise en œuvre de cette politique par le GI.

Plus fondamentalement, si la conduite de la guerre proprement dite échappait partiellement et malgré sa volonté, au contrôle du gouvernement intérimaire, aucun doute ne subsiste sur le fait qu'il assumait la conception, la logistique, la réalisation et l'évaluation de la lutte contre l'ennemi intérieur, c'est-à-dire les massacres de la population civile tutsi et plus largement de tous les acteurs timorés ou indécis qui n'adhérèrent pas, d'une manière ou d'une autre, au projet génocidaire sans cesse mis au centre des enjeux : « Posons le problème ethnique car c'est le nœud du problème » (*agenda PN, 26/06*), « Un problème posé : ethnique » (*agenda PN, 7/07*). De ce point de vue, le gouvernement intérimaire se veut le fer de lance de la guerre totale, la « finale » (*rurangiza* en kinyarwanda).

À la lumière de l'ensemble des informations contenues dans cet agenda, il me faut toutefois repréciser l'affirmation introductive sur le rapport qu'entretient l'auteur avec les faits et analyses dont il rend compte ou qu'il développe. En effet, si la plupart des faits et analyses relatés dans cet agenda sont rapportés par la ministre et peuvent ne l'engager qu'indirectement, il est toutefois avéré, au terme de cette présentation, que pas une seule remarque de Pauline NYIRAMASUHUKE ne peut être considérée comme une réserve ou un désaveu de la politique brutale qu'elle décrit avec complaisance et à laquelle elle souscrit non pas uniquement en la relatant mais en l'anticipant. Dans ses notes diverses, Pauline NYIRAMASUHUKE démontre qu'elle se porte elle-même à la tête du mouvement, qu'elle s'affiche comme parmi les plus combatifs et les plus virulents dans la dénonciation et le châtement des « ennemis ». L'application dans l'exécution des ordres et des consignes collectifs dans « sa » préfecture témoigne, hors de toute contrainte, d'une totale intériorisation.



Cette posture personnelle est poussée à un point tel, que le raisonnement pourrait être renversé. L'agenda de Pauline NYIRAMASUHUKO offre-t-il une image fidèle de ce qu'a été l'activité effective du gouvernement intérimaire, qu'il s'agisse de l'expression de ses membres ou de la volonté obsessionnelle d'anéantir tout ce qui pouvait être assimilé à un adversaire ?

Cela ne me semble pas prouvé. Bien des informations attesteraient au contraire que des ministres ne remplirent que la part minimale et imposée de leur tâche mortifère, que d'autres utilisèrent de nombreux artifices pour justifier leur manque d'ardeur ou firent preuve d'un grand absentéisme. La débandade et les divisions ne furent pas que le fait des militaires et touchèrent aussi l'équipe gouvernementale. Mais ce phénomène apparut comme moins visible et décisif car, du fait de la polyvalence des fonctions, il suffisait d'un noyau déterminé relativement restreint, et souvent complété par l'apport de non-membres du cabinet ministériel, notamment les chefs des partis et les multiples « conseillers », pour faire fonctionner la machine à massacrer. Pendant la guerre, voire au-delà dans les camps, ces fonctions d'encadrement idéologique et militaire furent assumées par divers sous-groupes qui se soucièrent assez peu de la légitimité institutionnelle de leur mandat. La passion et l'aveuglement de Pauline NYIRAMASUHUKO ne la mettaient pas en position adéquate pour percevoir ces démarcations, ou, si elle les a perçues, elle ne voulut pas reconnaître le caractère inéluctable de la défaite et l'efficacité dérisoire de l'arme génocidaire.